



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Département des finances et des institutions
Service des affaires intérieures et communales

Departement für Finanzen und Institutionen
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten

Rapport sur les finances communales Bericht über die Gemeindefinanzen

2012



Mars/März 2014

Table des matières

Message 2012.....	3
1 Plan de la publication	
1.1 Introduction	5
1.2 Plan de la publication	5
2 Structure de la population	
2.1 Vue d'ensemble	6
2.2 Comparaison avec la Suisse.....	9
2.3 Comparaison de la taille des communes suisses	10
2.4 Evolution du nombre de communes en Suisse	12
2.5 Les fusions dans le canton du Valais	17
3 Introduction au modèle comptable harmonisé (MCH)	
3.1 MCH – Historique	20
3.2 MCH - Objectifs principaux.....	20
3.3 MCH - Caractéristiques principales.....	22
4 Présentation des comptes 2012 des communes valaisannes	
4.1 Résultat annuel	24
4.2 Bilan, fortune et découvert	26
4.3 Charges de fonctionnement selon les tâches – comptes 2012.....	31
4.4 Charges de fonctionnement selon les na- tures – comptes 2012.....	32
4.5 Revenus de fonctionnement selon les na- tures – comptes 2012.....	33
4.6 Investissements selon les tâches – comptes 2012 communes – dépenses et recettes.....	34
4.7 Fiscalité dans les communes	35
4.8 Choix des indicateurs financiers – rappel.....	39
4.9 Collecte des données – rappel.....	39
4.10 Difficultés et limites liées à l'élaboration d'indicateurs harmonisés – rappel.....	40
4.11 Degré d'autofinancement	41
4.12 Capacité d'autofinancement.....	45
4.13 Taux des amortissements ordinaires	49
4.14 Endettement net par habitant.....	53
4.15 Taux du volume de la dette brute.....	57
4.16 Indicateurs financiers – récapitulatif	61
4.17 Quelques chiffres significatifs selon la taille des communes.....	63
4.18 Constats sur les chiffres significatifs selon la taille des communes	72
4.19 Conclusions.....	73
5 Péréquation	
5.1 Péréquation.....	74

Inhaltsverzeichnis

Botschaft 2012.....	3
1 Gliederung des Berichts	
1.1 Einleitung.....	5
1.2 Gliederung des Berichts.....	5
2 Bevölkerungsstruktur	
2.1 Gesamtüberblick	6
2.2 Vergleich mit der Schweiz.....	9
2.3 Vergleich der Grösse der Schweizer Gemein- den.....	10
2.4 Entwicklung der Anzahl Gemeinden in der Schweiz	12
2.5 Fusionen im Kanton Wallis	17
3 Einführung in das harmonisierte Rechnungs- modell (HRM)	
3.1 HRM – Vorgeschichte.....	20
3.2 HRM – Hauptziele.....	20
3.3 HRM – Hauptmerkmale	22
4 Präsentation des Ergebnisses 2012 der Walliser Gemeinden	
4.1 Jahresergebnis	24
4.2 Bilanz, Eigenkapital und Fehlbetrag	26
4.3 Aufwand der Laufende Rechnung nach Funk- tionen – Rechnung 2012.....	31
4.4 Aufwand der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2012.....	32
4.5 Ertrag der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2012	33
4.6 Investitionen nach Funktionen – Rech- nung 2012 – Ausgaben und Einnahmen.....	34
4.7 Besteuerung in den Gemeinden	35
4.8 Auswahl der Finanzkennzahlen – zur Erinne- rung	39
4.9 Datenerfassung – zur Erinnerung	39
4.10 Schwierigkeiten und Grenzen bei der Erarbei- tung von einheitlichen Finanzkennzahlen – zur Erinnerung	40
4.11 Selbstfinanzierungsgrad	41
4.12 Selbstfinanzierungskapazität	45
4.13 Ordentliche Abschreibungssatz	49
4.14 Nettoschuld pro Kopf	53
4.15 Brutto-Schuldenvolumenquote.....	57
4.16 Finanzkennzahlen – Übersicht.....	61
4.17 Einige bedeutungsvolle Werte bezogen auf die Gemeindegrösse.....	63
4.18 Feststellungen zu bedeutungsvolle Werte bezogen auf die Gemeindegrösse	72
4.19 Schlussfolgerungen	73
5 Finanzausgleich	
5.1 Finanzausgleich.....	74



Maurice Tornay

Conseiller d'Etat – Staatsrat

Chef du département des finances et des institutions du canton du Valais

Vorsteher des Departements für Finanzen und Institutionen des Kantons Wallis

Message 2012

Madame, Monsieur,

La loi sur les communes du 5 février 2004 place les collectivités de droit public, soit les communes municipales et bourgeoises, sous la surveillance du Conseil d'Etat. Le service des affaires intérieures et communales par la section des finances communales collecte ainsi à des fins statistiques des données sur les finances des municipalités. Le présent rapport synthétise ces informations. Il devrait permettre aux différents destinataires d'obtenir une image fidèle de la situation financière de nos collectivités locales.

En publiant ce rapport sur les finances communales, le Conseil d'Etat entend exposer de manière transparente l'évolution de la situation financière des communes valaisannes. A l'instar d'autres instruments, le présent document permet également au canton de mieux cibler ses activités de conseil et de soutien en faveur des communes.

Remerciements et félicitations

Nous remercions et félicitons chaleureusement les autorités et les administrations communales pour leur engagement et leur précieuse collaboration sans laquelle ce rapport n'existerait tout simplement pas. Nous associons à ces remerciements les collaborateurs de la section des finances communales du service des affaires intérieures et communales pour leur travail et leur engagement quotidiens au service des communes valaisannes.

2012, un tournant ?

L'année 2012 marquait-elle un tournant après 8 exercices consécutifs desquels il ressort une amélioration constante de la situation financière des communes ? Durant ces 8 dernières années, des records absolus ont été atteints au niveau de la marge d'autofinancement, des excédents de revenus, des volumes des investissements, des excédents de financement et de l'appréciation des principaux indicateurs financiers.

Même si la situation financière reste toujours empreinte du label bon à très bon, nous observons en 2012 les premiers signes d'un fléchissement de la situation sur la période analysée :

Botschaft 2012

Werte Damen und Herren

Das Gemeindegesetz vom 5. Februar 2004 stellt die öffentlichen Körperschaften, d.h. die Einwohner- und Bürgergemeinden, unter die Aufsicht des Staatsrates. Die Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten, durch die Sektion Gemeindefinanzen, erfasst so zu Statistikzwecken Finanzdaten über die Einwohnergemeinden. Der vorliegende Bericht behandelt diese Informationen und sollte es dem Leser ermöglichen, sich ein zuverlässiges Bild über die Finanzlage unserer Körperschaften zu verschaffen.

Mit der Veröffentlichung dieses Berichts über die Gemeindefinanzen beabsichtigt der Staatsrat, die Entwicklung der Finanzlage der Walliser Gemeinden transparent darzulegen. Das vorliegende Dokument wie auch weitere Instrumente erlaubt es dem Kanton ebenfalls, seine Beratungs- und Unterstützungstätigkeit noch gezielter auf die Gemeinden auszurichten.

Dankeschön und Glückwünsche

Den Behörden und Verwaltungen der Gemeinden einen herzlichen Dank und Glückwünsche für ihr Engagement und die wertvolle Zusammenarbeit, ohne welche dieser Bericht ganz einfach nicht zustande kommen würde. Dieser Dank gilt auch den Mitarbeitern der Sektion Gemeindefinanzen der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten für ihre Arbeit und ihr tägliches Engagement im Dienste der Walliser Gemeinden.

2012 - eine Wende?

Kündigt sich nach 8 aufeinander folgenden Jahren mit ständiger Verbesserung der Gemeindefinanzen nun im Rechnungsjahr 2012 eine Wende an? Während den letzten 8 Jahren wurden bei der Selbstfinanzierungsmarge, den Ertragsüberschüssen, den Investitionsvolumen, den Finanzierungsüberschüssen und den Bewertungen der wichtigsten Finanzkennzahlen absolute Rekordergebnisse erreicht.

Auch wenn sich die Finanzlage nach wie vor als gut bis sehr gut auszeichnet, erkennen wir im 2012 über den analysierten Zeitraum betrachtet erste Zeichen einer Abschwächung der Lage:

- Les revenus financiers régressent de 9.3%.
- La marge d'autofinancement de Fr. 342 millions se situe en dessous de la moyenne des années passées sous revue.
- L'excédent de revenus est le plus faible enregistré ces dernières années.
- Fr. 106 millions représentent la première insuffisance de financement depuis 2004.
- Avec 76.3% le degré d'autofinancement se situe pour la première fois en-dessous du seuil des 80% conseillés.
- L'endettement net par habitant passe de Fr. 983.-- en 2011 à Fr. 1'160.-- en 2012.

Trois constats réjouissants méritent toutefois d'être relevés :

- le volume record des investissements nets à plus de Fr. 448 millions, volume qui bien entendu influe négativement sur les chiffres clés et les indicateurs ;
- les deux dernières communes encore sous la contrainte d'un plan financier assorti de mesures d'assainissement ont pu amortir le solde de leur découvert au bilan et généré pour la première fois depuis 2004 une fortune ;
- l'excellente situation financière générée au fil de ces dernières années permet d'absorber sans trop de difficultés ce renversement de tendance.

Vu cette saine situation, nous pouvons et devons aborder l'avenir avec sérénité. Les quelques nuages qui apparaissent à l'horizon exigent des autorités communales un renforcement de leurs outils de gestion face aux défis d'hier et aux conséquences économiques futures de l'initiative sur les résidences secondaires et la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (la liste n'est bien entendu pas exhaustive). L'analyse des comptes 2013 et suivants sera très importante puisqu'elle va confirmer ou invalider le trend.

Deux nouvelles analyses prometteuses

Le rapport sur les finances communales 2012 s'enrichit de deux nouveaux volets : le premier analyse les indicateurs et quelques chiffres significatifs selon la taille des communes. Même si l'analyse reste sommaire et qu'elle ne porte que sur une seule année, elle permet de dégager des tendances et de montrer que la taille des communes a un impact sur leur situation financière. Il en ressort par exemple que les communes de moins de 500 habitants sont souvent celles qui rencontrent le plus de difficultés. Le deuxième volet permet de visualiser le schéma des flux financiers et les effets de la nouvelle péréquation intercommunale entrée en vigueur en 2012 en parallèle à la nouvelle répartition des tâches entre le canton et les communes. A l'aide de cartes, il présente de manière transparente les chiffres détaillés pour chaque commune.

Ces enseignements serviront également pour guider la réforme du territoire et des institutions du 21ème siècle, le projet R21, qui reste une des priorités gouvernementales de la législature 2013-2017.

- Der Ertrag nimmt um 9.3% ab.
- Die Selbstfinanzierungsmarge von Fr. 342 Millionen liegt unter dem Durchschnitt der vergangenen analysierten Jahre.
- Der Ertragsüberschuss ist der schwächste der letzten Jahre.
- Mit Fr. 106 Millionen ist erstmals seit 2004 ein Finanzierungsfehlbetrag zu verzeichnen.
- Der Selbstfinanzierungsgrad liegt mit 76.3% das erste Mal unterhalb der Schwelle des Richtwerts von 80%.
- Die Pro-Kopf-Verschuldung steigt im 2012 gegenüber 2011 von Fr. 983.-- auf Fr. 1'160.-- an.

Dennoch sind drei erfreuliche Feststellungen hervorzuheben:

- die Nettoinvestitionen mit einem Rekordvolumen von über Fr. 448 Millionen, welche sich allerdings negativ auf gewisse Kernelemente und die Kennzahlen auswirken;
- die beiden letzten noch verbliebenen Gemeinden mit einem Finanzplan mit Sanierungsmassnahmen konnten ihren Bilanzfehlbetrag vollständig abbauen und seit 2004 zum ersten Mal ein Eigenkapital ausweisen;
- die ausgezeichnete Finanzlage, welche im Verlauf der letzten Jahre aufgebaut wurde, ermöglicht es, diese Trendwende ohne grosse Schwierigkeiten zu bewältigen.

Angesichts dieser gesunden Lage können und dürfen wir der Zukunft doch mit einer gewissen Ruhe entgegenblicken. Die Wolken, die sich am Horizont bemerkbar machen, verlangen von den Gemeindebehörden eine Stärkung ihrer Führungsinstrumente in Anbetracht der Herausforderungen, die sich aus dem wirtschaftlichen Folgen der Zweitwohnungsinitiative und der Revision des Raumplanungsgesetzes ergeben und noch ergeben werden (die Liste ist selbstverständlich nicht abschliessend). Die Analyse der Rechnung 2013 und der Folgejahre wird sehr wichtig sein. Sie wird zeigen, ob sich dieser Trend bestätigt oder nicht.

Zwei neue vielversprechende Analysen

Der Bericht über die Gemeindefinanzen 2012 wird mit zwei neuen Komponenten bereichert: die erste ist eine Analyse der Kennzahlen und bedeutungsvoller Daten der Gemeinden bezogen auf ihre Grösse. Auch wenn die Auswertung noch dürftig ist und nur ein einziges Jahr umfasst, lassen sich durchaus Tendenzen ablesen. So zeigt sich, dass die Grösse einer Gemeinde einen Einfluss auf deren Finanzlage hat. Beispielsweise ist zu erkennen, dass es oft die Gemeinden unter 500 Einwohner sind, welche grösseren Schwierigkeiten begegnen. Die zweite Komponente zeigt den Geldfluss und die Auswirkungen des neuen Finanzausgleichs, der im 2012 zusammen mit der neuen Aufgabenentflechtung zwischen dem Kanton und den Gemeinden in Kraft trat. Mit Hilfe von Karten werden die Angaben jeder Gemeinde im Detail dargestellt.

Dieses Wissen wird auch dienlich sein für die Reform des Gebietes und der Institutionen des 21. Jahrhunderts, das R21-Projekt, welches eine der Prioritäten der Regierung der Legislatur 2013-2017 bleiben wird.

1.1 Introduction

La Section des Finances communales (SFC) a élaboré et publié jusqu'à ce jour 6 rapports sur les finances communales. Ces derniers rapportaient sur les comptes 2004, 2006, 2008, 2009, 2010 et 2011 des communes valaisannes.

Aujourd'hui, nous vous proposons notre publication en version papier et informatique avec la même structure que les précédentes.

1.2 Plan de la publication

Le chapitre 2 traite de la structure de la population des communes municipales en Valais. Il donne une vue d'ensemble de la répartition des habitants selon la taille des communes, compare la structure cantonale à celle au niveau Suisse et de l'Europe, confronte par comparaison le nombre et la taille des communes en Suisse, relate le mouvement des fusions.

Une introduction sur le Modèle Comptable Harmonisé (MCH) occupe le chapitre 3. Elle devrait permettre aux moins initiés de se familiariser avec le domaine particulier des finances publiques. Un bref rappel historique, les objectifs et les caractéristiques principales y sont développés.

Le chapitre 4 énumère les dispositions légales en vigueur et met en évidence quelques éléments essentiels de ce nouvel environnement législatif. Il est le plus volumineux de la série car il traite des finances communales à l'aide d'aperçus sur le résultat global consolidé, de graphiques quant à l'affectation des dépenses et des charges respectivement des revenus et des recettes par fonction ou nature, l'évolution de la fortune et du découvert, de la charge fiscale et des indicateurs financiers.

Le rapport s'enrichit d'un nouveau chapitre (5) qui traite de la nouvelle péréquation intercommunale entrée en vigueur en 2012.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Section des finances communales (SFC)

1.1 Einleitung

Bis heute hat die Sektion Gemeindefinanzen (SGF) 6 Berichte über die Gemeindefinanzen erstellt und veröffentlicht. Diese bezogen sich auf die Rechnungen 2004, 2006, 2008, 2009, 2010 und 2011 der Walliser Gemeinde.

Die vorliegende Publikation ist gleich strukturiert wie die früheren Berichte. Sie erhalten diese in Papierform wie auch in elektronischer Form.

1.2 Gliederung des Berichts

Das Kapitel 2 behandelt die Bevölkerungsstruktur der Munizipalgemeinden im Wallis. Es gibt eine Gesamtübersicht über die Einwohnerverteilung nach Gemeindegrössen, vergleicht die kantonale Struktur mit derjenigen der Schweiz und Europa, macht Vergleiche über Anzahl und Grösse der Gemeinden in der Schweiz und berichtet über die Bewegung durch Fusionen.

Das Kapitel 3 ist einer Einführung in das Harmonisierte Rechnungsmodell (HRM) gewidmet. Dies sollte den Nicht-Insidern die Besonderheiten der öffentlichen Rechnungslegung vertraut machen; ein kurzer geschichtlicher Rückblick, die Ziele und die Hauptmerkmale.

Das Kapitel 4 zeigt die geltenden gesetzlichen Bestimmungen auf und hebt einige grundlegende Elemente des neuen gesetzlichen Umfeldes hervor. Es ist das umfangreichste und behandelt mittels Übersichten die konsolidierten Gesamtergebnisse sowie mittels Grafiken die Zuordnung der Ausgaben und Aufwände bzw. Einnahmen und Erträge nach Funktionen und Arten. Weiter widmet es sich der Entwicklung beim Eigenkapital/Bilanzfehlbetrag, der Steuerbelastung und den Finanzkennzahlen.

Der Bericht wurde um ein neues Kapitel (5) erweitert. Es behandelt den neuen interkommunalen Finanzausgleich, der im 2012 in Kraft getreten ist.

Nun wünschen wir Ihnen eine angenehme Lektüre.

Sektion Gemeindefinanzen (SGF)

2.1 Vue d'ensemble

Cette vue d'ensemble concerne la population STAPOP au 31.12.2012 des 141 communes. Les fusions de la période législative entreront en force au 1^{er} janvier 2013 et ramèneront le nombre de communes à 135. Elle comprend les Suisses établis et étrangers avec une autorisation de séjour (permis B) ou autorisation d'établissement (permis C) ainsi que les personnes dans le processus d'asile résidant depuis 12 mois ou plus en Suisse. La typologie de la population et des communes selon la taille est celle retenue par l'Office Fédéral de la Statistique (OFS). Les chiffres entre parenthèses donnent la situation au 31.12.2011.

- 5 (5) communes ou 3.5% (3.5%) de l'ensemble des communes valaisannes comptent moins de 101 habitants. 0.1% (0.1%) de la population y est domiciliée, soit 259 (263) personnes.
- 36 (34) communes ou 25.5% (24.1%) de l'ensemble des communes comptent entre 101 et 500 habitants. 3.5% (3.3%) de la population y est domiciliée, soit 11'280 (10'317) personnes.
- 31 (33) communes ou 22.0% (23.4%) de l'ensemble des communes comptent entre 501 et 1'000 habitants. 7.2% (7.6%) de la population y est domiciliée, soit 23'088 (24'007) personnes.
- 29 (29) communes ou 20.6% (20.6%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 1'001 et 2'000 habitants. 13.5% (13.6%) de la population y est domiciliée, soit 43'478 (43'036) personnes.
- 25 (26) communes ou 17.7% (18.4%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 2'001 et 5'000 habitants. 24.5% (26.0%) de la population y est domiciliée, soit 78'700 (82'352) personnes.
- 10 (9) communes ou 7.1% (6.4%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 5'001 et 10'000 habitants. 22.2% (20.5%) de la population y est domiciliée, soit 71'270 (65'094) personnes.
- 5 (5) communes ou 3.5% (3.5%) de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 29.1% (29.0%) de la population y est domiciliée, soit 93'657 (91'953) personnes.

Ainsi dans notre canton, plus de la moitié des communes a une population inférieure à 1'000 habitants.

Ce constat n'est pas uniquement valaisan. Tous les cantons où des procédures de fusion sont en cours avancent cette dimension du problème : trop de trop petites communes en nombre d'habitants. Cela signifie bien souvent l'existence d'un décalage important entre la dimension politique de la commune et la dimension économique efficiente des tâches publiques locales.

2.1 Gesamtüberblick

Dieser Überblick zeigt die Wohnbevölkerung STAPOP der 141 Gemeinden per 31.12.2012. Die Fusionen der Legislaturperiode treten am 1. Januar 2013 in Kraft. Die Anzahl der Gemeinden wird sich dann auf 135 belaufen. Er umfasst die Schweizer sowie die Ausländer mit Aufenthaltsbewilligung (Ausweis B), Niederlassungsbewilligung (Ausweis C) und Personen in einem Asyl-Verfahren, welche sich seit 12 oder mehr Monaten in der Schweiz aufhalten. Die Einteilung der Bevölkerung und der Gemeinden nach der Grösse entspricht den Angaben des Bundesamtes für Statistik (BFS). Die Werte in Klammern entsprechen dem Stand per 31.12.2011.

- 5 (5) Gemeinden oder 3.5% (3.5%) aller Walliser Gemeinden zählen weniger als 101 Einwohner. 0.1% (0.1%) der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 259 (263) Personen.
- 36 (34) Gemeinden oder 25.5% (24.1%) aller Gemeinden zählen zwischen 101 und 500 Einwohner. 3.5% (3.3%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 11'280 (10'317) Personen.
- 31 (33) Gemeinden oder 22.0% (23.4%) aller Gemeinden zählen zwischen 501 und 1'000 Einwohner. 7.2% (7.6%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 23'088 (24'007) Personen.
- 29 (29) Gemeinden oder 20.6% (20.6%) aller Gemeinden zählen zwischen 1'001 und 2'000 Einwohner. 13.5% (13.6%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 43'478 (43'036) Personen.
- 25 (26) Gemeinden oder 17.7% (18.4%) aller Gemeinden zählen zwischen 2'001 und 5'000 Einwohner. 24.5% (26.0%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 78'700 (82'352) Personen.
- 10 (9) Gemeinden oder 7.1% (6.4%) aller Gemeinden zählen zwischen 5'001 und 10'000 Einwohner. 22.2% (20.5%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 71'270 (65'094) Personen.
- 5 (5) Gemeinden oder 3.5% (3.5%) aller Gemeinden zählen mehr als 10'000 Einwohner. 29.1% (29.0%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 93'657 (91'953) Personen.

In unserem Kanton haben also mehr als die Hälfte der Gemeinden weniger als 1'000 Einwohner.

Dieser Umstand betrifft nicht nur das Wallis. Alle Kantone, in denen Fusionsprozess im Gang sind, sehen sich dieser Problematik gegenüber: zu viele Gemeinden mit geringer Einwohnerzahl. Dies bedeutet oft eine grosse Kluft zwischen der politischen und der wirtschaftlichen Dimension der Gemeinde, um die lokalen öffentlichen Aufgaben effizient zu erfüllen.

Description

La carte qui suit montre les limites des communes municipales. Les données relatives au nombre d'habitants ont été reprises de l'Office cantonal de la statistique (statistique STAPOP).

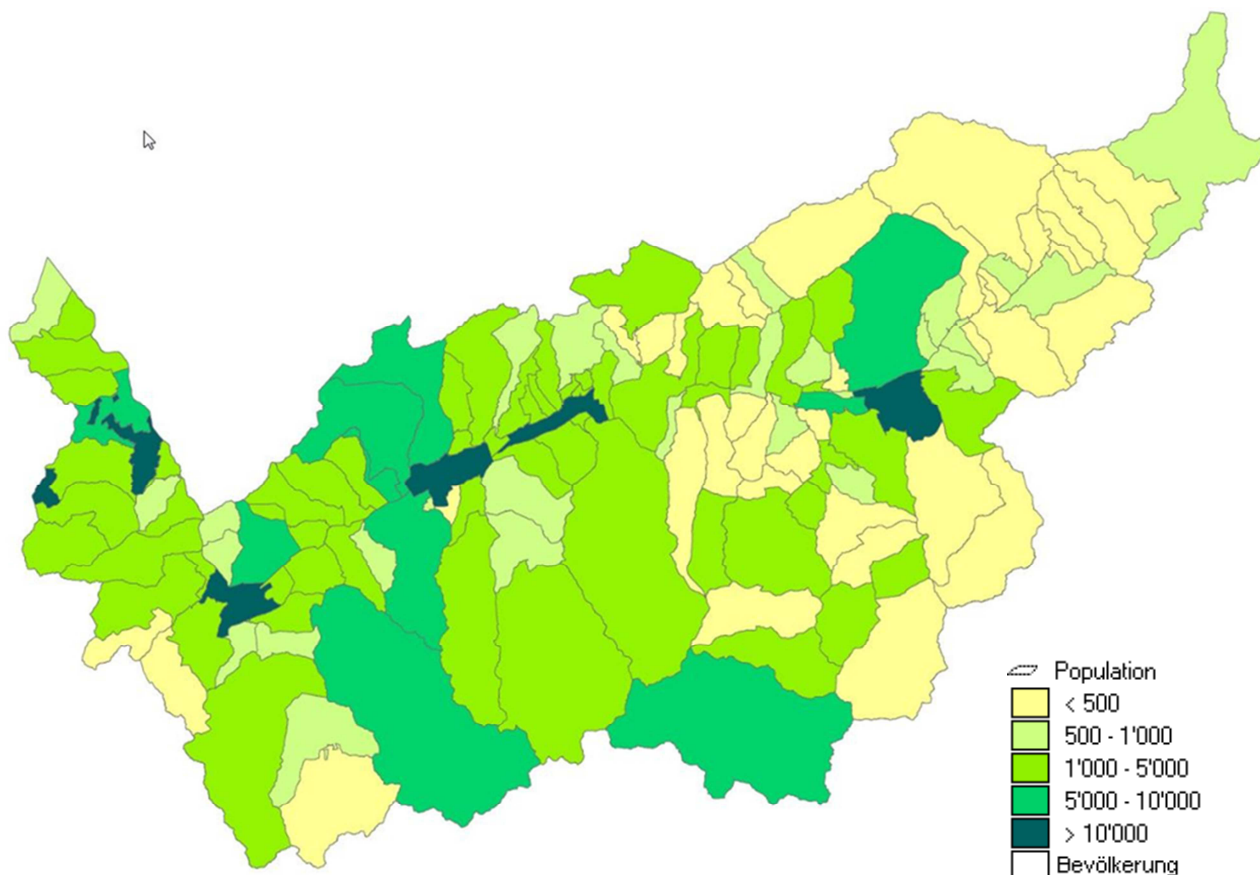
Question examinée

Quel était le nombre d'habitants par commune en 2012 (2011) selon une répartition en 5 catégories ?

Commentaire

- 34'627 (34'587) personnes vivent dans les 72 (72) communes qui comptent 1'000 habitants et moins. Le 51.1% (51.1%) de l'ensemble des communes valaisannes héberge le 10.8% (10.9%) de l'ensemble de la population.
- A contrario, 5 (5) communes ou 3.5% (3.5%) de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 29.1% (29.0%) de la population y est domiciliée, soit 93'657 (91'953) personnes.
- La population utilisée par le compte indicateur est celle N-1.

Carte : Nombre d'habitants au 31.12.2012



Ausgangslage

Die nachfolgende Karte zeigt die Munizipalgemeinden aufgrund der Einwohnerzahl. Die Angaben stammen vom kantonalen statistischen Amt (STAPOP - jährliche Bevölkerungsstatistik).

Fragestellung

Welches war die Einwohnerzahl pro Gemeinde im Jahr 2012 (2011), dargestellt in fünf Kategorien?

Kommentar

- 34'627 (34'587) Personen leben in 72 (72) Gemeinden mit 1'000 oder weniger Einwohner. Dies entspricht 51.1% (51.1%) der Walliser Gemeinden oder 10.8% (10.9%) der Gesamtbevölkerung.
- Demgegenüber zählen 5 (5) Gemeinden oder 3.5% (3.5%) aller Walliser Gemeinden mehr als 10'000 Einwohner. In diesen Gemeinden leben 93'657 (91'953) Personen oder 29.1% (29.0%) der Gesamtbevölkerung.
- Die in den Finanzkennzahlen verwendete Bevölkerungszahl entspricht jener vom Jahr N-1.

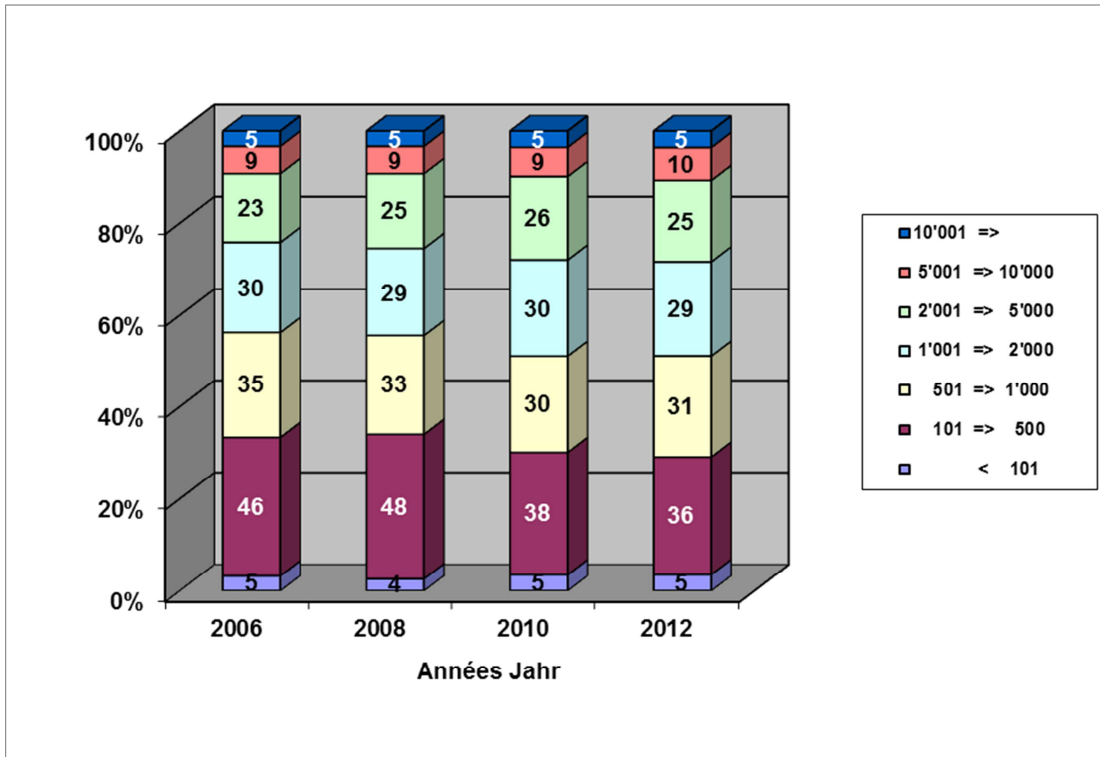
Karte: Einwohnerzahl per 31.12.2012

En Valais, l'évolution se traduit comme suit :

Population et commune selon la taille

Im Wallis zeigt sich die Entwicklung wie folgt:

Bevölkerung und Gemeinden nach Grösse

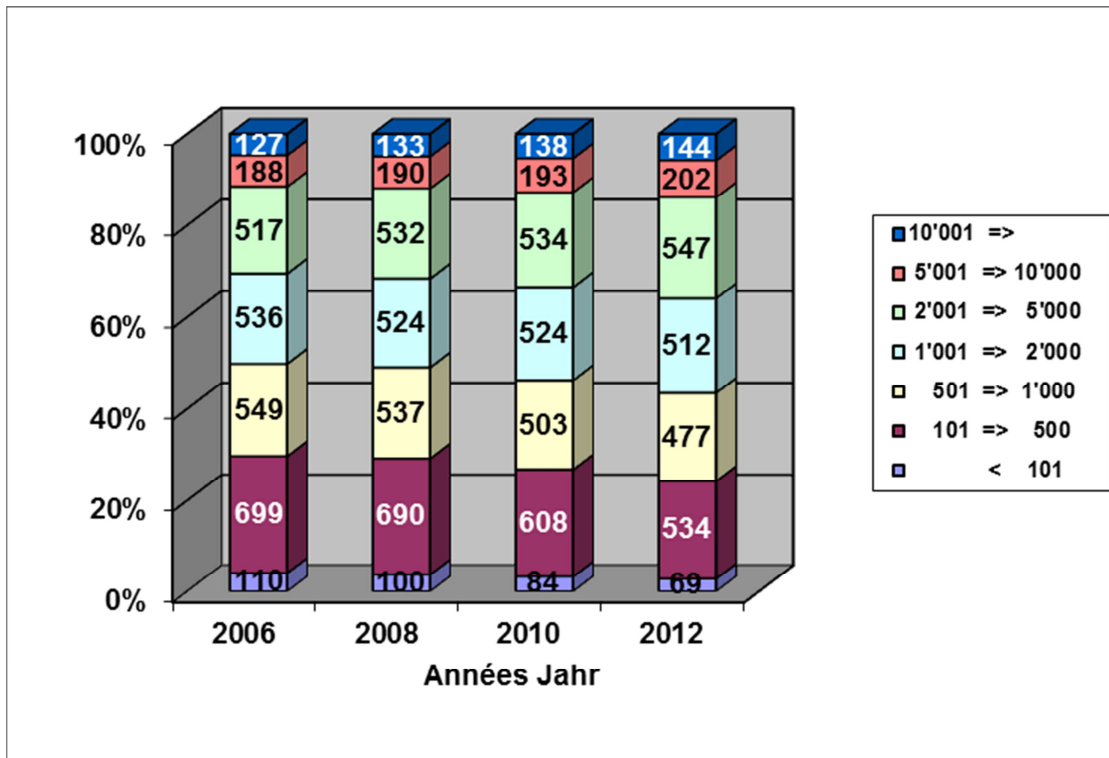


En Suisse, l'évolution se traduit comme suit:

Population et commune selon la taille

In der Schweiz zeigt sich die Entwicklung wie folgt:

Bevölkerung und Gemeinden nach Grösse



2.2 Comparaison avec la Suisse

Cette vue d'ensemble concerne la population au 31.12.2012 des 2'485 communes suisses. 8'039'060 habitants. Il est intéressant de comparer ces données avec celles du Canton du Valais.

- 69 communes ou 2.8% de l'ensemble des communes comptent une population de moins de 101 habitants. 0.05% de la population suisse y est domiciliée, soit 4'394 personnes.
- 534 communes ou 21.5% de l'ensemble des communes comptent une population entre 101 et 500 habitants. 1.99% de la population y est domiciliée, soit 159'828 personnes.
- 477 communes ou 19.2% de l'ensemble des communes comptent une population entre 501 et 1'000 habitants. 4.41% de la population y est domiciliée, soit 354'602 personnes.
- 512 communes ou 20.6% de l'ensemble des communes comptent une population entre 1'001 et 2'000 habitants. 9.08% de la population y est domiciliée, soit 729'932 personnes.
- 547 communes ou 22.0% de l'ensemble des communes comptent une population entre 2'001 et 5'000 habitants. 21.78% de la population y est domiciliée, soit 1'751'305 personnes.
- 202 communes ou 8.1% de l'ensemble des communes comptent une population entre 5'001 et 10'000 habitants. 17.45% de la population y est domiciliée, soit 1'403'165 personnes.
- 144 communes ou 5.8% de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 45.23% de la population y est domiciliée, soit 3'635'834 personnes.

Ainsi dans notre pays, 43.5% des communes a une population inférieure à 1'000 habitants.

- 518'824 personnes vivent dans les 1'080 communes qui comptent 1'000 habitants et moins. Autrement dit, le 43.5% de l'ensemble des communes suisses héberge le 6.45% de l'ensemble de la population.

Source : OFS, bilan de la population résidente permanente selon l'âge, par canton, district et commune, en 2012 1) su-f-1.2.1.2.50

2.2 Vergleich mit der Schweiz

Diese Übersicht zeigt die Bevölkerung der 2'485 Gemeinden in der Schweiz per 31.12.2012. 8'039'060 Einwohner. Es ist interessant, diese Daten mit denen des Kantons Wallis zu vergleichen.

- 69 Gemeinden oder 2.8% aller Gemeinden haben weniger als 101 Einwohner. 0.05% der Schweizer Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 4'394 Personen.
- 534 Gemeinden oder 21.5% aller Gemeinden haben zwischen 101 und 500 Einwohner. 1.99% der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 159'828 Personen.
- 477 Gemeinden oder 19.2% aller Gemeinden haben zwischen 501 und 1'000 Einwohner. 4.41% der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 354'602 Personen.
- 512 Gemeinden oder 20.6% aller Gemeinden haben zwischen 1001 und 2'000 Einwohner. 9.08% der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 729'932 Personen.
- 547 Gemeinden oder 22.0% aller Gemeinden haben zwischen 2'001 und 5'000 Einwohner. 21.78% der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 1'751'305 Personen.
- 202 Gemeinden oder 8.1% aller Gemeinden haben zwischen 5'001 und 10'000 Einwohner. 17.45% der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 1'403'165 Personen.
- 144 Gemeinden oder 5.8% aller Gemeinden haben mehr als 10'000 Einwohner. 45.23% der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 3'635'834 Personen.....

In unserem Land haben also 43.5% aller Gemeinden weniger als 1'000 Einwohner.

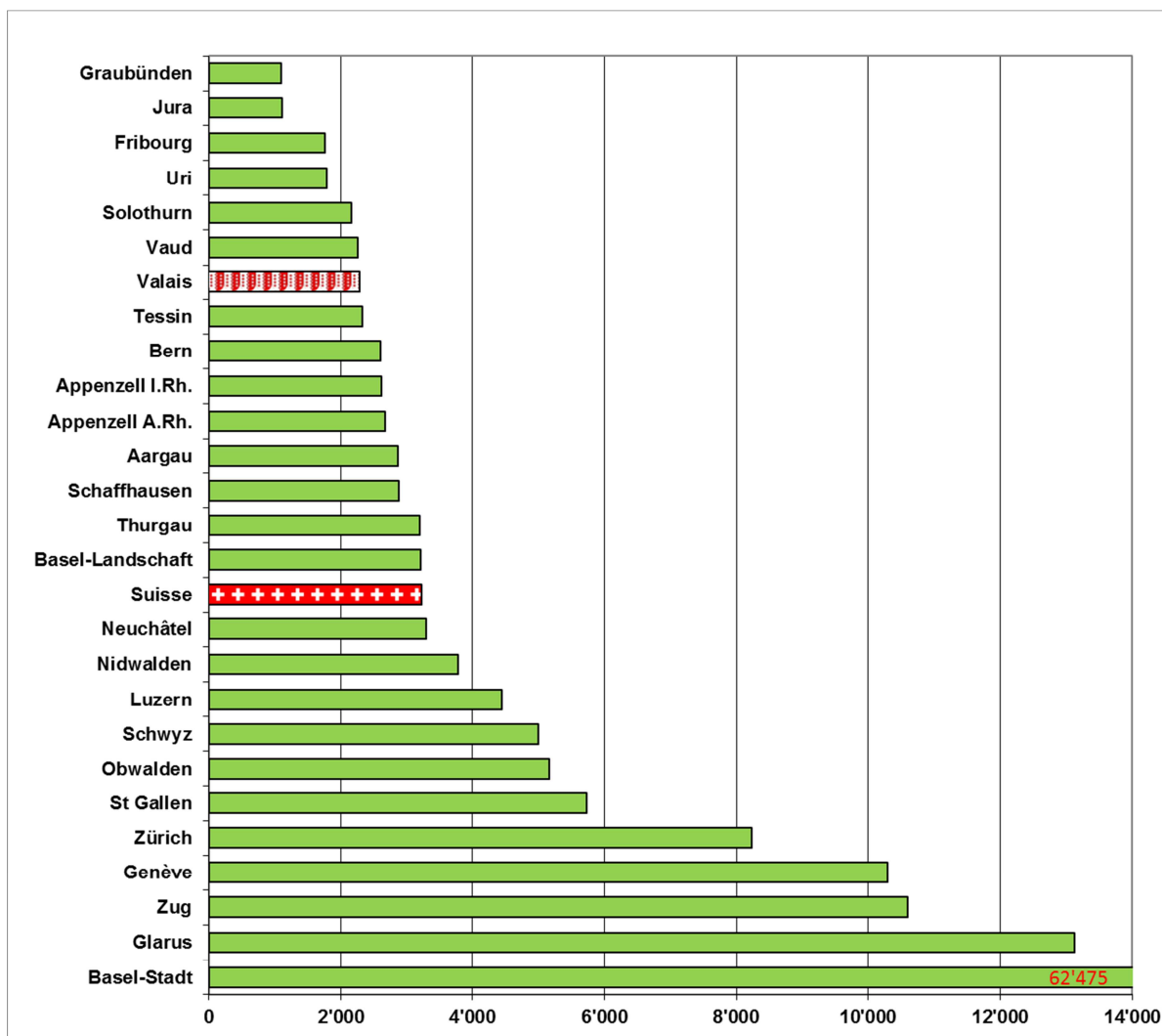
- 518'824 Personen wohnen in den 1'080 Gemeinden, die 1'000 Einwohner und weniger zählen. Oder mit anderen Worten wohnen in 43.5% aller Schweizer Gemeinden 6.45% der Gesamtbevölkerung.

Quelle : BFS, Bilanz 2012 der ständigen Wohnbevölkerung nach Alter, Kanton, Bezirk und Gemeinde(su-d-01.02.01.02.50)

2.3 Comparaison de la taille des communes suisses

2.3 Vergleich der Grösse der Schweizer Gemeinden

Canton	Nombre de communes au 31.12.2012	Nombre d'habitants au 31.12.2012	En % de la population totale	Population moyenne par communes
Aargau	219	627'340	7.8%	2'865
Appenzell A.Rh.	20	53'438	0.7%	2'672
Appenzell I.Rh.	6	15'717	0.2%	2'620
Basel-Landschaft	86	276'537	3.4%	3'216
Basel-Stadt	3	187'425	2.3%	62'475
Bern	382	992'617	12.3%	2'598
Fribourg	165	291'395	3.6%	1'766
Genève	45	463'101	5.8%	10'291
Glarus	3	39'369	0.5%	13'123
Graubünden	176	193'920	2.4%	1'102
Jura	64	70'942	0.9%	1'108
Luzern	87	386'082	4.8%	4'438
Neuchâtel	53	174'554	2.2%	3'293
Nidwalden	11	41'584	0.5%	3'780
Obwalden	7	36'115	0.4%	5'159
St Gallen	85	487'060	6.1%	5'730
Schaffhausen	27	77'955	1.0%	2'887
Schwyz	30	149'830	1.9%	4'994
Solothurn	120	259'283	3.2%	2'161
Thurgau	80	256'213	3.2%	3'203
Tessin	147	341'652	4.2%	2'324
Uri	20	35'693	0.4%	1'785
Valais	141	321'732	4.0%	2'282
Vaud	326	734'356	9.1%	2'253
Zug	11	116'575	1.5%	10'598
Zürich	171	1'408'575	17.5%	8'237
Suisse	2'485	8'039'060	100%	3'235
Kanton	Anzahl Gemeinden am 31.12.2012	Anzahl Einwohner am 31.12.2012	In % der Gesamtbevölkerung	Durchschnittliche Bevölkerungszahl pro Gemeinde



2.4 Evolution du nombre de communes en Suisse

La population valaisanne représente le 4.0% (4.0%) de l'ensemble de la population suisse. Avec une population moyenne par communes de 2'282 (2'248) habitants, notre canton se situe en dessous de la moyenne suisse qui est de 3'235 (3'163) habitants. La population de la commune valaisanne moyenne représente le 70.5% (71.0%) de la population de la commune suisse moyenne. L'écart s'est maintenu entre 2011 et 2012.

Corripo dans le canton du Tessin reste la plus petite commune avec ses 12 (12) habitants, alors que la ville de Zürich confirme sa suprématie et dénombre 380'777 (376'990) habitants.

2.4 Entwicklung der Anzahl Gemeinden in der Schweiz

Die Walliser Bevölkerung macht 4.0% (4.0%) der Gesamtbevölkerung der Schweiz aus. Mit einem Bevölkerungsdurchschnitt von 2'282 (2'248) Einwohner pro Gemeinde liegt unser Kanton unter dem Schweizer Durchschnitt von 3'235 (3'163) Einwohnern. Dies entspricht 70.5% (71.0%) im Vergleich zum Schweizer Durchschnitt. Dieses Verhältnis hat sich im 2012 gegenüber 2011 kaum verändert.

Corripo im Kanton Tessin mit 12 (12) Einwohner bleibt die kleinste Gemeinde, während die Stadt Zürich mit 380'777 (376'990) Einwohner ihre Vormachtstellung bestätigt.

Canton/Kanton	Au 01.01/Per 01.01													Variation depuis 1990	
	1990	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	en unité	en %
														Veränderung seit 1990	
														in Anzahl	in %
Aargau	232	232	232	231	229	229	229	229	220	220	219	216	213	-19	-8.2%
Appenzell A.Rh.	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0.0%
Appenzell I.Rh.	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	0	0.0%
Basel-Landschaft	73	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	13	17.8%
Basel-Stadt	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	0	0.0%
Bern	412	401	400	398	398	396	395	392	388	387	386	384	367	-45	-10.9%
Fribourg	259	253	242	176	168	168	168	168	168	168	165	164	163	-96	-37.1%
Genève	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	0	0.0%
Glarus	29	29	29	27	27	25	25	25	25	3	3	3	3	-26	-89.7%
Graubünden	213	213	212	208	207	206	203	190	180	180	178	160	148	-65	-30.5%
Jura	82	82	83	83	83	83	83	64	64	64	64	57	57	-25	-30.5%
Luzern	107	107	107	103	97	96	96	88	87	87	87	83	83	-24	-22.4%
Neuchâtel	62	62	62	62	62	62	62	53	53	53	53	37	37	-25	-40.3%
Nidwalden	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	0.0%
Obwalden	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	0	0.0%
St Gallen	90	90	90	89	89	88	88	86	85	85	85	77	77	-13	-14.4%
Schaffhausen	34	34	34	32	32	32	32	27	27	27	27	26	26	-8	-23.5%
Schwyz	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	0	0.0%
Solothurn	130	126	126	126	125	125	125	125	122	122	121	119	110	-20	-15.4%
Thurgau	179	143	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	-99	-55.3%
Tessin	247	245	245	204	199	190	190	181	157	157	143	131	131	-116	-47.0%
Uri	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0.0%
Valais	163	163	163	153	153	153	153	143	143	141	141	135	134	-29	-17.8%
Vaud	385	385	384	381	381	378	376	375	375	346	333	325	325	-60	-15.6%
Zug	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	0.0%
Zürich	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	171	170	169	-2	-1.2%
Suisse/Schweiz	3'021	2'975	2'899	2'763	2'740	2'721	2'715	2'636	2'584	2'530	2'495	2'406	2'362	-659	-21.8%
Baisse annuelle				-52	-23	-19	-6	-79	-52	-54	-35	-89	-44		
Rückgang pro Jahr															

Entre 1990 et 2013, le nombre de communes politiques est passé de 3'021 à 2'406. Le rythme est certainement influé par la durée des périodes législatives (de 2 à 5 ans selon les cantons) et les dates desdites périodes qui, démocratie oblige, sont échelonnées chaque année, en boucle continue, entre 2011 et 2016. Nous notons au passage que les dates d'entrée en fonction des Exécutifs et Législatifs communaux sont également réparties sur l'année, en janvier pour certains, en mai, juin, juillet ou encore septembre pour d'autres.

De très nombreux projets de fusions ont abouti jusqu'à ce jour selon le répertoire officiel des communes de Suisse publié par l'OFS ([version du 03.10.2013](#)). Par contre, ils ne rentreront en vigueur que ces prochaines années et ce pour les raisons évoquées ci-dessus.

44 communes disparaîtront en 2014 dont 17 dans le seul canton de Berne.

En parallèle à ces fusions déjà décidées, nous recensons 39 projets en cours qui touchent 192 communes dans 11 cantons. Le canton de Vaud (52 communes touchées) se retrouve en tête de liste, suivi du Tessin (42) et des Grisons (40). Le nombre de communes pourrait ainsi être diminué de 153.

Petit tour d'horizon de la presse 2012 pour les cantons suisses.

Berne – La première fusion de communes dans la jeune histoire du jura bernois est réalité : les citoyens de Plagne et Vauffelin-Frinvillier ont accepté au début mars la fusion. La nouvelle commune portera le nom de Sauge et comptera 750 habitants.

St-Gall – Depuis l'entrée en vigueur en 2007 de la loi sur les fusions de communes, 118 des 440 communes ont fusionné. Selon la chancellerie, 8 communes politiques et 35 communes spécifiques ont disparu en 2012. Actuellement le canton de St-Gall compte 77 communes politiques, 45 communes scolaires, 100 communautés locales et 100 corporations.

Uri – Le parlement cantonal d'Uri veut donner la possibilité aux communes de fusionner. La décision sur les détails a par contre été reportée à une deuxième lecture. Une motion exige en outre du gouvernement un rapport sur les incidences financières de la péréquation des ressources et de la compensation des charges entre le canton et les communes lors de fusion. Cette décision a été précédée de deux heures et demie de discussion. Aucune fraction ne contestait le fait de donner la possibilité de fusionner. Par contre le fait que les fusions doivent respecter un plan préalable de fusion a suscité de large débat. Par conséquent, le canton d'Uri devrait compter 5 au lieu de 20 communes.

Zwischen 1990 und 2013 ist die Anzahl der politischen Gemeinden von 3'021 auf 2'406 zurückgegangen. In den Jahren zwischen 2011 und 2016 wird der Rhythmus einerseits durch die Dauer der Legislaturperiode (2 bis 5 Jahre laut Kantone) und andererseits durch das In-Kraft-Treten innerhalb dieser Perioden beeinflusst (ein Resultat der Demokratie). Zudem ist zu erwähnen, dass das Amtsantrittsdatum der kommunalen Exekutiven und Legislativen ebenfalls übers Jahr verteilt ist, d.h. bei einigen ist es im Januar, bei anderen im Mai, im Juni, im Juli oder noch im September.

Laut dem vom BfS veröffentlichten Register der Schweizer Gemeinden ist bis heute ([Stand 03.10.2013](#)) eine grosse Anzahl Fusionsprojekte zustande gekommen. Aus den vorerwähnten Gründen werden diese in den nächsten Jahren in Kraft treten.

Im 2014 hat sich der Bestand um 44 Gemeinden reduziert, wovon 17 allein im Kanton Bern.

Neben diesen bereits beschlossenen Fusionen sind in 11 Kantonen 39 Projekte mit 192 Gemeinden am Laufen. An der Spitze dieser Liste ist der Kanton Waadt (52 Gemeinden), gefolgt von den Kantonen Tessin (42) und Graubünden (40). Somit könnte sich die Zahl der Gemeinden um 153 reduzieren.

Ein kurzer Überblick aus Presseartikel im 2012 zu den Schweizer Kantonen.

Bern - Die erste Gemeindefusion in der jüngeren Geschichte des Berner Jura ist Tatsache: Die Stimmbürger von Plagne und Vauffelin-Frinvillier haben Anfang März einem Zusammenschluss zugestimmt. Die neue Gemeinde wird den Namen Sauge tragen und 750 Einwohner zählen.

Seit der Kanton **St. Gallen** 2007 das Gemeindevereinigungs-gesetz erliess, wurden 118 der einst 440 Gemeinden «wegfusioniert». Laut Staatskanzlei wurden allein Ende 2012 acht politische und 35 Spezialgemeinden aufgehoben. Aktuell zählt St. Gallen 77 politische Gemeinden, 45 Schulgemeinden, 100 Ortsgemeinden und 100 Korporationen.

Uri - Das Urner Kantonsparlament will Gemeindefusionen ermöglichen. Der Entscheid über Details wurde allerdings auf eine spätere, zweite Lesung vertagt. Eine Motion verlangt zudem von der Regierung einen Bericht zu den finanziellen Auswirkungen des Finanz- und Lastenausgleichs zwischen Kanton und Gemeinden bei Fusionen. Dem Entscheid vorausgegangen war eine zweieinhalbstündige Diskussion. Dass Zusammenschlüsse möglich werden sollen, war in den Fraktionen unbestritten. Viel zu reden gab hingegen, dass Fusionen nach einem Plan erfolgen sollen. Demnach würde Uri künftig noch aus fünf Gemeinden bestehen statt wie heute zwanzig.

Valais - 10.09.2013 - Débat sur l'opportunité et décision - Révision des articles 26, 27, 36 à 59, 66 à 92 de la Constitution cantonale relatifs à l'organisation territoriale et aux institutions (R21). Le Grand Conseil accepte l'opportunité de cette révision de la Constitution cantonale par 119 voix contre 0 et 0 abstention.

Extrait du message du Conseil d'Etat : « A cette occasion, le Gouvernement a aussi adopté le calendrier de la révision, confirmant par là sa volonté de faire de la réforme de nos institutions une priorité pour la législature 2013-2017. Une fois l'opportunité de la réforme admise par le Parlement (automne 2013), il est prévu d'organiser une large procédure de consultation des milieux intéressés (partis politiques, communes et bourgeoisies, préfets, autorités judiciaires, départements, etc.). Les deux lectures sur les textes constitutionnels se dérouleront durant le deuxième semestre 2014. Si ce calendrier est respecté, cet objet sera soumis au vote populaire au printemps 2015. Une fois la modification de la Constitution approuvée par les citoyens, il conviendra d'adapter et de modifier la législation cantonale topique (p. ex. loi sur les communes, loi sur les droits politiques, etc.), le but étant que la réforme des institutions puisse entrer en vigueur avec la nouvelle législature en 2017 ».

L'étude «Monitoring des communes 2009/2010. Rapport sur la cinquième enquête nationale suisse auprès des secrétaires communaux» (en allemand) par Andreas Ladner, Reto Steiner, Katia Horber-Papazian, Julien Fiechter, Caroline Jacot-Descombes et Claire Kaiser peut être téléchargée gratuitement à l'adresse www.kpm.unibe.ch.

Wallis - 10.09.2013 - Debatte über die Zweckmässigkeit und Beschluss - Revision der Artikel 26, 27, 36 bis 59, 66 bis 92 der Kantonsverfassung betreffend die territoriale Organisation und die Institutionen (R21). Der Grosse Rat anerkennt die Zweckmässigkeit der Revision der Kantonsverfassung mit 119 gegen 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Auszug aus der Botschaft des Staatsrats: « Bei dieser Gelegenheit hat die Regierung ebenfalls den Kalender der Revision verabschiedet und damit bekräftigt, dass die Reform unserer Institutionen eine der Prioritäten der Legislaturperiode 2013-2017 sein wird. Sobald die Zweckmässigkeit der Reform vom Parlament angenommen worden ist (Herbst 2013) ist ein breites Vernehmlassungsverfahren der interessierten Kreise (politische Parteien, Einwohner- und Bürgergemeinden, Präfekten, Justizbehörden, Departemente, usw.) geplant. Die beiden Lesungen der Verfassungsbestimmungen werden im zweiten Semester 2014 stattfinden. Falls dieser Kalender umgesetzt werden kann, wird die diesbezügliche Abstimmung dem Volk im Frühling 2015 unterbreitet. Wird die Änderung der Kantonsverfassung durch die Einwohner angenommen, so ist die einschlägige kantonale Gesetzgebung (z.B. Gemeindegesetz, Gesetz über die politischen Rechte, usw.) anzupassen. Die Reform der Institutionen soll mit der neuen Legislaturperiode im 2017 in Kraft treten. »

Die Schweizer Gemeinden haben in den vergangenen zwei Jahrzehnten vielgestaltige Managementreformen und gemeindeübergreifende Strukturbereinigungen durchgeführt. Dank dieser Reformen und den Aufgabenteilungsprojekten in den meisten Schweizer Kantonen stossen die Gemeinden heute deutlich seltener an Leistungsgrenzen als in den beiden vergangenen Jahrzehnten. Dies zeigt das fünfte Gemeindemonitoring 2009/2010, das die Universität Bern zusammen mit dem IDHEAP Lausanne durchgeführt hat (www.kpm.unibe.ch)

Les fusions « records » en Suisse :

Habitants : 73'000 – Lucerne et Littau
 Nombre de communes : 15 - Val de Ruz
 Superficie : 430 Km² – Glaris Sud

Les plus récents échecs (2013) de fusion :

Argovie – Döttingen et Klingnau

St-Gall – Benken, Kaltbrunn, Uznach et Schmerikon

Berne - Bévillard, Court, Malleray, Pontenet et Sorvilier

Dans le canton du Valais, la capitale Sion est 1'642 fois plus grande que la commune de Martisberg. Glaris enregistre l'amplitude la plus faible entre la plus grande collectivité et la plus petite, 2 fois. Tessin fait état de l'amplitude la plus forte avec 4'670 fois. Les disparités, indépendamment du nombre de communes, ne touchent ainsi pas de la même manière les cantons.

« Rekorde » bei Fusionen in der Schweiz:

Einwohner: 73'000 – Luzern und Littau
 Anzahl Gemeinden: 15 - Val de Ruz
 Fläche: 430 km² – Glarus Süd

Die jüngsten (2013) abgelehnten Fusionen:

Aargau – Döttingen und Klingnau

St-Gallen - Benken, Kaltbrunn, Uznach und Schmerikon

Bern - Bévillard, Court, Malleray, Pontenet und Sorvilier

Im Kanton Wallis ist die Hauptstadt Sitten 1'642-mal so gross wie die Gemeinde Martisberg. Die geringste Spanne zwischen der grössten und der kleinsten Gemeinde verzeichnen Glarus (2-mal), die stärkste der Kanton Tessin (4'670-mal). Die Verschiedenheiten, unabhängig von der Anzahl Gemeinden, berühren so die Kantone nicht auf dieselbe Art und Weise.

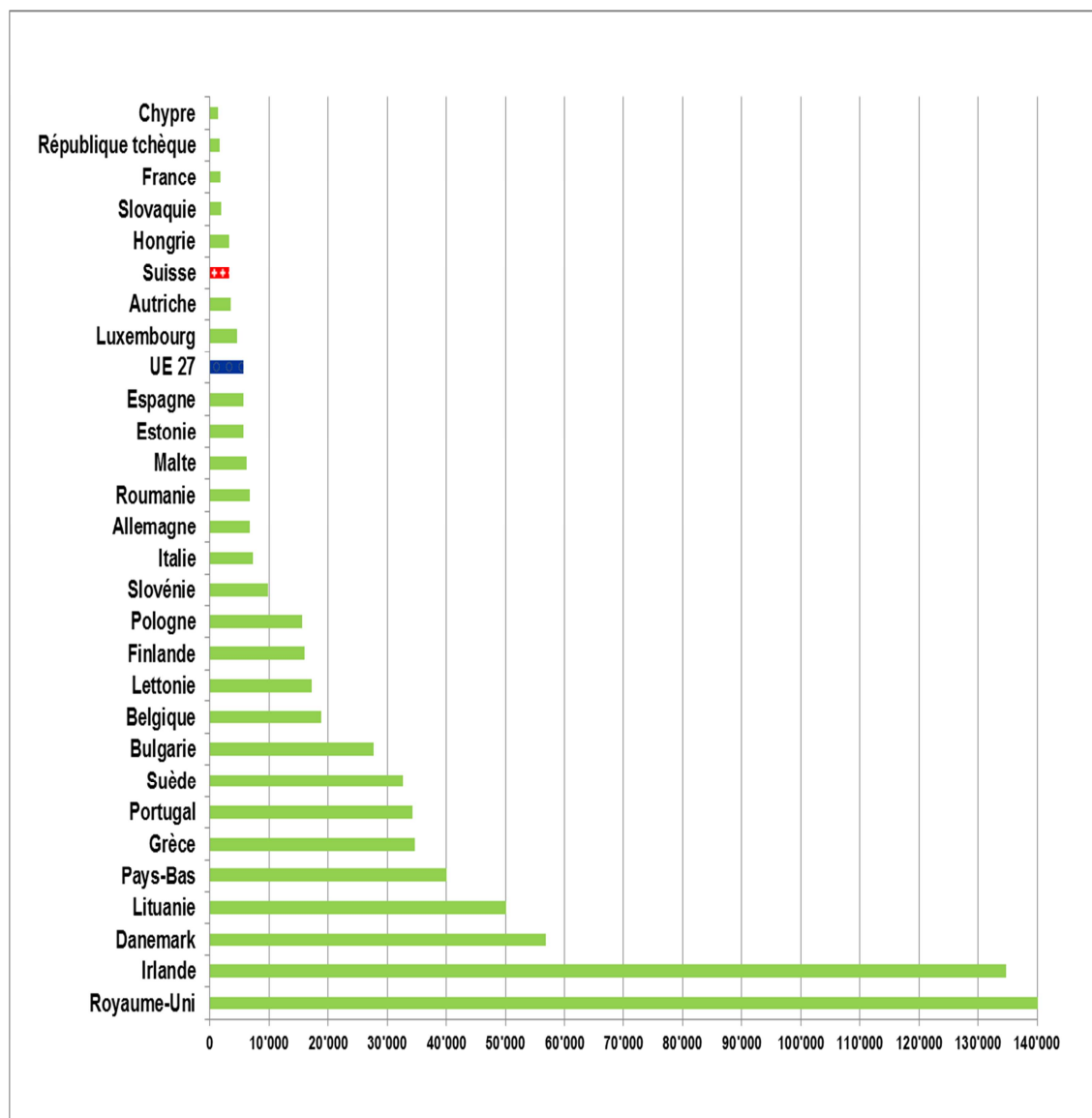
Canton au 31.12.2012	Commune		
	<i>la plus petite</i>	<i>la médiane</i>	<i>la plus grande</i>
Aargau	129	1'622	20'135
Appenzell A.Rh.	492	1'707	15'222
Appenzell I.Rh.	1'134	2'015	5'661
Basel-Landschaft	156	1'291	19'898
Basel-Stadt	1'160	20'699	165'566
Bern	34	979	127'515
Fribourg	65	1'002	36'633
Genève	480	2'578	189'033
Glarus	9'859	12'312	17'198
Graubünden	25	406	34'087
Jura	71	537	11'809
Luzern	307	2'245	79'478
Neuchâtel	105	1'220	38'267
Nidwalden	1'328	3'868	8'112
Obwalden	2'098	4'926	9'959
St Gallen	254	3'962	74'111
Schaffhausen	227	837	35'413
Schwyz	92	3'312	15'758
Solothurn	33	1'200	17'133
Thurgau	297	2'092	24'119
Tessin	12	1'222	56'038
Uri	133	773	8'981
Valais	19	960	31'207
Vaud	56	699	130'421
Zug	2'006	8'804	27'537
Zürich	310	3'511	380'777
Kanton per 31.12.2012	Gemeinde		
	<i>die kleinste</i>	<i>der Median</i>	<i>die grösste</i>

Un petit tour d'horizon dans les pays de l'Union européenne nous donne l'image suivante en 2012 :

Einen kurzen Blick zu den Ländern der Europäischen Union zeigt das folgende Bild per 2012 :

Comparaison de la taille des communes en Europe.

Vergleich der Gemeindegrößen in Europa.



Source : Eurostat

Quelle : Eurostat

2.5 Les fusions dans le canton du Valais

L'ordonnance sur les fusions de communes du 8 juin 2005 (RSVS 175.100) a réglé les modalités de la calculation du montant de l'aide à la fusion.

Le fonds spécial d'aides financières aux communes a été initialement alimenté par le budget ordinaire du canton par 3 tranches de Fr. 10 millions entre 2003 et 2005. En 2005, un montant de Fr. 15 millions est transféré au fonds de fusion en application de l'art. 2 de l'ordonnance du 8 juin 2005 sur les fusions des communes qui prévoit la mise à disposition de la moitié des crédits budgétaires. Le 2^{ème} paquet de Fr. 15 millions est affecté à l'assainissement des communes en situation précaire en application des dispositions du décret concernant l'octroi d'aides financières en vue de l'assainissement de communes en situation financière précaire du 4 septembre 2003 (caduc depuis le 26.09.2008).

L'alimentation annuelle a été garantie entre 2006 et 2009 par un montant correspondant au 5% du montant du fonds de péréquation. Le pourcentage est passé à 10% en 2010 et 2011. Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation en 2012, l'alimentation est assurée par le budget ordinaire. Le postfinancement du fonds est autorisé si nécessaire (art. 2, al. 3). Au 31.12.2012, le fonds s'élève à Fr. 7'582'516.60.

Jusqu'au 31.12.2012, un montant de Fr. 17'361'566.10 a ainsi été versé par le fonds de fusion aux 7 projets de fusion qui ont touchés 22 collectivités, frais d'étude compris.

2.5 Fusionen im Kanton Wallis

Die Verordnung über Gemeindefusionen vom 8. Juni 2005 (SRVS 175.100) hat die Modalitäten zur Berechnung des Unterstützungsbeitrags bei Fusionen geregelt.

Der Spezialfonds für die Finanzhilfe an die Gemeinden wurde anfänglich in 3 Tranchen à Fr. 10 Mio. zwischen 2003 und 2005 über das ordentliche Budget des Kantons geöffnet. In Anwendung von Art. 2 der Verordnung über Gemeindefusionen vom 8. Juni 2005 wurden im 2005 Fr. 15 Mio. in den Fonds für Gemeindefusion transferiert, welcher diese Mittel als Budgetkredit zur Verfügung stellt. Das zweite Paket von Fr. 15 Mio. wurde entsprechend den Bestimmungen des Dekrets betreffend die Gewährung von Finanzhilfen zur Sanierung von Gemeinden mit prekären Finanzen vom 4. September 2003 (war in Kraft bis 26. September 2008) zur Sanierung von Gemeinden mit prekären Finanzen verwendet.

Zwischen 2006 und 2009 wurde die jährlich Öffnung des Fusionsfonds durch Beiträge sichergestellt, die 5% des Finanzausgleichsfonds entsprachen. Für 2010 und 2011 wurde der Prozentsatz auf 10% angehoben. Mit Inkrafttreten des neuen Finanzausgleichs im 2012 wird die Öffnung dem ordentlichen Budget belastet. Sofern notwendig, ist die Nachfinanzierung des Fonds erlaubt (Art. 2, Abs. 3). Per 31.12.2012 betrug der Fonds Fr. 7'582'516.60.

Bis 31.12.2012 wurde dadurch aus dem Fusionsfonds ein Betrag von Fr. 17'361'566.10 an 7 Fusionsprojekte mit insgesamt 22 Gemeinden überwiesen (inkl. Beiträge für Fusionsstudien).

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Fusion le Fusion am
366 92	Guttet Feschel	Guttet-Feschel 458	01.10.2000
59 52 97	Selkingen Biel Ritzingen	Grafschaft 208	01.10.2000
75 165 315	Goppisberg Greich Ried-Mörel	Riederalp 555	01.11.2003
425 64	Münster Geschinen	Münster-Geschinen 489	01.10.2004
405 145	Reckingen Gluringen	Reckingen-Gluringen 550	01.10.2004

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Fusion le Fusion am
41 395 77 41	Ausserbinn Ernen Mühlebach Steinhaus	Ernen 554	01.10.2004
668 82 445 226 345 438	Ayer Chandolin Grimentz St. Jean St. Luc Vissoie	Anniviers 2'204	01.01.2009
273 207 231	Oberwald Obergesteln Ulrichen	Obergoms 711	01.01.2009
1'336 215	Steg Hohtenn	Steg-Hohtenn 1'551	01.01.2009
1'333 471	Gampel Bratsch	Gampel-Bratsch 1'804	01.01.2009
520 172	Mörel Filet	Mörel-Filet 692	01.01.2009
222 428 146	Mase Nax Vernamiège	Mt-Noble 796	01.01.2011
220 532 8'096	Birgisch Mund Naters	Naters 8'848	01.01.2013
969 162	Turtmann Unterems	Turtmann-Unterems 1'131	01.01.2013
148 4'114	Mex St-Maurice	St-Maurice 4'262	01.01.2013
3'486 293	Leuk Erschmatt	Leuk 3'779	01.01.2013
30'363 982	Sion Salins	Sion 31'345	01.01.2013
420 19	Betten Martisberg	Bettmeralp 439	01.01.2014

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Fusion le Fusion am
656	Ausserberg	Visp	AP/UV
1'200	Baltschieder		13.02.2011
719	Bürchen		refusée/abgelehnt
343	Eggerberg		
1'390	Visperterminen		
6'842	Visp		

L'ordonnance sur les fusions de communes du 25 janvier 2012 (RSVS) 175.100 abroge l'ordonnance du 8 juin 2005 du même nom. Dorénavant, le calcul de l'aide se fera selon les nouvelles dispositions légales.

Le site internet de la Fondation suisse des armoiries et des drapeaux, "Stiftung Schweizer Wappen und Fahnen", www.stiftungswf.ch, répertorie pour le canton du Valais 15 fusions (-11 communes) ou scissions (+ 7 communes) entre 1850 et 1972.

Die Verordnung über Gemeindefusionen vom 25. Januar 2012 (RSVS 175.100) setzt die gleichnamige Verordnung vom 8. Juni 2005 ausser Kraft. Künftig errechnet sich der Beitrag nach den neuen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Website der Stiftung Schweizer Wappen und Fahnen www.stiftungswf.ch führt zwischen 1850 und 1972 beim Kanton Wallis 15 Fusionen (-11 Gemeinden) oder Abspaltungen (+ 7 Gemeinden) auf.

3.1 MCH - Historique

Le manuel de comptabilité publique nous apprend qu'en 1878 et 1892 déjà, la Société suisse de statistique essaya de formuler des exigences minimales en matière d'harmonisation des comptes publics. Au début du 20ème siècle, l'Association des fonctionnaires des finances d'administrations et d'entreprises publiques en partenariat avec l'Union des villes suisses tentèrent d'uniformiser l'interprétation de certains principes budgétaires. Plus près de nous en 1950, une première tentative d'harmonisation de la présentation des états financiers entre les trois échelons représentés par la Confédération, les cantons et les communes a vu le jour. L'échec des tentatives est le dénominateur commun à ces trois projets.

C'est sous l'impulsion dès 1970 de la Conférence des directeurs cantonaux des finances que le MCH a vu le jour dans sa version actuelle en 1981 sous la forme de recommandations aux Cantons, à charge des cantons de faire suivre aux communes.

Dans le canton du Valais, le MCH, qui était recommandé depuis 1981 sous la forme de consignes, est rendu obligatoire par les dispositions légales de 2004 avec une entrée en vigueur avec le budget 2006.

Ainsi, les séries statistiques antérieures à 2004 sont à prendre avec certaines réserves en terme de comparabilité.

3.2 MCH - Objectifs principaux

Les 8 objectifs du MCH :

- présentation intégrée et systématique de toutes les opérations financières de la collectivité publique
- structure de base unifiée du compte administratif
- compréhension pour le citoyen et le parlement
- adaptation pour toutes les collectivités quelle que soit l'importance de leur budget
- garantie d'un autofinancement approprié des dépenses publiques
- développement du mode de penser en fonction des coûts
- élargissement des bases pour la coopération dans l'espace et le temps
- adaptation de la classification à celle de la statistique économique et sociale.

Le MCH sert :

- au contrôle de rationalité
- à l'analyse du coût de la prestation
- à l'analyse de la couverture du coût de la prestation
- à l'analyse des données statistiques du secteur public
- à comparer les coûts de la prestation - benchmark.

3.1 HRM - Vorgeschichte

Im Handbuch des Rechnungswesens der öffentlichen Haushalte erfahren wir, dass bereits 1878 und 1892 die Schweizerische Statistische Gesellschaft versucht hatte, Minimalanforderungen in Sachen Harmonisierung des öffentlichen Rechnungswesens zu formulieren. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts versuchten der Verband der Finanzbeamten öffentlicher Verwaltungen und Unternehmungen in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Städteverband gewisse Rechnungslegungsgrundsätze zu vereinheitlichen. Etwas später im Jahr 1950 folgte ein erster Versuch, die Präsentation der Finanzlage zwischen den drei Ebenen Bund, Kanton und Gemeinden zu harmonisieren. Keines dieser drei Projekte war mit Erfolg gekrönt.

Auf Impuls der Konferenz der Kantonalen Finanzdirektoren im Jahr 1970 entstand die heutige aus dem Jahr 1981 stammende Version des HRM's, als Empfehlung an die Kantone mit dem Auftrag, diese an die Gemeinden weiterzuleiten.

Im Kanton Wallis galt das HRM seit 1981 als empfohlene Vorgabe. Durch die gesetzlichen Bestimmungen von 2004 wurde es obligatorisch und mit dem Budget 2006 ist es in Kraft getreten.

Vergleiche mit statistischen Werten aus der Zeit vor 2004 sind aus diesem Grund mit einem gewissen Vorbehalt zu betrachten.

3.2 HRM - Hauptziele

Die 8 Ziele des HRM :

- integrierte und systematische Darstellung aller Finanztransaktionen der Körperschaft
- einheitliche Grundstruktur der Verwaltungsrechnung
- Verständlichkeit für Bürger und Parlament
- Anwendung für alle Körperschaften, unabhängig von deren Haushaltsgrösse
- Sicherstellung einer geeigneten Eigenfinanzierung der öffentlichen Ausgaben
- Entwicklung eines Kostenbewusstseins
- Ausbau der Grundlagen für örtliche und zeitliche Zusammenarbeit
- Angleichung an die statistische Gliederung nach wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Aspekten.

Das HRM dient :

- zur Kontrolle der Wirtschaftlichkeit
- zur Überprüfung der Kosten für Leistungen
- zur Überprüfung der Kostendeckung der Leistungen
- zur Auswertung von statistischen Daten des öffentlichen Sektors
- zum Kostenvergleich für Leistungen -> Benchmarking

Il est basé sur 10 principes :

- harmonisation du droit budgétaire cantonal et communal
- définition uniforme de la dépense dans le compte administratif
- subdivision du compte administratif en un compte de fonctionnement et en un compte des investissements
- plan comptable général des comptes publics
- harmonisation des principes de couverture et financements spéciaux
- classification des comptes de fonctionnement et des investissements par services et natures
- stimulation du mode de penser en fonction des coûts par le moyen des imputations internes des charges et des revenus
- consolidation des comptabilités financières propres à certaines exploitations avec le compte administratif
- situation statistique des modes de financement
- classification statistique du compte administratif d'après les tâches.

Die 10 Grundsätze des HRM :

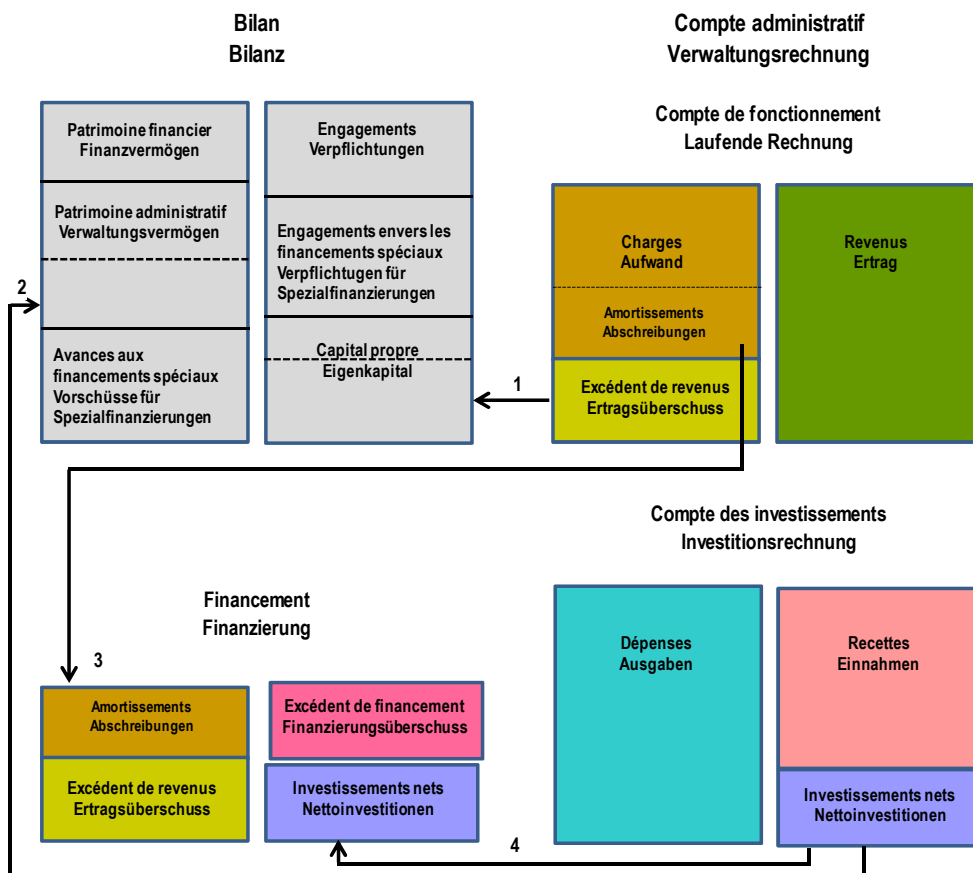
- Harmonisierung des kantonalen und kommunalen Haushaltsrechts
- Einheitlicher Ausgabenbegriff der Verwaltungsrechnung
- Zerteilung der Verwaltungsrechnung in eine Laufende Rechnung und eine Investitionsrechnung
- Einheitlicher Kontenrahmen der öffentlichen Haushalte
- Harmonisierte Deckungsgrundsätze und Spezialfinanzierungen
- Gliederung der Laufenden und der Investitionsrechnung nach Institutionen und Kontenarten
- Förderung des Kostendenkens durch interne Verrechnungen von Aufwand und Ertrag
- Konsolidierung von betriebspezifischen Finanzbuchhaltungen mit der Verwaltungsrechnung
- Statistischer Finanzierungsausweis
- Statistische Gliederung der Verwaltungsrechnung nach Aufgaben (Funktionale Gliederung)

3.3 MCH - Caractéristiques principales

Le MCH est structuré en un compte administratif décomposé lui-même en un compte de fonctionnement et d'investissement. Schématiquement cela donne :

3.3 HRM - Hauptmerkmale

Das nachfolgende Schema zeigt die HRM-Struktur der Verwaltungsrechnung, gegliedert in die Laufende Rechnung und in die Investitionsrechnung:



1) L'excédent de revenus augmente la fortune nette, respectivement l'excédent de charges la diminue.

2) Les investissements nets augmentent le patrimoine administratif. Ce dernier est diminué des amortissements.

3) Les amortissements et l'excédent de revenus représentent une partie des éléments qui permettent le bouclage du financement, quasiment le 3ème bouclage après ceux des comptes de fonctionnement et des investissements.

4) Des amortissements et un excédent de revenus supérieurs au montant des investissements nets dégagent un excédent de financement. A contrario, le résultat se transforme en une insuffisance de financement.

1) Der Ertragsüberschuss erhöht das Eigenkapital bzw. der Aufwandüberschuss vermindert dieses.

2) Die Nettoinvestitionen erhöhen das Verwaltungsvermögen, während die Abschreibungen dieses vermindern.

3) Die Abschreibungen bilden zusammen mit dem Ertragsüberschuss einen Teil der Elemente, womit beim Abschluss die Finanzierung ermöglicht wird. Dies ist sozusagen der 3. Abschluss neben jenem der Laufenden Rechnung und der Investitionsrechnung.

4) Ergeben die Abschreibungen zusammen mit dem Ertragsüberschuss einen grösseren Wert als die Nettoinvestitionen, resultiert ein Finanzierungsüberschuss. Das Gegenteil führt zu einem Finanzierungsfehlbetrag.

Le MCH retient :

- 10 fonctions ou dicastères ou encore tâches :
 - 0 Administration générale
 - 1 Sécurité publique
 - 2 Enseignement et formation
 - 3 Culture, loisirs et culte
 - 4 Santé
 - 5 Prévoyance sociale
 - 6 Trafic
 - 7 Protection et aménagement de l'environnement
 - 8 Economie publique
 - 9 Finances et impôts.
- une série de natures, pour les charges de fonctionnement :
 - 30 Charges de personnel
 - 31 Biens, services et marchandises
 - 32 Intérêts passifs
 - 33 Amortissements
 - 34 Parts à des contributions sans affectation
 - 35 Dommages versés à des collectivités publiques
 - 36 Subventions accordées
 - 37 Subventions redistribuées
 - 38 Attributions aux financements spéciaux
 - 39 Imputations internes
- une série de natures pour les revenus de fonctionnement :
 - 40 Impôts
 - 41 Patentes et concessions
 - 42 Revenus des biens
 - 43 Contributions
 - 44 Parts à des recettes et des contributions sans affectation
 - 45 Restitutions de collectivité publique
 - 46 Subventions
 - 47 Subventions à redistribuer
 - 48 Prélèvements sur les financements spéciaux
 - 49 Imputations internes

Das HRM beinhaltet :

- 10 Funktionen oder Bereiche oder auch Aufgaben :
 - 0 Verwaltung
 - 1 Öffentliche Sicherheit
 - 2 Bildung
 - 3 Kultur, Freizeit und Kultus
 - 4 Gesundheit
 - 5 Soziale Wohlfahrt
 - 6 Verkehr
 - 7 Umwelt und Raumordnung
 - 8 Volkswirtschaft
 - 9 Finanzen und Steuern
- eine Reihe von Kontoarten der Aufwände der Laufenden Rechnung :
 - 30 Personalaufwand
 - 31 Sachaufwand
 - 32 Passivzinsen
 - 33 Abschreibungen
 - 34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 - 35 Entschädigungen an Gemeinwesen
 - 36 Eigene Beiträge
 - 37 Durchlaufende Beiträge
 - 38 Einlagen in Spezialfinanzierungen
 - 39 Interne Verrechnungen
- eine Reihe von Kontoarten der Erträge der Laufenden Rechnung :
 - 40 Steuern
 - 41 Regalien und Konzessionen
 - 42 Vermögenserträge
 - 43 Entgelte
 - 44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 - 45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
 - 46 Beiträge für eigene Rechnung
 - 47 Durchlaufende Beiträge
 - 48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen
 - 49 Interne Verrechnungen

- une série de natures pour les dépenses d'investissement :

50 Investissements propres
 52 Prêts et participations permanentes
 56 Subventions accordées
 57 Subventions redistribuées
 58 Autres dépenses activables

- une série de natures pour les recettes d'investissement :

60 Transfert au patrimoine financier
 61 Contributions de tiers
 62 Remboursement de prêts et participations permanentes
 63 Facturation à des tiers
 64 Remboursement de subventions acquises
 66 Subventions acquises
 67 Subventions à redistribuer

- eine Reihe der Kontoarten der Ausgaben der Investitionsrechnung :

50 Sachgüter
 52 Darlehen und Beteiligungen
 56 Eigene Beiträge
 57 Durchlaufende Beiträge
 58 Übrige zu aktivierende Ausgaben

- eine Reihe der Kontoarten der Einnahmen der Investitionsrechnung :

60 Abgang von Sachgütern
 61 Nutzungsabgaben und Vorteilsentgelte
 62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen
 63 Rückerstattungen für Sachgüter
 64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
 66 Beiträge für eigene Rechnung
 67 Durchlaufende Beiträge

La numérotation des comptes doit respecter strictement l'exemple suivant :

Die Konto-Nummerierung muss laut nachfolgendem Beispiel zwingend eingehalten werden :

No du compte	020.	318.	01
--------------	------	------	----

classification fonctionnelle (tâches)

1er échelon	Administration	0
2ème échelon	Administration générale	02
3ème échelon	Finances et contributions	020

classification par natures

1er échelon	Charges	3
2ème échelon	Biens, services et marchandises	31
3ème échelon	Honoraires et prestations de services	318

<u>subdivision</u>	Fiduciaire XY		01
--------------------	---------------	--	----

Kontonummer	020.	318.	01
-------------	------	------	----

nach Funktionen gegliedert

1. Stufe	Verwaltung	0
2. Stufe	Allgemeine Verwaltung	02
3. Stufe	Finanz-/Steuerverwaltung	020

nach Arten gegliedert

1. Stufe	Aufwand	3
2. Stufe	Sachaufwand	31
3. Stufe	Dienstleistungen und Honorare	318

<u>Unterkonto</u>	Treuhandbüro XY		01
-------------------	-----------------	--	----

4.1 Résultat annuel

4.1 Jahresergebnis

Présentation du résultat annuel	2006	2008	2010	2011	2012	Präsentation des Jahresergebnisse
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Résultat avant amortissements comptables						Ergebnis vor Abschreibungen
Charges financières	fr. 1'275'282'335	1'440'699'148	1'567'706'610	1'638'265'376	1'537'982'437	Aufwand
Revenus financiers	fr. 1'617'786'934	1'821'968'174	1'932'679'059	2'073'322'402	1'880'070'801	Ertrag
Marge d'autofinancement	fr. 342'504'599	381'269'025	364'972'449	435'057'026	342'088'365	Selbstfinanzierungsmarge
Résultat après amortissements comptables						Ergebnis nach Abschreibungen
Marge d'autofinancement	fr. 342'504'599	381'269'025	364'972'449	435'057'026	342'088'365	Selbstfinanzierungsmarge
Amortissements ordinaires	fr. 185'104'800	198'141'504	215'099'316	224'279'215	236'623'490	Ordentliche Abschreibungen
Amortissements complémentaires	fr. 61'277'552	54'888'741	43'787'241	62'917'339	38'817'855	Zusätzliche Abschreibungen
Amortissement du découvert au bilan	fr. 3'403'565	4'517'620	2'468'163	1'353'724	816'045	Abschreibung des Bilanzfehlbetrages
Excédent de revenus	fr. 92'718'682	123'721'160	103'617'728	146'506'747	65'830'974	Ertragsüberschuss
Compte des investissements						Investitionsrechnung
Dépenses	fr. 320'466'719	468'583'716	452'149'968	483'317'621	558'984'586	Ausgaben
Recettes	fr. 87'032'199	126'597'697	105'926'062	126'035'282	110'411'094	Einnahmen
Investissements nets	fr. 233'434'520	341'986'019	346'223'905	357'282'339	448'573'491	Nettoinvestitionen
Financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	fr. 342'504'599	381'269'025	364'972'449	435'057'026	342'088'365	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	fr. 233'434'520	341'986'019	346'223'905	357'282'339	448'573'491	Nettoinvestitionen
Insuffisance de financement	fr. -	-	-	-	106'485'127	Finanzierungsfehlbetrag
Excédent de financement	fr. 109'070'079	39'283'006	18'748'544	77'774'687	-	Finanzierungsüberschuss

Par comparaison aux chiffres des comptes 2011, nous pouvons relever les éléments suivants, chiffres consolidés des comptes des 141 communes valaisannes :

- Les charges financières s'élèvent à Fr. 1'537'982'437.-, en diminution de Fr. 100'282'939.- ou 6.1%. Il s'agit du premier mouvement à la baisse depuis 2004.
- Les revenus financiers atteignent Fr. 1'880'070'801.-, en baisse de Fr. 193'251'600.- ou 9.3%. Ici également, nous observons la première régression sur la période analysée.
- La marge d'autofinancement s'élève à Fr. 342'088'365.-. Cette marge est inférieure de plus de Fr. 92'968'661 ou 21.4% % à celle enregistrée dans les comptes 2011. Elle se situe en dessous de la moyenne des années 2006 à 2012.
- L'excédent de revenus de plus de Fr. 65.830 millions est inférieur de Fr. 80.675 millions ou 55.1% au résultat des comptes précédents. Ce résultat est nettement le plus faible depuis 2006.
- L'activité d'investissement net de Fr. 448.573 millions est supérieure de Fr. 91.291 millions ou 25.6% à celle de 2011 qui siégeait jusqu'à ce jour sur la première marche du podium.
- 2012 enregistre avec Fr. 106.485 millions la première insuffisance de financement depuis le début de la collecte des données en 2004.

Vergleicht man die konsolidierten Werte aller 141 Walliser Gemeinden mit jenen der Rechnung 2011, kann Folgendes festgestellt werden:

- Der Aufwand beläuft sich auf Fr. 1'537'982'437.--, eine Abnahme um Fr. 100'282'939.-- oder 6.1%. Das erste Mal seit 2004, dass sich dieser nach unten bewegt
- Der Ertrag erreicht Fr. 1'880'070'801.--, eine Abnahme um Fr. 193'251'600.-- oder 9.3%. Auch hier ist im analysierten Zeitraum erstmals ein Rückgang zu verzeichnen.
- Mit Fr. 342'088'365.-- fällt die Selbstfinanzierungsmarge um Fr. 92'968'661.-- oder 21.4% tiefer als in der Rechnung 2011 aus. Sie liegt unter dem Durchschnitt der Jahre 2006 bis 2012.
- Der Ertragsüberschuss von mehr als Fr. 65.830 Mio. liegt um Fr. 80.675 Mio. oder 55.1% unter dem Vorjahresergebnis, was das eindeutig schwächste Ergebnis seit 2006 bedeutet.
- Mit Fr. 448.573 Mio. liegen die Nettoinvestitionen um Fr. 91.291 Mio. oder 25.6% über jenen von 2011 und zugleich den bisher höchsten Wert darstellen.
- 2012 musste eine ungenügende Finanzierung von Fr. 106.485 Mio. ausgewiesen werden. Seit der Datensammlung von 2004 ist dies das erste Mal.

Le tableau suivant démontre le poids économique des communes par rapport au canton :

Der nachfolgende Vergleich zum Kanton zeigt die wirtschaftliche Bedeutung der Gemeinden auf:

Présentation du résultat annuel	2012	2012	Präsentation des Jahresergebnisses
Compte de fonctionnement	Communes - Gemeinden	Canton - Kanton	Laufende Rechnung
Résultat avant amortissements comptables			Ergebnis vor Abschreibungen
Charges financières	fr. 1'537'982'437	2'938'059'070	Aufwand
Revenus financiers	fr. 1'880'070'801	3'120'079'123	Ertrag
Marge d'autofinancement	fr. 342'088'365	182'020'052	Selbstfinanzierungsmarge
Résultat après amortissements comptables			Ergebnis nach Abschreibungen
Marge d'autofinancement	fr. 342'088'365	182'020'052	Selbstfinanzierungsmarge
Amortissements ordinaires	fr. 236'623'490	142'715'472	Ordentliche Abschreibungen
Amortissements complémentaires	fr. 38'817'855	38'159'999	Zusätzliche Abschreibungen
Amortissement du découvert au bilan	fr. 816'045		Abschreibung des Bilanzfehlbetrages
Excédent de revenus	fr. 65'830'974	1'144'582	Ertragsüberschuss
Compte des investissements			Investitionsrechnung
Dépenses	fr. 558'984'586	503'189'350	Ausgaben
Recettes	fr. 110'411'094	322'089'502	Einnahmen
Investissements nets	fr. 448'573'491	181'099'848	Nettoinvestitionen
Financement			Finanzierung
Marge d'autofinancement	fr. 342'088'365	182'020'052	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	fr. 448'573'491	181'099'848	Nettoinvestitionen
Insuffisance de financement	fr. 106'485'127	-	Finanzierungsfehlbetrag
Excédent de financement	fr. -	920'205	Finanzierungsüberschuss

4.2 Bilan, fortune et découvert

Question examinée

Quelles sont les communes qui présentaient une fortune, respectivement un découvert, au 31 décembre 2012 ?

Commentaire

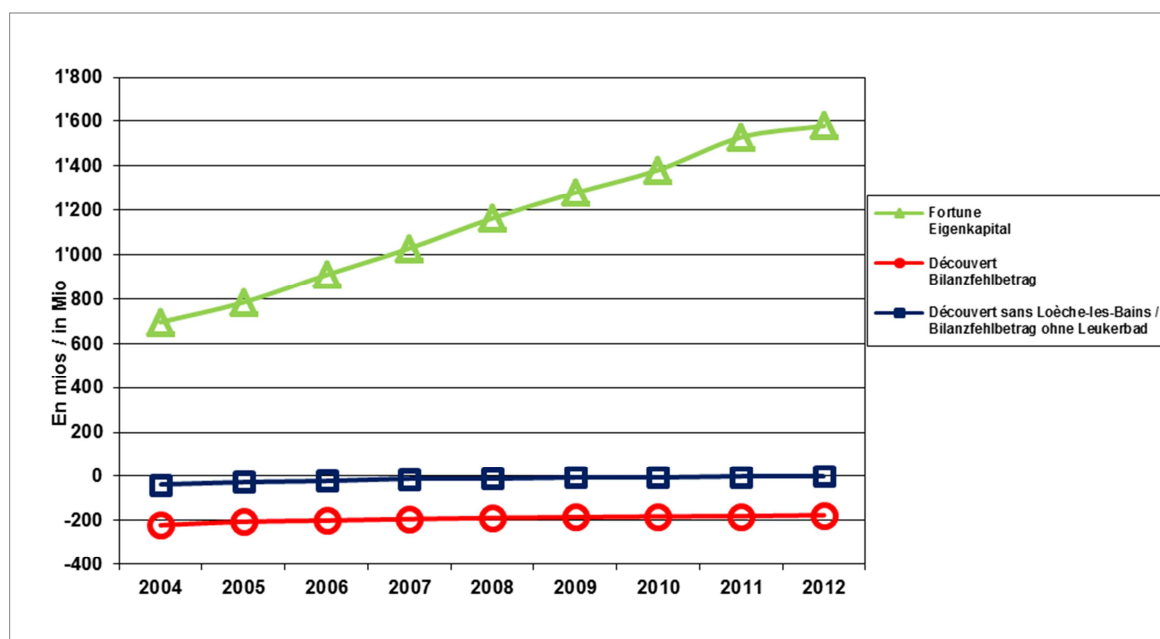
Les différences de certains chiffres par comparaison aux rapports antérieurs trouvent justification dans les arrondis plus précis et un bilan apuré (ex. certaines communes enregistraient une fortune négative dans la nature 29).

Année	Nbre de communes	Fortune consolidée	Nbre de communes	Découvert consolidé	dont Loèche-les-Bains	Découvert / LIB
2004	134	695.7	24	-220.5	-181.7	-38.8
2005	139	784.9	14	-204.9	-180.6	-24.3
2006	139	910.0	14	-199.5	-180.1	-19.4
2007	141	1'028.6	12	-192.8	-179.7	-13.1
2008	143	1'163.5	10	-187.9	-179.3	-8.6
2009	136	1'279.2	7	-184.2	-179.2	-4.9
2010	138	1'382.4	5	-181.5	-178.8	-2.7
2011	137	1'528.8	4	-179.7	-178.5	-1.2
2012	140	1'579.3	1	-175.3	-175.3	0.0

Jahr	Anzahl Gemeinden	Eigenkapital konsolidiert	Anzahl Gemeinden	Bilanzfehlbetrag konsolidiert	Bilanzfehlbetrag Leukerbad	Bilanzfehlbetrag ohne Leukerbad
------	------------------	---------------------------	------------------	-------------------------------	----------------------------	---------------------------------

Graphique
Evolution 2004 à 2012

Grafik
Entwicklung 2004 bis 2012



- Les exercices 2004 à 2006 ont permis aux communes valaisannes d'augmenter la fortune de 308.3 millions de francs ou 51.3% tout en résorbant le découvert de 71.3 millions de francs ou 26.3%. Ce résultat a été rendu possible par des recettes extraordinaires liées à des retours de concessions de forces hydrauliques estimés à 50 millions, 44.6 millions de francs de réévaluation d'actifs et 13.5 millions de francs d'aides financières à fonds perdu du canton versées dans le cadre des processus d'assainissement respectivement d'encouragement aux fusions. Pour la différence, les éléments conjoncturels ajoutés aux effets conjugués du respect de la règle de l'équilibre budgétaire et des plans financiers assortis de mesures d'assainissement concourent à ce résultat. La prise de conscience politique que seules des finances saines garantissent l'avenir contribue également à cette évolution.

- Les exercices 2007 à 2009 renforcent l'évolution positive des deux positions analysées. La fortune augmentée de Fr. 369.2 millions ou de 40.6% par rapport à 2006 pour atteindre Fr. 1.279 milliard. Pendant cette même période le montant des découverts au bilan, Loèche-les-Bains non compris, se réduit de Fr. 14.5 millions ou 74.7%. Le fonds d'assainissement a contribué très modestement pour Fr. 2.9 millions à ce résultat. Par contre, le fonds de fusion a alimenté les caisses des 5 nouvelles communes qui ont vu le jour au 1^{er} janvier 2009 à hauteur de Fr. 14.2 millions. Pour mémoire, Anniviers, Gampel-Bratsch, Mörel-Filet, Obergoms et Steg-Hohtenn. Aucune recette extraordinaire n'a été comptabilisée pendant cette période.

- L'évolution positive des états financiers se poursuit sur les exercices 2010 et 2011. Ainsi au 31.12.2011 et par comparaison au bilan 2009, la fortune s'élève à Fr. 1.528 milliard, en progression de Fr. 249.6 millions ou 19.5%. Le découvert au bilan de Loèche-les-Bains se réduit de Fr. 0.7 million alors que celui cumulé des 4 autres communes diminue de Fr. 3.7 millions. Le fonds de fusion a versé un montant de Fr. 2.5 millions à la nouvelle commune de Mt-Noble. 6 communes ont enregistré des revenus extraordinaires liés aux aménagement hydro-électriques du Nant de Drance pour un montant de Fr. 106.7 millions.

- Au 31.12.2012 le bilan consolidé enregistre une fortune de Fr. 1.579 milliard. Cette dernière progresse de Fr. 50.5 millions ou 3.3%, soit la plus petite progression depuis 2005. Loèche-les-Bains voit son découvert au bilan baisser de Fr. 3.2 millions pour atteindre Fr. 175.3 millions. Une opération comptable extraordinaire réglant l'abandon de créance avec un bailleur de fonds hors du périmètre de l'assainissement avec la société Sanag SA en est la raison. Les résultats de l'exercice 2012 ont permis aux trois dernières communes d'amortir intégralement le découvert au bilan original. Le fonds de fusion n'est pas intervenu en 2012 en tant que revenus extraordinaire. Par contre et pour la 3^{ème} année consécutive le Nant de Drance a contribué pour Fr. 16.8 millions à remplir les caisses des 6 communes concédantes.

- Die Rechnungen 2004 bis 2006 ermöglichten es den Walliser Gemeinden, das Eigenkapital um 308.3 Millionen Franken oder 51.3% zu erhöhen und den Fehlbetrag um 71.3 Millionen bzw. 26.3% abzubauen. Ermöglicht wurde dieses Ergebnis durch ausser-ordentliche Einnahmen im Zusammenhang mit dem Heimfall von Wasserkraft-konzessionen (auf 50 Mio. geschätzt), durch Aufwertung von Aktiven (44.6 Millionen Franken) sowie durch nicht rückzahlbare finanzielle Unterstützungen des Kantons (13.5 Millionen Franken) im Rahmen von Sanierungen bzw. zur Förderung von Fusionen. Zu diesem Ergebnis beigetragen haben im Weiteren konjunkturelle Elemente, aber auch die Bestimmungen zur Einhaltung des Finanzhaushaltsgleichgewichts sowie die Erstellung von Finanz-plänen mit Sanierungsmassnahmen. Ebenso hat das politische Bewusstsein, dass nur gesunde Finanzen Garantie für die Zukunft sind, zu dieser Entwicklung verholfen.

- Die Gemeinderechnungen 2007 bis 2009 unterstreichen die positive Entwicklung der beiden analysierten Posten. Das Eigenkapital steigt um Fr. 369.2 Millionen oder um 40.6% im Vergleich zu 2006 und erreicht 1.279 Mrd. Während dieser Zeitspanne wurde der Bilanz-fehlerbetrag um 14.5 Millionen oder um 74.7% abgebaut, davon ausgenommen ist Leukerbad. Der Sanierungs-fonds hat mit Fr. 2.9 Millionen nur wenig zu diesem Re-sultat beigetragen. Per 1.01.2009 wurden aus dem Fusi-onfonds Beiträge in der Höhe von Fr. 14.2 Mio. an 5 neue Gemeinden geleistet. Zur Erinnerung waren dies die Gemeinden Anniviers, Gampel-Bratsch, Mörel-Filet, Obergoms und Steg-Hohtenn. In dieser Periode kam es zu keinen weiteren ausserordentlichen Einnahmen.

- Die positive Entwicklung der Finanzlage setzt sich in den Jahren 2010 und 2011 fort. Im Vergleich zu 2009 verzeichnet das Eigenkapital per 31.12.2011 eine Zu-nahme um Fr. 246.6 Mio. oder 19.5% und erreicht Fr. 1.528 Milliarden. Der Bilanzfehlerbetrag von Leukerbad reduziert sich um Fr. 0.7 Mio. und jenen der übrigen 4 Gemeinden um insgesamt Fr. 3.7 Mio. Der neuen Ge-meinde Mt-Noble wurden Fr. 2.5 Mio. aus dem Fusions-Fonds zugewiesen. 6 Gemeinden verbuchten einen ausserordentlichen Ertrag von insgesamt Fr. 106.7 Mio. im Zusammenhang mit dem Heimfall des Wasserkraft-werks Nant de Drance.

- Die konsolidierte Bilanz verzeichnet per 31.12.2012 ein Eigenkapital von 1.579 Milliarden. Die Zunahme um Fr. 50.5 Mio. oder 3.3% ist die kleinste seit 2005. Leukerbad kann seinen Bilanzfehlerbetrag um Fr. 3.2 Mio. auf Fr. 175.3 Mio. reduzieren. Wesentlich dazu beigetragen hat ein ausserordentlicher Forderungsverzicht eines Geldgebers, was ausserhalb des Sanierungsprozesses mit der Sanag AG geregelt wurde. Mit den Ergebnissen der Rechnungen 2012 haben die letzten drei Gemeinden ihren ursprünglichen Bilanzfehlerbetrag vollständig ab-schreiben können. Aus dem Fusionsfonds sind im 2012 keine ausserordentlichen Beiträge ausgeschüttet worden. Hingegen hat Nant de Drance das dritte Jahr in Folge einen Betrag von Fr. 16.8 Mio. an die 6 Konzessi-ons-Gemeinden überwiesen.

- En 2005, 11 planifications financières assorties de mesures d'assainissement et arrêtées par le Conseil d'Etat étaient actives. L'inspection des finances mandatée pour le suivi de l'amortissement du découvert au bilan constate que les communes ont appliqué les décisions et que les résultats, 8.3 millions de francs, ont permis d'amortir d'une manière plus importante que prévue, 7.2 millions de francs, les découverts. Ainsi 4 communes ont été en mesure d'éponger l'intégralité de leur découvert pour un montant cumulé de 1.3 million de francs.
- 2006, 9 planifications étaient actives. Nous constatons que les communes ont appliqué les décisions, à l'exception d'une, et que globalement les résultats, 3.8 millions de francs, ont permis d'amortir d'une manière plus importante que prévue, 2.1 millions, les découverts.
- En 2007, 10 planifications étaient actives. Ici également à l'exception d'un cas (Fr. 226'000.-- au lieu de Fr. 258'000.--), toutes les communes ont plus que respecté la décision du Conseil d'Etat puisque par rapport aux Fr. 3 millions d'amortissements prévus, plus de Fr. 5.5 millions ont été effectués. 1 commune retrouve sa liberté d'action.
- En 2008, 9 planifications étaient actives. 2 communes n'ont pas respecté de peu le plan financier, montant cumulé de Fr. 690'000.-- au lieu de Fr. 791'000.--. Globalement Fr. 4.5 millions ont été affectés à l'amortissement des découverts au bilan alors que les planifications prévoyaient un montant de Fr. 3.8 millions. 2 communes se libèrent des contraintes d'un plan d'assainissement.
- En 2009, 7 planifications étaient actives. 1 commune n'a pas respecté de peu le plan financier (Fr. 413'000.-- au lieu de Fr. 483'000.--). En considérant le niveau planifié du découvert au bilan, cette même commune a amorti depuis 2006 un montant supérieur de Fr. 243'000.-- aux montants prévus. Globalement Fr. 3.6 millions ont été affectés à l'amortissement des découverts au bilan alors que les planifications prévoyaient un montant de Fr. 2.3 millions. A nouveau 2 communes se libèrent des contraintes d'un plan d'assainissement.
- En 2010, 5 planifications étaient actives. Globalement Fr. 2.27 millions ont été affectés à l'amortissement des découverts au bilan alors que les planifications prévoyaient un montant de Fr. 1.71 millions. A nouveau 2 communes se libèrent des contraintes d'un plan d'assainissement. Les comptes 2011 devraient permettre à une commune d'éponger le découvert alors que les deux dernières communes devraient être en mesure de le faire avec les comptes 2013.
- Au 31.12.2010, 3 communes sont encore suivies. Elles représentent Fr. 2.278 millions de découverts au bilan. La différence de Fr. 0.394 million par rapport à la vue globale est justifiée par un cas d'un nouveau découvert. Le cas de Loèche-les-Bains est traité séparément.
- Im Jahr 2005 waren 11 Finanzpläne mit Sanierungsmassnahmen hinterlegt, die der Staatsrat genehmigt hatte. Das Finanzinspektorat, welches mit der Verfolgung der Abschreibung auf die Bilanzfehlbeträge beauftragt ist, bestätigt, dass die Gemeinden die Beschlüsse eingehalten haben und mit Fr. 8.3 Millionen die Fehlbeiträge bedeutend über den vorgeschriebenen Fr. 7.2 Millionen abschreiben konnten. So waren 4 Gemeinden in der Lage, ihren Fehlbetrag von insgesamt 1.3 Millionen Franken vollständig zu tilgen.
- Im Jahr 2006 waren 9 Finanzpläne hinterlegt. Mit einer Ausnahme haben alle Gemeinden die Beschlüsse eingehalten und konnten die Fehlbeträge um insgesamt 3.8 Millionen Franken abschreiben, was bedeutend über den vorgeschriebenen 2.1 Millionen Franken lag.
- Im Jahr 2007 waren 10 Finanzpläne hinterlegt. Mit einer Ausnahme (Fr 226'000 anstatt Fr. 258'000.-) haben alle Gemeinden den Staatsratsbeschluss mehr als nur eingehalten. Abschreibungen von insgesamt über Fr. 5.5 Millionen konnten getätigt werden; vorgesehen waren Fr. 3 Millionen. Eine Gemeinde konnte wieder ein Eigenkapital ausweisen.
- Im Jahr 2008 waren 9 Finanzpläne hinterlegt. Zwei Gemeinden haben das Ziel des Finanzplans knapp verfehlt mit einem kumulierten Betrag von Fr. 690'000 anstatt Fr. 791'000. Insgesamt wurden Fr. 4.5 Millionen für die Abschreibung von Bilanzfehlbeträgen eingesetzt. Vorgesehen war in den Finanzplänen ein Betrag von Fr. 3.8 Millionen. Zwei Gemeinden konnten den Sanierungsplan abschliessen.
- Im Jahr 2009 waren 7 Sanierungspläne aktiv. 1 Gemeinde respektierte den Finanzplan knapp nicht (Fr. 413'000.-- anstatt Fr. 483'000.--). Dieselbe Gemeinde hat ihren Bilanzfehlbetrag seit 2006 um Fr. 243'000.-- höher als vorgesehen abgeschrieben. Insgesamt wurden die Bilanzfehlbeträge um Fr. 3.6 Millionen abgeschrieben. Die Finanzpläne sahen Abschreibungen von insgesamt Fr. 2.3 Millionen vor. Wieder konnten zwei weitere Gemeinden den verbleibenden Bilanzfehlbetrag vollständig abschreiben.
- Im 2010 waren 5 Sanierungspläne aktiv. Die Bilanzfehlbeträge wurden um insgesamt Fr. 2.27 Mio. abgeschrieben; vorgesehen waren Fr. 1.71 Mio. Erneut konnten zwei weitere Gemeinden den restlichen Bilanzfehlbetrag vollständig abschreiben. Einer Gemeinde dürfte es mit der Verwaltungsrechnung 2011 gelingen, den Bilanzfehlbetrag zu eliminieren. Die letzten zwei Gemeinden sollten in der Lage sein, dies mit der Rechnung 2013 zu erreichen.
- Per 31.12.2010 verbleiben 3 Gemeinden mit einem Sanierungsvertrag. Der Bilanzfehlbetrag liegt bei Fr. 2.278 Mio. Die Abweichung von Fr. 0.394 Mio. zum Gesamtbetrag ist auf einen neuen Fall mit einem Fehlbetrag zurückzuführen. Leukerbad wird separat behandelt.

- 2 communes se trouvaient au 31.12.2011 toujours sous la contrainte d'un plan financier assorti de mesures d'assainissement. Elles représentent Fr. 0.6 million de découverts au bilan.

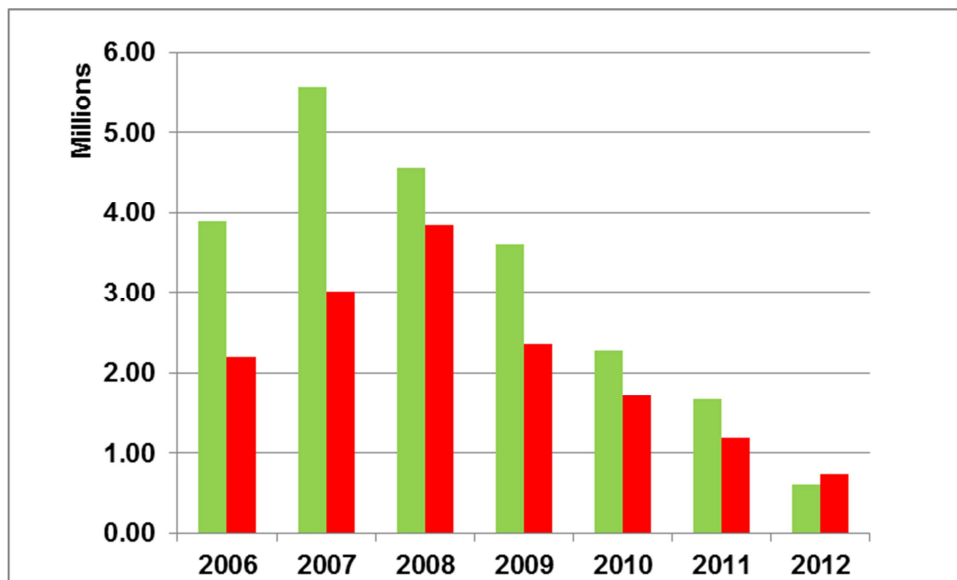
- Comme mentionné dans le rapport précédent, les comptes 2012 ont effectivement permis aux deux dernières communes d'amortir le découvert au bilan et de générer pour la première fois depuis 2004 une fortune. De plus le cas de l'unique commune qui avait généré un découvert au bilan après 2004 est également réglé.

- Le graphique ci-dessous représente **en rouge le montant cumulé des amortissements à effectuer selon les planifications financières arrêtées par le Conseil d'Etat. La barre verte indique les amortissements effectivement réalisés.** Nous constatons que les plans financiers assortis de mesures d'assainissement ont été très largement respectés avec pour incidences un raccourcissement de la durée de ces plans d'austérité. 5 plans auraient dû encore courir en 2012 alors que les deux derniers seraient arrivés à échéance en 2016. Vu les résultats positifs supérieurs enregistrés sur la période analysée, le solde résiduel 2012 était bien entendu inférieur aux exigences initiales de la planification.

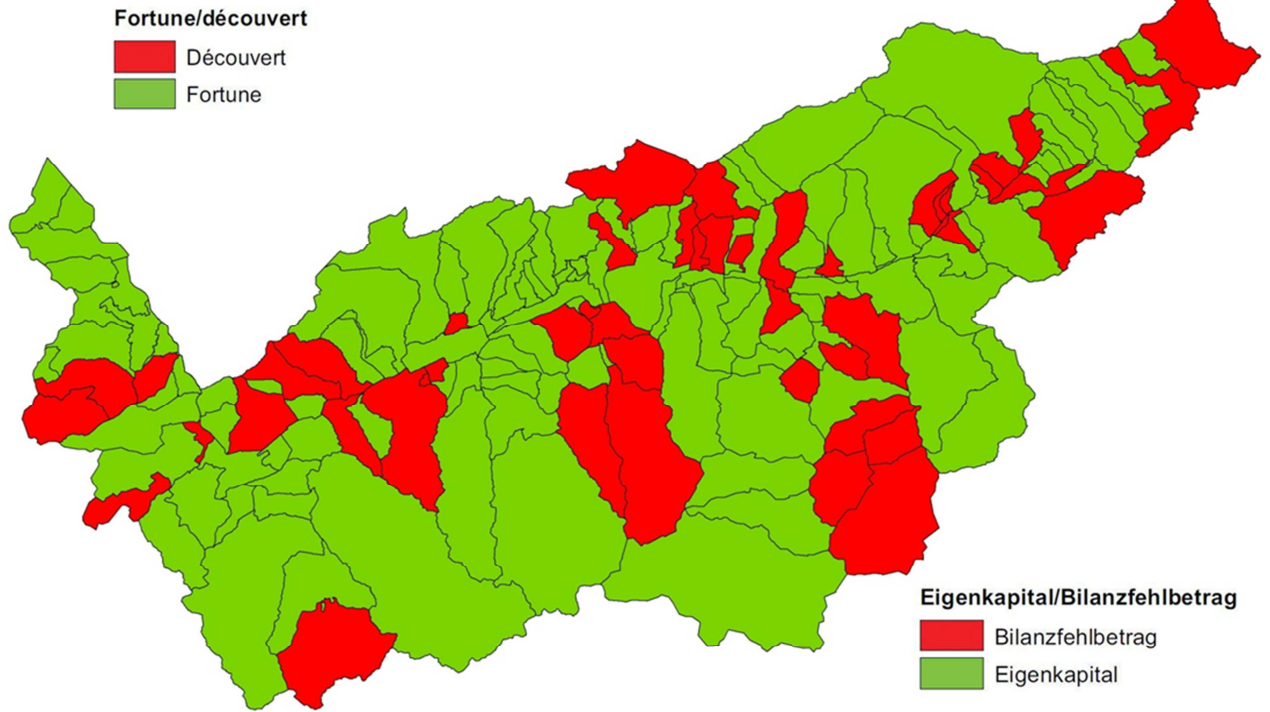
- Am 31.12.2011 hatten noch 2 Gemeinden einen Finanzplan mit Sanierungsmassnahmen zu befolgen. Ihr Bilanzfehlbetrag beträgt Fr. 0.6 Mio.

- Wie im letzten Bericht bereits angekündigt hat die Verwaltungsrechnung 2012 es den letzten zwei Gemeinden ermöglicht, ihren Bilanzfehlbetrag zu eliminieren und seit 2004 erstmals wieder ein Eigenkapital auszuweisen. Die einzige Gemeinde, die seit 2004 einen neuen Bilanzfehlbetrag ausweisen musste, ist ebenfalls geregelt.

- Die unten stehende Grafik zeigt die Entwicklung der Abschreibungen der Bilanzfehlbeträge. **Die kumulierten Abschreibungsbeträge, wie sie der Staatsrat in den Finanzplänen festgelegt hat, sind mit roten Balken dargestellt, während die grün die effektiv getätigten Abschreibungen zeigen.** Wir können festhalten, dass die Finanzpläne mit Sanierungsmassnahmen weitestgehend eingehalten wurden. Die Zeit des Sparens und engen Ausgaben-Spielraums konnte um Einiges verkürzt werden. 2012 hätten noch 5 Finanzpläne laufen sollen und der Ausgleich der letzten beiden wäre im 2016 vorgesehen gewesen. Angesichts der überaus positiven Ergebnisse liegt der Restsaldo 2012 selbstverständlich weit unter der anfänglichen Plan-Vorgabe.

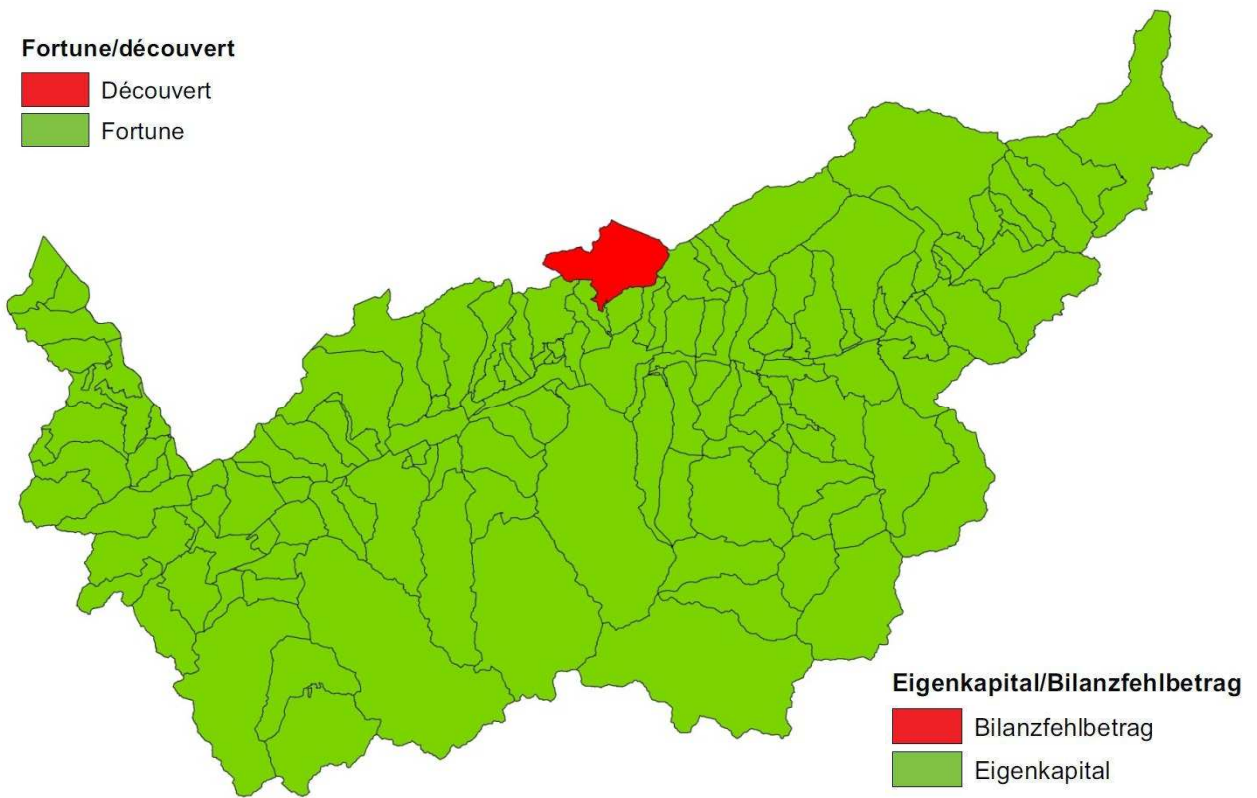


48 communes/Gemeiden
280 millions/Millionen



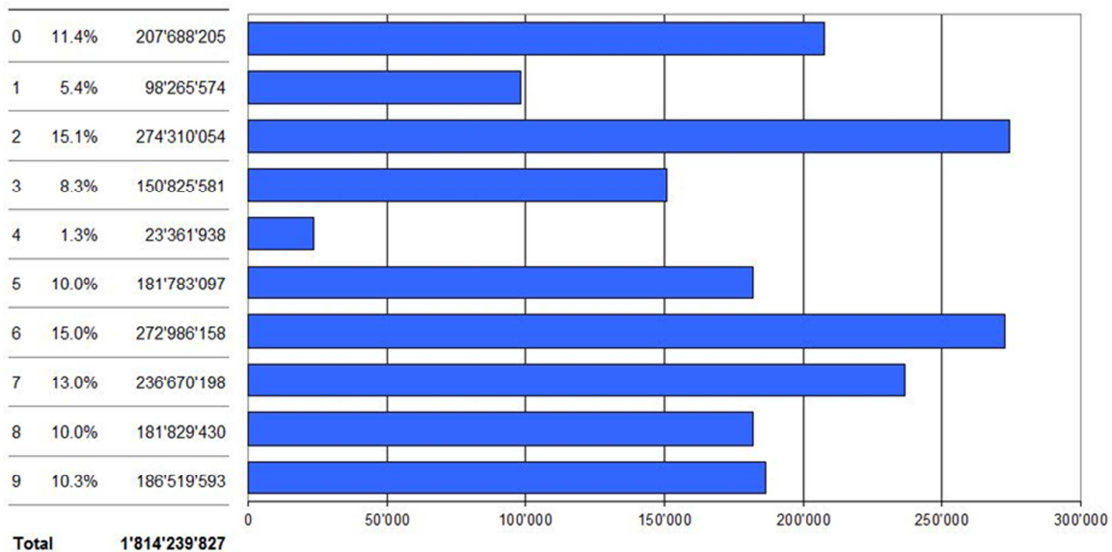
Fortune/découvert

- Découvert
- Fortune



4.3 Charges de fonctionnement selon les tâches – comptes 2012

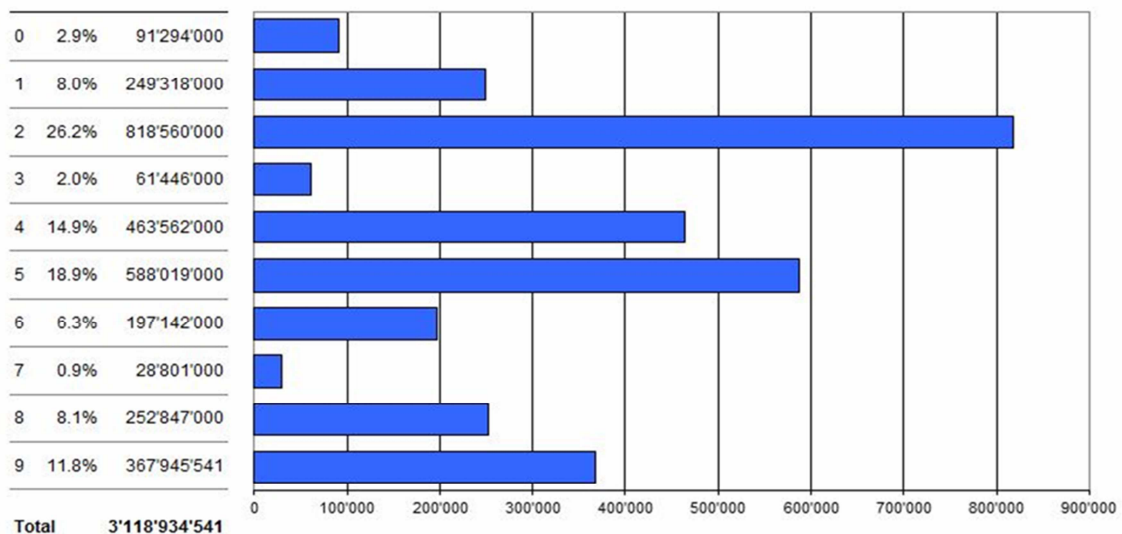
Communes



4.3 Aufwand der Laufende Rechnung nach Funktionen – Rechnung 2012

Gemeinden

Canton



Kanton

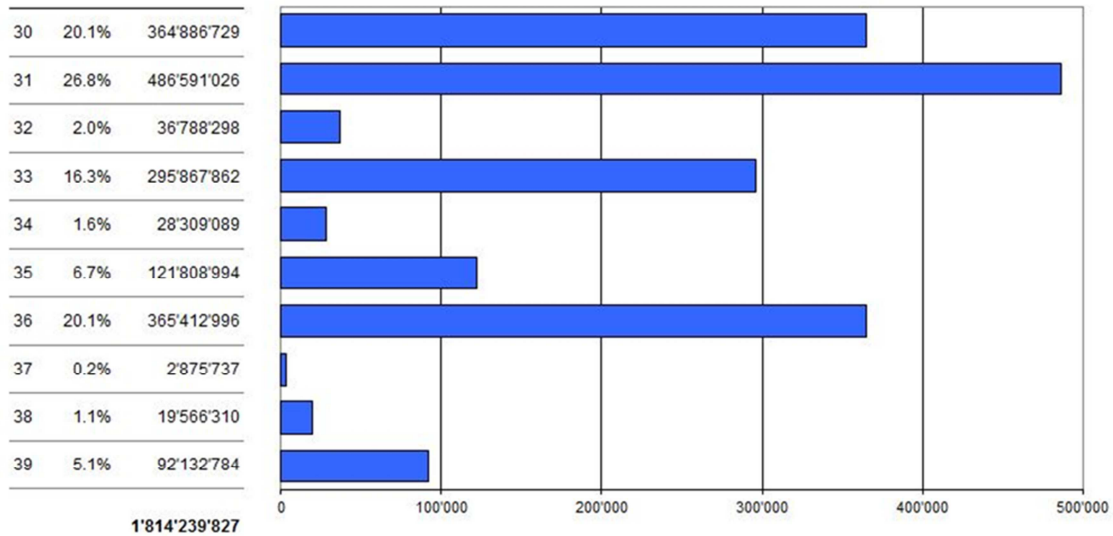
- 0 Administration générale
- 1 Sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 Culture, loisirs et culte
- 4 Santé
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 Protection et aménagement de l'environnement, y compris eau, égouts, déchets
- 8 Economie publique, y compris services industriels
- 9 Finances et impôts

- 0 Allgemeine Verwaltung
- 1 Öffentliche Sicherheit
- 2 Bildung
- 3 Kultur, Freizeit, Kultus
- 4 Gesundheit
- 5 Soziale Wohlfahrt
- 6 Verkehr
- 7 Umwelt, Raumordnung, inkl. Wasser, Abwasser, Kehricht
- 8 Volkswirtschaft, inkl. Elektrizitätswerk
- 9 Finanzen, Steuern

4.4 Charges de fonctionnement selon les natures – comptes 2012

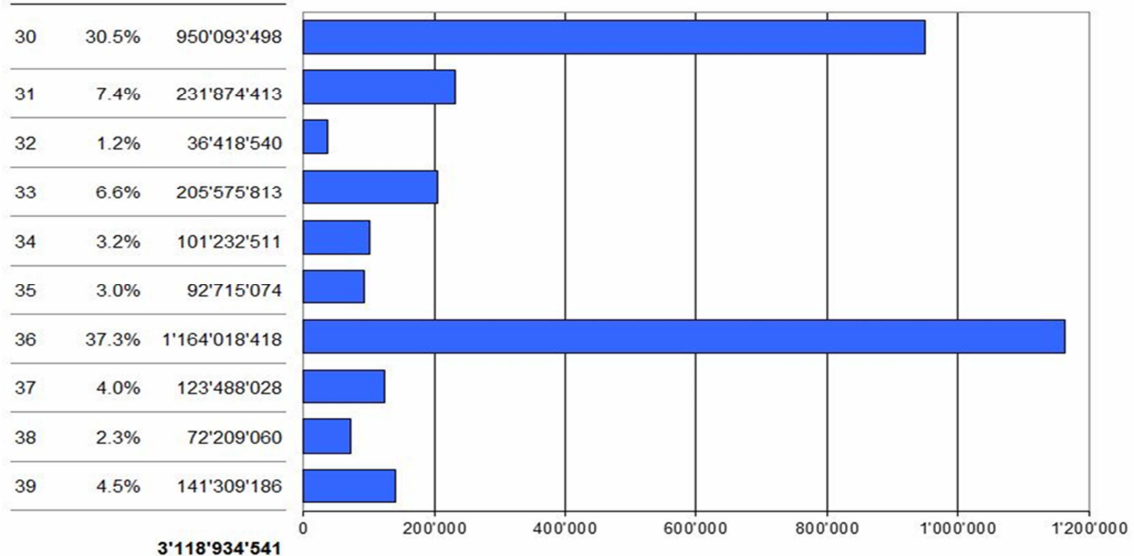
4.4 Aufwand der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2012

Communes



Gemeinden

Canton



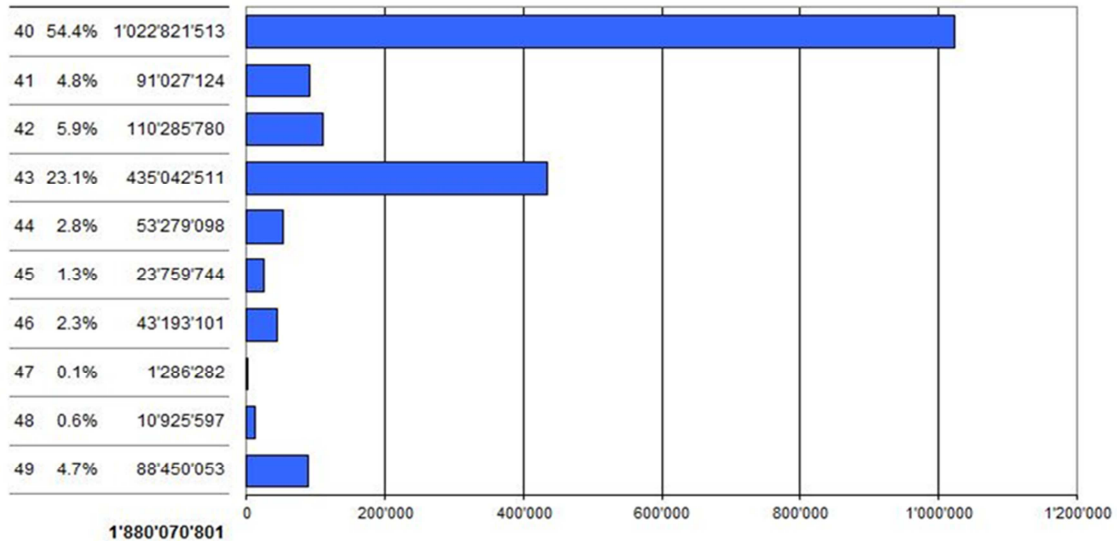
Kanton

- 30 Charges de personnel
- 31 Biens, services et marchandises
- 32 Intérêts passifs
- 33 Amortissements
- 34 Part à des contributions sans affectation
- 35 Dédommagements versés à des coll. Publiques
- 36 Subventions accordées
- 37 Subventions redistribuées
- 38 Attributions aux financements spéciaux
- 39 Imputations internes

- 30 Personalaufwand
- 31 Sachaufwand
- 32 Passivzinsen
- 33 Abschreibungen
- 34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
- 35 Entschädigungen an Gemeinwesen
- 36 Eigene Beiträge
- 37 Durchlaufende Beiträge
- 38 Einlagen in Spezialfinanzierungen
- 39 Interne Verrechnungen

4.5 Revenus de fonctionnement selon les natures – comptes 2012

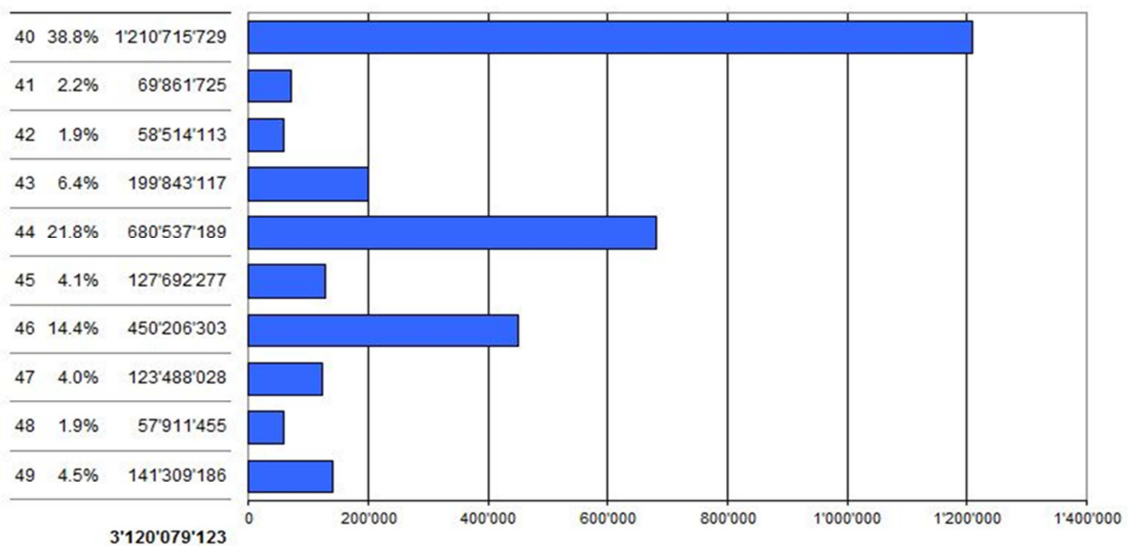
Communes



4.5 Ertrag der Laufende Rechnung nach Arten – Rechnung 2012

Gemeinden

Canton



Kanton

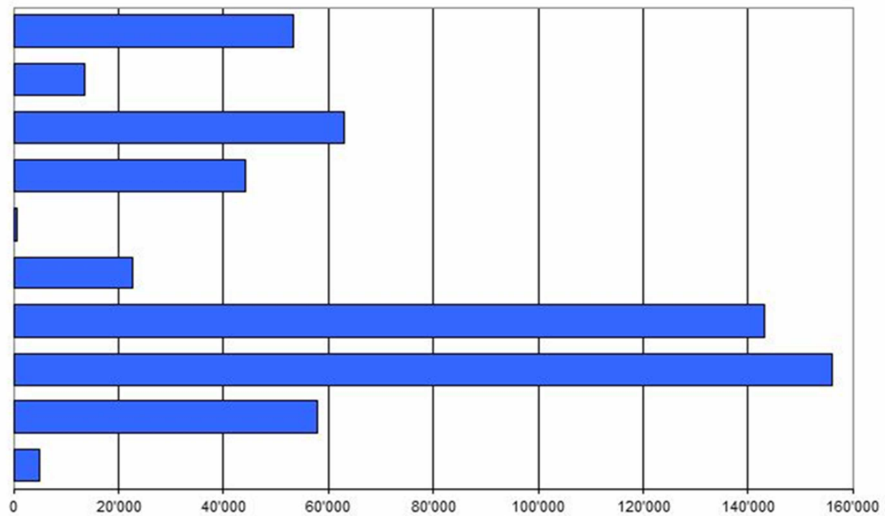
- 40 Impôts
- 41 Patentes et concessions
- 42 Revenus des biens
- 43 Contributions
- 44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
- 45 Restitutions de collectivités publiques
- 46 Subventions
- 47 Subventions à redistribuer
- 48 Prélèvements sur les financements spéciaux
- 49 Imputations internes

- 40 Steuern
- 41 Regalien und Konzessionen
- 42 Vermögenserträge
- 43 Entgelte
- 44 Anteile und Beiträge ohne
- 45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
- 46 Beiträge für eigene Rechnung
- 47 Durchlaufende Beiträge
- 48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen
- 49 Interne Verrechnungen

4.6 Investissements selon les tâches – comptes 2012 des communes

Dépenses

0	9.5%	53'246'035
1	2.4%	13'486'480
2	11.3%	62'957'685
3	7.9%	44'175'921
4	0.1%	549'246
5	4.0%	22'590'651
6	25.6%	143'033'272
7	27.9%	156'155'952
8	10.4%	57'917'649
9	0.9%	4'871'694
Total		558'984'586

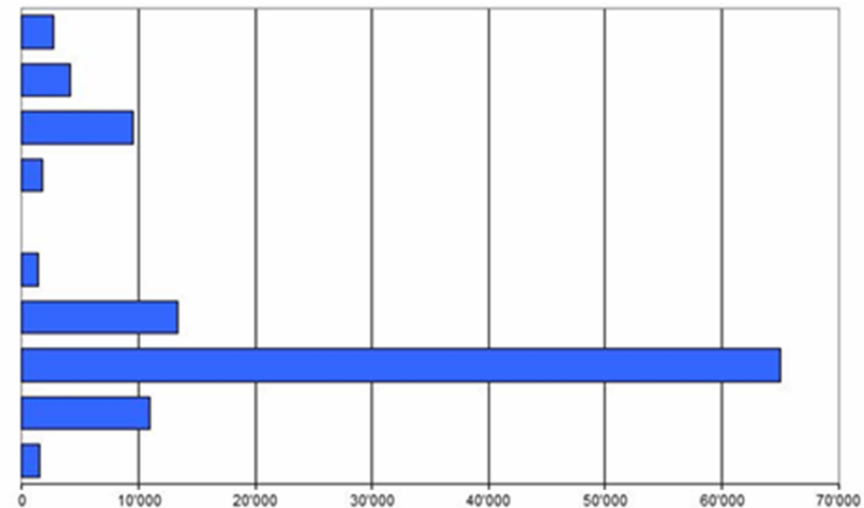


4.6 Investitionen nach Funktionen – Rechnung 2012 Gemeinden

Ausgaben

Recettes

0	2.4%	2'701'731
1	3.8%	4'154'980
2	8.6%	9'504'576
3	1.6%	1'796'953
4	0.0%	0
5	1.3%	1'456'771
6	12.1%	13'319'570
7	58.9%	65'002'701
8	9.9%	10'979'969
9	1.4%	1'493'843
Total		110'411'094



Einnahmen

- 0 Administration générale
- 1 Sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 Culture, loisirs et culte
- 4 Santé
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 Protection et aménagement de l'environnement, y compris eau, égouts, déchets
- 8 Economie publique, y compris services industriels
- 9 Finances et impôts

- 0 Allgemeine Verwaltung
- 1 Öffentliche Sicherheit
- 2 Bildung
- 3 Kultur, Freizeit, Kultus
- 4 Gesundheit
- 5 Soziale Wohlfahrt
- 6 Verkehr
- 7 Umwelt, Raumordnung, inkl. Wasser, Abwasser, Kehricht
- 8 Volkswirtschaft, inkl. Elektrizitätswerk
- 9 Finanzen, Steuern

4.7 Fiscalité dans les communes

Description (rappel)

En Valais, la charge fiscale communale est difficilement mesurable du fait de l'application concomitante d'un coefficient et d'une indexation sur les barèmes communaux. En effet, la loi fiscale (LF) laisse aux communes une large autonomie en ce qui concerne la correction de la progression à froid (art. 178 al. 5 LF) et la fixation du coefficient communal (art. 178 al. 4 LF). Les communes ont la possibilité de corriger la progression à froid jusqu'à 170% et de fixer le coefficient de 1 à 1.5. Les 141 communes utilisent ainsi 50 combinaisons différentes.

Néanmoins, le coefficient d'impôt appliqué peut être considéré à lui seul comme un indicateur important de la charge fiscale.

Pour mémoire, le canton a indexé rétroactivement au 1^{er} janvier 2008 à 160%.

Question examinée

Quels sont les coefficients d'impôt appliqués par les communes municipales en 2012 ?

Commentaire

Population selon statistique ESPOP/STAPOP :

4.7 Besteuerung in den Gemeinden

Ausgangslage (Erinnerung)

Im Wallis ist die Steuerbelastung der Gemeinden schwer messbar, da für die Berechnung ein Koeffizient und eine Indexierung als Grundlage dienen. Tatsächlich überlässt das Steuergesetz (StG) den Gemeinden in Bezug auf die Anpassung der kalten Progression (Art. 178 Abs. 5 StG) und der Festlegung der Gemeindesteuerkoeffizienten (Art. 178 Abs. 4 StG) eine grosse Autonomie. Die Gemeinden haben die Möglichkeit, die kalte Progression bis zu 170 % auszugleichen und den Koeffizienten zwischen 1.0 und 1.5 festzulegen. Die 141 Gemeinden wenden derzeit 50 verschiedene Kombinationen an.

Trotzdem kann der angewendete Steuerkoeffizient allein als eine wichtige Kennzahl für die Steuerbelastung angesehen werden.

Zur Erinnerung: Der Kanton hatte rückwirkend auf 1. Januar 2008 die Indexierung auf 160% festgesetzt.

Fragestellung

Welches waren die angewendeten Steuerkoeffizienten der Munizipalgemeinden im Jahre 2012?

Kommentar

Bevölkerung laut Statistik ESPOP/STATPOP :

Coefficient	Nbre de com.	Nbre de com.	Nbre de com.	Nbre d'hab.	Nbre d'hab.	Nbre d'hab.	Pop. en %	Pop. en %	Pop. en %
	2012	2010	2004	2012	2010	2004	2012	2010	2004
1	14	12	9	15'632	14'209	17'542	4.9	4.5	6.1
1.1	17	16	11	90'973	89'505	37'098	28.7	28.6	13.0
1.15	6	5	3	17'437	12'641	32'735	5.5	4.0	11.3
1.2	38	39	37	99'194	102'757	73'869	31.3	32.9	25.6
1.25	14	15	14	34'487	34'197	47'551	10.9	10.9	16.3
1.3	34	31	34	46'134	43'489	42'072	14.6	13.9	14.7
1.35	4	5	3	3'998	3'754	2'169	1.3	1.2	0.8
1.4	13	18	36	7'571	9'099	28'700	2.4	2.9	10.0
1.5	1	2	11	1'596	3'033	6'240	0.5	1.0	2.2
	141	143	158	317'022	312'684	287'976	100	100	100
Koeffizient	Anzahl Gemeinden	Anzahl Gemeinden	Anzahl Gemeinden	Anzahl Einwohner	Anzahl Einwohner	Anzahl Einwohner	Bev. in %	Bev. in %	Bev. in %
	2012	2010	2004	2012	2010	2004	2012	2010	2004

Commentaires comparatifs de 2004 par rapport à 2012 :

- Le coefficient d'impôt moyen passe de 1.2759 à 1.2199.
- Le nombre de communes qui applique le coefficient maximum de 1.5 diminue de 11 à 1.
- Le nombre de communes qui applique le coefficient minimum de 1 progresse de 9 à 14.
- En 2004, 74 communes ou le 72.3% de la population se trouvaient en dessous du coefficient moyen.
- En 2012, 75 communes ou le 70.% de la population se trouvent en dessous du coefficient moyen.

En raison de la grande différence existante entre les coefficients communaux, la charge fiscale pour les contribuables peut être de 50% plus élevée d'une commune à l'autre. Si l'on prend en considération l'indexation et le coefficient communal, la charge fiscale peut aller pour les contribuables avec un revenu moyen du simple au double. La notion de taux d'imposition pondéré est parfois utilisée, soit chaque 10% d'indexation représente 0.05 point sur le coefficient. Ainsi, par exemple, avec un coefficient de 1.2 et une indexation de 140%, le taux pondéré est de 1 ((1.2-(4x0.05)). La pression fiscale s'étale ainsi d'un taux pondéré de 0.65 (coefficient 1 et indexation 170 %) à 1.50 (coefficient 1.5 et indexation 100%). De plus il n'est pas tenu compte du niveau de générosité de la collectivité en terme d'aides financières en tout genre.

La loi fiscale prévoyait une adaptation automatique de l'indexation, sous réserve d'une dérogation du législatif, dès que l'indice des prix à la consommation progresse de 10 points depuis la dernière indexation. Cette adaptation de 10% devient effective au 1^{er} janvier 2009 avec la possibilité aux communes de procéder, à l'image du canton, à une indexation de 10% rétroactive au 1^{er} janvier 2008.

Le Grand conseil a lors de sa séance du 10.09.2010 décidé de modifier l'art. 178 LF. De fait, l'adaptation devient automatique dès une progression de déjà 3% de l'indice des prix à la consommation, base 1982, c'est-à-dire, dès que l'indice atteindra 163.63 points (159.6 au 1^{er} décembre 2012).

- Le coefficient moyen est le résultat de la moyenne arithmétique simple du total des coefficients sur le nombre de communes. Il n'est pas pondéré par le nombre de contribuables.
- L'indexation moyenne passe de 133.26 à 148.44%.
- Lors de l'indexation automatique précédente en 2001, 74 communes sur 160 avaient adapté l'indexation de 10%.
- 4 communes en 2001 atteignaient le maximum de 160%.
- Lors de la présente indexation, 35 communes sur 153 ont déjà adapté l'indexation avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.
- 22 communes atteignent en 2012 l'indexation maximale de 170% contre 13 en 2010.

Kommentare zum Vergleich von 2004 mit 2012 :

- Der durchschnittliche Steuerkoeffizient fällt von 1.2759 auf 1.2199.
- Die Anzahl der Gemeinden mit Maximalkoeffizient 1.5 geht von 11 auf 1 zurück.
- Die Anzahl der Gemeinden mit Minimalkoeffizient 1.0 steigt von 9 auf 14.
- Im Jahr 2004 waren 74 Gemeinden oder 72.3% der Bevölkerung unter dem Durchschnittskoeffizienten.
- Im Jahr 2012 waren 75 Gemeinden oder 70.4% der Bevölkerung unter dem Durchschnittskoeffizienten.

Aufgrund des grossen Unterschieds beim Koeffizienten in den Gemeinden kann die Steuerbelastung von einer Gemeinde zur anderen 50% höher sein. Zieht man die Indexierung und den Koeffizienten in Betracht, kann sich die Steuerlast für Steuerzahler mit mittlerem Einkommen verdoppeln. Manchmal wird der gewichtete Steuersatz angewendet, d.h. jede Indexierung von 10% macht 0.05 Punkte beim Koeffizienten aus. Das bedeutet, dass zum Beispiel mit einem Koeffizienten von 1.2 und einer Indexierung von 140% der gewichtete Steuersatz auf 1 kommt ((1.2-(4x0.05)). Die Steuerbelastung erstreckt sich so von einem gewichteten Steuersatz von 0.65 (Koeffizient 1 und Indexierung 170%) bis 1.5 (Koeffizient 1.5 und Indexierung 100%). Allerdings wird dabei nicht berücksichtigt, in welcher Grosszügigkeit eine Gemeinde finanzielle Unterstützung jeglicher Art leistet.

Vorbehältlich einer Abweichung durch die Legislative sah das Steuergesetz eine automatische Anpassung der Indexierung vor, sobald der Index der Konsumentenpreise um 10 Punkte seit der letzten Indexierung angestiegen ist. Diese Anpassung von 10% tritt am 1. Januar 2009 in Kraft, wobei die Gemeinden die Möglichkeit haben, wie der Kanton die Indexierung von 10% rückwirkend auf 1. Januar 2008 vorzunehmen.

Der Grosse Rat hat in seiner Sitzung vom 10.09.2010 die Änderung des Art. 178 StG beschlossen. Danach wird bereits ab einer Zunahme von 3% des Indexes der Konsumentenpreise (Basis 1982) eine automatische Anpassung erfolgen, d.h. sobald der Index 163.63 Punkte erreicht (159.6 Punkte Stand 1. Dezember 2012).

- Der durchschnittliche Koeffizient ist der einfache arithmetische Durchschnitt aus dem Total aller Koeffizienten, dividiert durch die Anzahl Gemeinden. Er ist nicht mit der Anzahl der Steuerzahler gewichtet.
- Die durchschnittliche Indexierung steigt von 133.26 auf 148.44%.
- Bei der früheren automatischen Indexierung im 2001 haben 74 von 160 Gemeinden die Indexierung um 10% angepasst.
- 4 Gemeinden erreichten 2001 das Maximum von 160%.
- Bei der jetzigen Indexierung haben 35 von 153 Gemeinden die Anpassung der Indexierung rückwirkend 1. Januar 2008 vorgenommen.
- 22 Gemeinden erreichen 2012 die maximale Indexierung von 170% (im 2010 waren es 13).

Une adaptation de l'indexation de 10% représente globalement sur les communes une diminution des recettes fiscales de 4.25% au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; en fonction de la structure (domiciliés, permis B, étrangers) et bien entendu des revenus des contribuables ainsi que des coefficients et indexations existantes, les diminutions s'échelonnent individuellement de 2.65 à 5.96% (simulation sur les taxations 2011).

Eine Anpassung der Indexierung um 10% bedeutet für die Gemeinden im Allgemeinen eine Verringerung um 4.25% der Steuereinnahmen bei den natürlichen Personen. Abhängig von der Struktur (Wohnbevölkerung, Ausweis B, Ausländer), vom Einkommen der Steuerzahler, vom Koeffizienten sowie von der geltenden Indexierung fallen die Verminderungen individuell mit 2.65 bis 5.96% aus (Simulation der Steuererhebung von 2011).

Taux pondéré	Nbre de com. 2012	Nbre de com. 2010	Nbre de com. 2004	Nbre d'hab. 2012	Nbre d'hab. 2010	Nbre d'hab. 2004	Pop. en % 2012	Pop. en % 2010	Pop. en % 2004
0.65 - 0.825	27	21	11	100'685	95'914	6'375	31.8	30.7	2.2
0.85 - 0.9	24	24	7	75'852	67'888	35'847	23.9	21.7	12.4
0.925 - 1	30	29	21	70'704	72'660	101'627	22.3	23.2	35.3
1.025 - 1.125	35	38	44	50'763	55'385	83'258	16.0	17.7	28.9
1.15 - 1.2	13	16	35	10'887	9'518	31'326	3.4	3.0	10.9
1.225 - 1.275	10	8	21	6'791	6'444	17'553	2.1	2.1	6.1
1.3 - 1.35	2	6	13	1'340	3'475	8'781	0.4	1.1	3.0
1.375 - 1.425	0	1	4	0	1'400	2'550	0.0	0.4	0.9
1.45 - 1.5	0	0	2	0	0	659	0.0	0.0	0.2
	141	143	158	317'022	312'684	287'976	100	100	100
Gewichteter Steuersatz	Anzahl Gemeinde 2012	Anzahl Gemeinde 2010	Anzahl Gemeinde 2004	Anzahl Einwohner 2012	Anzahl Einwohner 2010	Anzahl Einwohner 2004	Bev. in % 2012	Bev. in % 2010	Bev. in % 2004

L'utilisation de la notion de taux pondéré donne un éclairage différent de la pression fiscale dans le canton.

Die Anwendung des gewichteten Steuersatzes gibt der Steuerbelastung im Kanton eine andere Bedeutung.

Commentaires comparatifs de 2004 par rapport à 2012:

Kommentare zum Vergleich von 2012 mit 2004 :

- Le taux pondéré moyen baisse de 1.107 à 0.978
- 2 communes ou le 0.2% de la population se trouvaient en 2004 dans la catégorie du taux pondéré le plus élevé.
- Il n'y a plus aucune commune dans les deux dernières catégories.
- 11 communes ou le 2.2% de la population se trouvaient en 2004 dans la catégorie du taux pondéré le plus bas.
- 27 communes ou le 31.8% de la population s'y trouvent en 2012.
- 83 communes ou le 78.9% de la population se trouvaient en 2004 dans les catégories égales ou en dessous de la moyenne cantonale.
- 81 communes ou le 78.0% de la population s'y trouvent en 2011.

- Der durchschnittliche gewichtete Steuersatz fällt von 1.107 auf 0.978.
- Im Jahr 2004 befanden sich 2 Gemeinden oder 0.2% der Bevölkerung in der Kategorie des höchsten gewichteten Steuersatzes.
- In den letzten beiden Kategorien befinden sich keine Gemeinden mehr.
- 2004 waren 11 Gemeinden oder 2.2% der Bevölkerung in der Kategorie des tiefsten gewichteten Steuersatzes.
- 2012 befanden sich 27 Gemeinden oder 31.8% der Bevölkerung in dieser Kategorie.
- Im Jahr 2004 waren 83 Gemeinden oder 78.9% der Bevölkerung im kantonalen Durchschnitt oder darunter.
- 2011 waren 81 Gemeinden oder 78.0% der Bevölkerung in dieser Kategorie.

Moyenne

En 2012, pour l'ensemble des communes, le coefficient moyen était de 1.220

Comparaison avec les années précédentes

La comparaison avec les années précédentes montre que la pression fiscale liée aux effets conjugués et des baisses des coefficients d'impôt et des augmentations de l'indexation est en légère mais constante baisse.

Durchschnitt

Im Jahr 2012 lag der durchschnittliche Steuerkoeffizient aller Gemeinden bei 1.220.

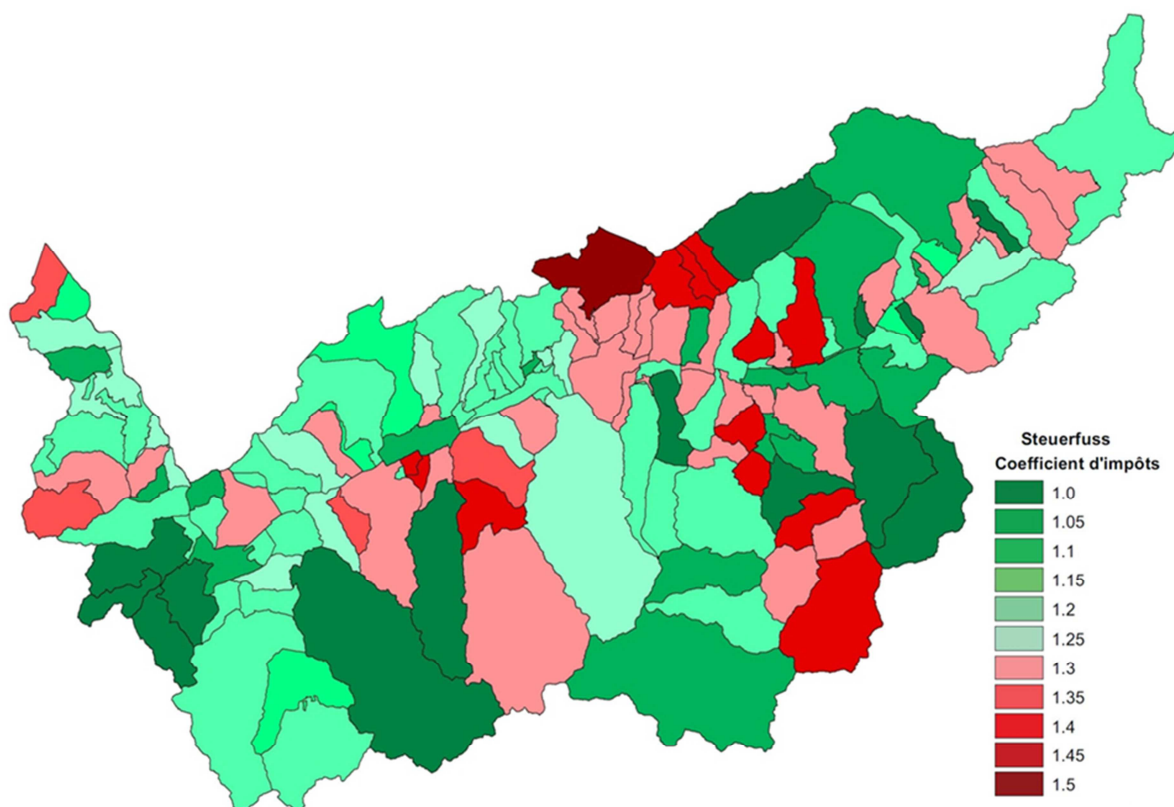
Vergleich mit den vorangegangenen Jahren

Der Vergleich mit den vorangegangenen Jahren zeigt, dass die Steuerlast durch die kombinierte Wirkung aus sinkendem Steuerkoeffizienten und steigender Indexierung leicht aber kontinuierlich abnimmt.

Années	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Jahr
Coefficient moyen	1.276	1.267	1.261	1.252	1.242	1.235	1.232	1.224	1.220	Koeffizient: Durchschnitt
Coefficient, médiane	1.3	1.3	1.25	1.25	1.25	1.2	1.2	1.2	1.2	Koeffizient: Mittelwert
Indexation moyenne	133.3%	133.9%	134.4%	135.6%	138.3%	145.1%	146.2%	147.9%	148.4%	Indexierung: Durchschnitt
Indexation, médiane	135.0%	135.0%	135.0%	140.0%	140.0%	145.0%	145.0%	150.0%	150.0%	Indexierung Mittelwert
Taux pondéré moyen	1.11	1.097	1.089	1.074	1.052	1.010	1.001	0.984	0.978	Gewichteter Steuersatz: Durchschnitt
Taux pondéré, médiane	1.125	1.1	1.1	1.075	1.05	1	1	1	1	Gewichteter Steuersatz: Mittelwert

Carte : Coefficient d'impôt appliqué en 2012

Karte : Angewendete Steuerkoeffizient 2012



4.8 Choix des indicateurs financiers - rappel

Les communes ne peuvent plus ignorer l'emploi des indicateurs comme instrument de gestion et de décision. Ils sont devenus une variable significative pour leur direction financière ; ils font apparaître des tendances et soutiennent les autorités communales dans l'élaboration de leur politique financière. Pour notre canton, le calcul des cinq indicateurs suivants a été harmonisé pour l'ensemble des communes municipales :

- Degré d'autofinancement
- Capacité d'autofinancement
- Taux des amortissements ordinaires
- Endettement net par habitant
- Taux du volume de la dette brute

Les communes municipales sont tenues d'utiliser, ad minima, ces cinq indicateurs financiers harmonisés pour évaluer leur situation financière.

Les indicateurs : degré d'autofinancement, capacité d'autofinancement et taux du volume de la dette brute sont recommandés par la Conférence des Autorités Cantonales de Surveillance des Finances Communales (CACSCF). Les données relatives aux communes des autres cantons suisses sont disponibles sur le journal « Info » de la CACSCF à l'adresse www.kkag-cacsfc.ch.

4.9 Collecte des données - rappel

Les cinq indicateurs harmonisés indiqués précédemment sont établis puis transmis au canton par les communes elles-mêmes. De plus, ils doivent être intégrés dans la brochure des comptes communaux de façon obligatoire. Ainsi, ces indicateurs deviennent une référence et leur publication dans les comptes permet au canton de pouvoir collecter les données nécessaires à une évaluation globale de manière simple et efficace. Afin d'assurer la standardisation de la présentation et du calcul des indicateurs, des formulaires standards, sous formes de tableaux Excel, ont été transmis aux communes.

Sauf précision contraire, les évaluations portent sur les chiffres provenant des comptes indicateurs communaux 2012 des communes. Par contre, il est important de préciser :

- que les comptes 2012 se bouclent au 31.12.2012
- que la population au 31.12.2012 n'est officialisée par l'Office fédéral de la statistique qu'à la fin août 2013
- qu'ainsi les indicateurs utilisent la population STATPOP N-1. Ainsi par exemple, l'endettement net par habitant est calculé sur la base de la population au 31.12.2011.

4.8 Auswahl der Finanzkennzahlen – zur Erinnerung

Die Gemeinden dürfen die Anwendung von Kennzahlen als Verwaltungs- und Entscheidungsinstrument nicht mehr ignorieren. Diese sind wichtige Faktoren für die Verwaltung der Finanzen geworden; sie zeigen Tendenzen auf und unterstützen die Gemeindebehörden bei der Erarbeitung ihrer Finanzpolitik. Bei allen Gemeinden im Kanton Wallis wird die Berechnung der nachfolgenden fünf Finanzkennzahlen einheitlich angewendet:

- Selbstfinanzierungsgrad
- Selbstfinanzierungskapazität
- Ordentlicher Abschreibungssatz
- Nettoschuld pro Kopf
- Brutto-Schuldenvolumenquote

Die Munizipalgemeinden sind angehalten, mindestens diese 5 vereinheitlichten Finanzkennzahlen anzuwenden, um ihre finanzielle Situation zu beurteilen.

Die Konferenz der Kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen (KKAG) empfiehlt die Kennzahlen Selbstfinanzierungsgrad, Selbstfinanzierungskapazität und Brutto-Schuldenvolumenquote. Die Angaben zu den Gemeinden der übrigen Kantone finden Sie im Bulletin « info » der KKAG oder auf der Internetseite www.kkag-cacsfc.ch.

4.9 Datenerfassung – zur Erinnerung

Die fünf vorgenannten, vereinheitlichten Finanzkennzahlen werden von den Gemeinden ermittelt und anschliessend dem Kanton zugestellt. Im Weiteren sind die Kennzahlen zwingend in die Gemeinderechnung zu integrieren. So entwickeln sich diese Finanzkennzahlen zu einer Bezugsgrösse und ihre Veröffentlichung in den Gemeinderechnungen ermöglicht es dem Kanton, die notwendigen Daten zu sammeln und auf einfache und wirksame Weise eine Gesamtbeurteilung vorzunehmen. Um eine Vereinheitlichung bei der Rechnungslegung und bei der Berechnung der Finanzkennzahlen zu gewährleisten, wurden den Gemeinden standardisierte Excel-Tabellen zugestellt.

Sofern nichts anderes angegeben ist, stammen die Auswertungen aus den Finanzkennzahlendateien der Gemeinderechnungen 2012. Es ist jedoch zu beachten :

- dass die Rechnung 2012 am 31.12.2012 schliesst
- dass das Bundesamt für Statistik die Einwohnerzahl per 31.12.2012 nicht vor Ende August 2013 veröffentlicht
- dass dadurch die Kennzahlen die Einwohnerzahl STATPOP N-1 verwenden. So wird beispielsweise die Nettoschuld pro Kopf auf der Grundlage der Bevölkerung per 31.12.2011 berechnet.

4.10 Difficultés et limites liées à l'élaboration d'indicateurs harmonisés - rappel

Pour évaluer les communes, il convient en premier lieu de rendre comparables les résultats de la comptabilité financière. Pour ce faire, l'instauration d'un plan comptable harmonisé ainsi que son application conséquente sont les conditions de base absolues et indispensables. L'introduction du modèle comptable harmonisé (MCH) avec le budget 2006 améliore la qualité de l'information, même si son application reste tributaire de pratiques comptables hétérogènes. Mentionnons uniquement la question des pratiques d'amortissements, de dotation aux provisions, de définition de l'investissement, de l'utilisation des comptes à financement spéciaux ou encore de la délimitation entre patrimoine financier et administratif.

Or, avec l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2004, de la loi sur les communes (LCo) du 5 février 2004 et de l'ordonnance sur la gestion financière des communes (Ofinco) du 16 juin 2004, l'introduction et l'utilisation d'un modèle comptable harmonisé pour les communes sont devenues obligatoires (art. 75 al. 3 LCo).

En application de ces dispositions, un plan comptable harmonisé, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 juillet 2005, a été élaboré et remis aux communes municipales. Ainsi, celles-ci doivent établir leurs états financiers en se basant sur la nouvelle codification comptable.

De plus, afin de faciliter l'introduction de ce nouveau plan comptable, une application informatique ad hoc, contenant dite codification comptable et permettant une recherche active sur les natures, les fonctions, les définitions et les exemples, a également été transmise aux communes municipales.

D'autre part, il y a lieu de garder à l'esprit qu'une évaluation basée uniquement sur des indicateurs financiers ne renseigne que partiellement sur la situation d'une commune. Ces indicateurs ne renseignent en rien sur les causes de la bonne ou de la mauvaise santé financière d'une commune. Cette situation peut être due à des facteurs exogènes, géographiques, démographiques, économiques - ou endogènes comme la politique financière et/ou d'investissement menée par les communes.

Finalement, ces indicateurs n'incluent pas une analyse de la qualité des infrastructures publiques ou une analyse des prestations publiques offertes à la population. Une commune peut ainsi apparaître en bonne santé financière et parallèlement souffrir d'un retard d'équipement ou de prestations publiques déficientes.

4.10 Schwierigkeiten und Grenzen bei der Erarbeitung von vereinheitlichten Finanzkennzahlen – zur Erinnerung

Um die Gemeinden zu beurteilen, müssen als Erstes die Resultate der Finanzbuchhaltung vergleichbar gemacht werden. Dazu benötigt es einen einheitlichen Kontenplan, dessen konsequente Einhaltung eine zwingende Voraussetzung ist. Mit der Erarbeitung des Budgets 2006 wurde das harmonisierte Rechnungsmodell HRM eingeführt, wodurch sich in der Folge die Qualität der Informationen merklich verbessert hat. Ihre Abhängigkeit von den unterschiedlichen Buchungspraktiken bleibt jedoch bestehen. Erwähnt seien die Fragen betreffend die Abschreibungspraxis, die Bildung von Rückstellungen, die Definition von Investitionen, die Anwendung der Spezialfinanzierungskonten oder die Abgrenzung zwischen Finanz und Verwaltungsvermögen.

Mit Inkrafttreten per 1. Juli 2004 des Gemeindegesetzes (GemG) vom 5. Februar 2004 sowie der Verordnung betreffend die Führung des Finanzhaushaltes der Gemeinden (VFFG) vom 16. Juni 2004 wurde für die Gemeinden die Einführung und Anwendung eines einheitlichen Rechnungsmodells obligatorisch (Art. 75 Abs. 3 GemG).

In Anwendung dieser Bestimmungen wurde ein einheitlicher Kontenplan, genehmigt vom Staatsrat am 6. Juli 2005, erarbeitet und den Munizipalgemeinden übergeben. Diese haben ihren Finanzhaushalt auf der Grundlage dieser neuen Buchhaltungsrichtlinien darzulegen.

Damit den Munizipalgemeinden die Einführung des neuen Kontenplans erleichtert werden konnte, wurde eine Informatik-Lösung bereitgestellt, welche die genannten Konten-Nummerierung beinhaltet und eine Suche nach Arten, Funktionen, Definitionen und Beispielen ermöglicht.

Es sei allerdings erwähnt, dass eine Beurteilung ausschliesslich auf der Grundlage der Finanzkennzahlen nur eine teilweise Auskunft über die wahre, finanzielle Situation einer Gemeinde vermittelt. Die Kennzahlen geben keine Auskunft über die Ursachen der guten oder schlechten Finanzlage einer Gemeinde. Diese kann durch exogene (geographische, demographische oder wirtschaftliche) oder auch durch endogene Faktoren (Finanz- und Investitionspolitik der Gemeinde) verursacht sein.

Schliesslich beinhalten die Kennzahlen keine Analyse hinsichtlich Qualität der öffentlichen Infrastruktur oder der öffentlichen Leistungen, die der Bevölkerung angeboten werden. Eine Gemeinde kann eine gute Finanzlage ausweisen und andererseits einen Nachholbedarf bei der Infrastruktur oder ein Manko an öffentlichen Leistungen haben.

4.11 Degré d'autofinancement

Description

Le degré d'autofinancement de l'investissement net est un indicateur classique d'appréciation de la situation financière communale bien qu'il puisse varier fortement d'une année à l'autre. Il répond à la question de savoir dans quelle mesure les investissements ont été financés par des ressources propres.

Question examinée

Dans quelle mesure les investissements nets des communes ont-ils été autofinancés en 2012 ?

Commentaire

C'est avant tout la comparaison sur plusieurs années qui montre si les investissements peuvent être assumés financièrement. Le degré d'autofinancement exprime un nouvel endettement s'il est inférieur à 100 pour cent, et un désendettement s'il est supérieur à 100 pour cent.

Formule

$$\text{Degré d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Investissements nets}}$$

4.11 Selbstfinanzierungsgrad

Ausgangslage

Der Selbstfinanzierungsgrad der Nettoinvestitionen ist eine klassische Kennzahl für die Abschätzung der finanziellen Situation einer Gemeinde, selbst wenn dieser von Jahr zu Jahr stark variieren kann. Er gibt Auskunft, in welchem Ausmass die Investitionen durch eigene Mittel finanziert wurden.

Fragestellung

In welchem Ausmass wurden die Nettoinvestitionen im Jahre 2012 selbstfinanziert?

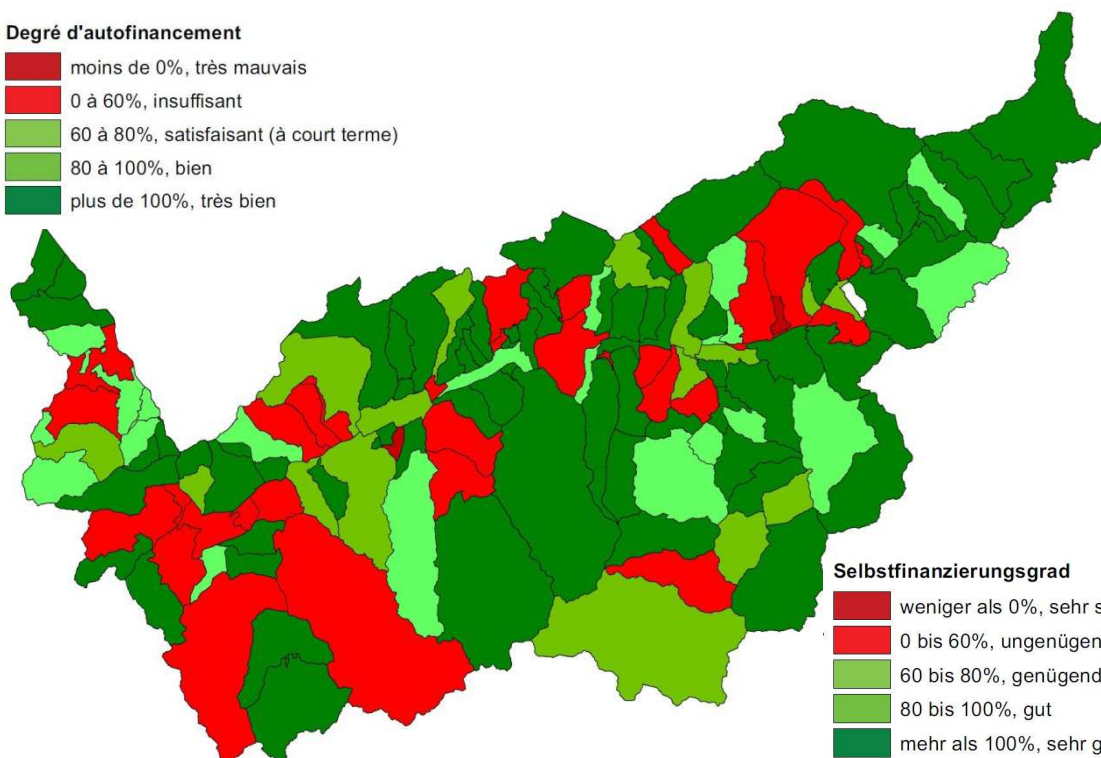
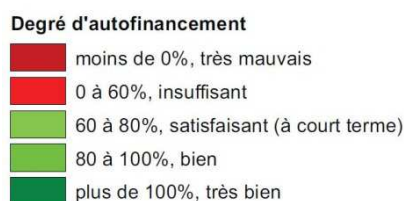
Kommentar

Vor allem der Vergleich über mehrere Jahre zeigt auf, ob die getätigten Investitionen aus finanzieller Sicht zu hoch waren. Der Selbstfinanzierungsgrad bedeutet eine Neuverschuldung, wenn er tiefer als 100 % ist, und eine Entschuldung, wenn er höher als 100 % ist.

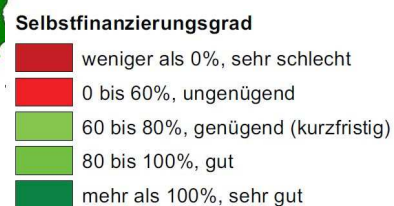
Formel

$$\text{Selbstfinanzierungsgrad} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Nettoinvestitionen}}$$

Carte : degré d'autofinancement 2012



Carte: Selbstfinanzierungsgrad 2012



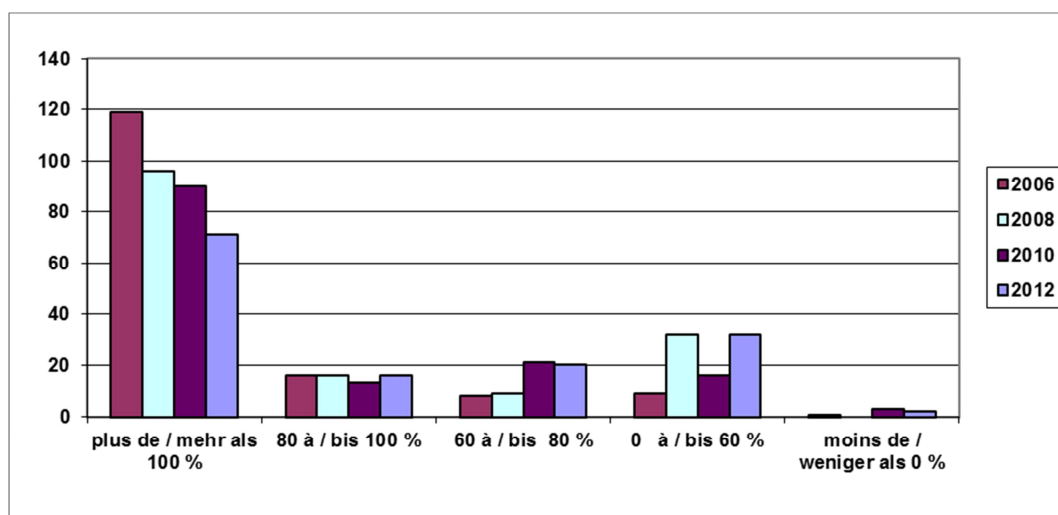
Evolution du degré d'autofinancement

Entwicklung des Selbstfinanzierungsgrads

	2006	2008	2010	2012
Min / Min	-19.7%	8.7%	-42.3%	-21.3%
Max / Max	3833.6%	13183.6%	1588.5%	1014.4%
Consolidé / Konsolidiert	146.7%	111.5%	105.4%	76.3%
Médiane / Mittel	174.5%	120.1%	127.2%	99.6%

Fréquence de répartition de l'évolution du degré d'autofinancement selon le nombre de communes pour les années 2006-2012

Entwicklung von 2006 bis 2012 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden beim Selbstfinanzierungsgrad



Commentaire

- La commune en blanc enregistre un investissement négatif ce qui se traduit bien entendu par un désendettement.
- Le numérateur représenté par l'autofinancement enregistre avec à peine plus de Fr. 342 millions la plus faible marge sur la période analysée.
- Les investissements nets que nous trouvons au dénominateur ont explosé à plus de Fr. 449 millions, record absolu.
- L'activité d'investissement est exceptionnelle.
- Sur la période analysée, la valeur consolidée du degré d'autofinancement plonge pour la première fois en dessous de la valeur idéale de 100%.
- La valeur médiane (valeur qui permet de partager une série numérique en 2 parties de même nombre d'éléments, elle est plus parlante que la moyenne puisqu'elle échappe à l'influence des valeurs extrêmes) de l'indicateur évolue en parallèle à la valeur consolidée mais reste très proche de la barre des 100%.

Kommentar

- Bei in weiss erscheinenden Gemeinden ist die Nettoinvestition negativ, was eine Entschuldung bedeutet.
- Die Selbstfinanzierungsmarge im Zähler der Formel ist mit knapp über Fr. 342 Mio. die tiefste im analysierten Zeitraum.
- Die Nettoinvestitionen im Nenner sind äusserst stark auf Fr. 449 Mio. angestiegen, ein absoluter Rekord.
- Die Investitionstätigkeit ist ausserordentlich.
- Im analysierten Zeitraum ist der konsolidierte Wert beim Selbstfinanzierungsgrad erstmals unter die Idealmarke von 100% abgerutscht.
- Der Mittelwert dieser Kennzahl entwickelt sich in ähnlicher Weise, bleibt aber nahe bei 100% (der Mittelwert trennt eine Zahlenreihe in zwei gleiche Blöcke und ist aussagekräftiger als der Durchschnittswert, da die Extremwerte keinen Einfluss haben).

- Historiquement, le degré d'autofinancement moyen consolidé pour la période de 1987 à 1996 était de 62.92% pour des investissements nets moyens annuels de Fr. 234 millions. L'année 1992 enregistre un plancher avec 35.51%. Ce trend s'est prolongé jusqu'en l'an 2000, 1999 excepté. 2001 marque le début d'un nouveau cycle. Dès cette date, le degré d'autofinancement moyen consolidé a toujours dépassé la barre de 100% avec un pic en 2004 au-dessus de 200%. La période décennale 1997 à 2006 est marquée par des investissements un peu plus faibles de Fr. 171 millions en moyenne annuelle. Ces différents constats sont à mettre en relation avec l'analyse de l'évolution de l'endettement net par habitant.
- Les sources des données de l'historique proviennent de l'Administration cantonale des finances – Analyse financière des 10 dernières années.
- En 2012, 71 communes se désendettent alors qu'elles étaient 119 en 2006 à le faire.
- 34 communes se trouvent dans la catégorie insuffisant en 2012 ; elles étaient 10 en 2006.
- 2012 enregistre 2 communes dans la catégorie « très mauvais » alors qu'il y en avait une en 2006.
- Rückblickend auf den Zeitraum von 1987 bis 1996 lag der konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad durchschnittlich bei 62.92% mit jährlichen Nettoinvestitionen von durchschnittlich Fr. 234 Mio. Das Jahr 1992 verzeichnete einen Tiefststand von 35.51%. Dieser Trend hielt sich bis ins Jahr 2000, ausgenommen 1999. Ab 2001 begann ein neuer Zyklus. Der durchschnittliche konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad hat seitdem immer 100% übertroffen; mit einem Spitzenwert von über 200% im 2004. Die 10 Jahre von 1997 bis 2006 waren gekennzeichnet durch jährliche Nettoinvestitionen von durchschnittlich knapp Fr. 171 Mio. Diese verschiedenen Ergebnisse zeigen sich in der Entwicklung der Pro-Kopf-Verschuldung.
- Die Quellen der Angaben stammen von der Kantonalen Finanzverwaltung – Finanzanalyse der letzten 10 Jahre.
- Im 2012 haben 71 Gemeinden die Verschuldung reduziert; im 2006 waren es 119.
- 34 Gemeinden befinden sich 2012 in der Kategorie „ungenügend“; im 2006 waren es 10.
- Im 2012 sind 2 Gemeinden in der Kategorie „sehr schlecht“; im 2006 befand sich eine in dieser Kategorie.

Répartition de l'évolution du degré d'autofinancement selon la population pour les années 2011-2012

Degré d'autofinancement 2011		
Population	% population	Appréciation
2984	1.0%	invest. négatifs
181'208	58.0%	très bien
69'317	22.2%	bien
35'742	11.4%	satisfaisant
23'169	7.4%	insuffisant
264	0.1%	très mauvais

>= 100%
80% =< 100%
60% =< 80%
0% =< 60%
< 0%

Entwicklung 2011-2012 des Selbstfinanzierungsgrades bezogen auf die Bevölkerung

Selbstfinanzierungsgrad 2012		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
neg. Invest.	0.0%	33
sehr gut	34.3%	108'745
gut	22.2%	70'536
genügend	16.4%	51'938
ungenügend	26.9%	85'193
sehr schlecht	0.2%	577

Commentaire

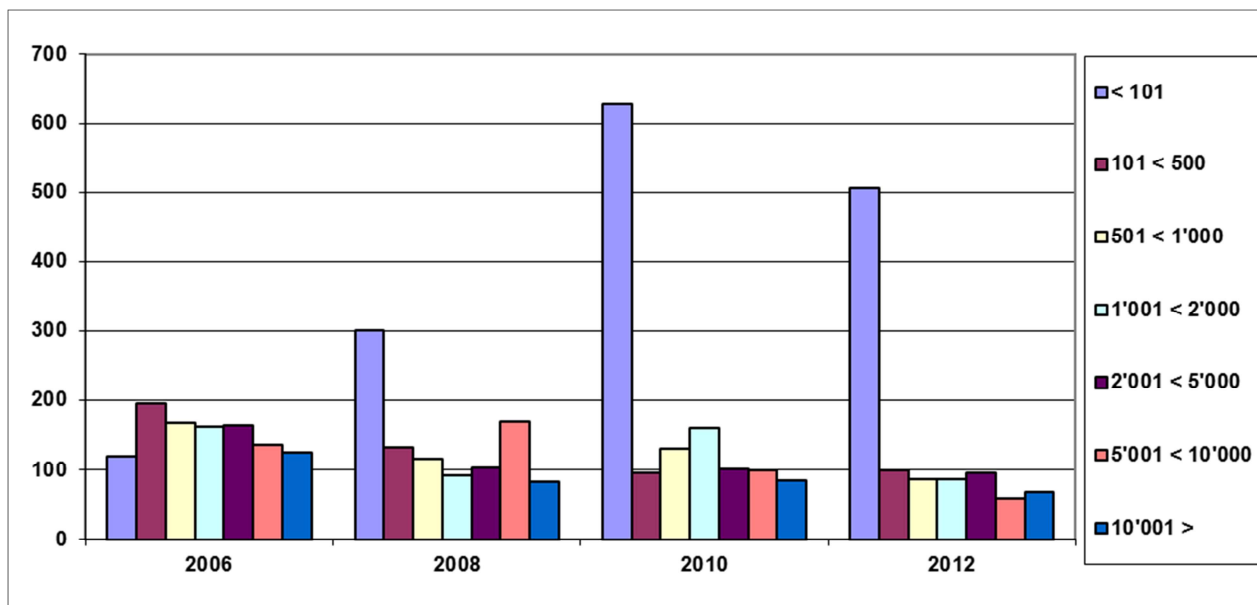
- En 2012 (2011), 72.9% (92.5%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « très bien et satisfaisant ».
- En 2012 (2011), 27.1% (7.5%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « insuffisant et mauvais ».
- Les ressources propres n'ont pas été suffisantes pour financer le volume record des investissements. Le citoyen s'est ainsi endetté au travers des comptes des communes mais devrait, par contre, pouvoir bénéficier de nouvelles infrastructures, respectivement d'infrastructures renouvelées.

Kommentar

- Im 2012 (2011) wohnten 72.9% (92.5%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „sehr gut“ und „genügend“.
- Im 2012 (2011) wohnten 27.1% (7.5%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „ungenügend“ und sehr „schlecht“.
- Die selbsterarbeiteten Mittel waren nicht ausreichend, um das Rekordvolumen an Investitionen zu finanzieren. Bezogen auf die Gemeinderechnung hat sich der Bürger verschuldet, jedoch wird er andererseits wohl von neuer bzw. erneuerter Infrastruktur profitieren können.

Evolution du degré d'autofinancement selon la taille des communes

Entwicklung des Selbstfinanzierungsgrades bezogen auf die Gemeindegrösse



Commentaire sur les années analysées

- L'évolution baissière de la courbe de la valeur de l'indicateur, soit une péjoration de l'appréciation est constatée dans tous les types de commune à l'exception des collectivités dont la population est inférieure à 101 habitants.
- Si en 2006 toutes les catégories étaient encore appréciées « très bien », soit au-dessus de 100%, c'est-à-dire avec un désendettement à la clé, en 2012, 6 sur 7 catégories se retrouvent en-dessous de cette barrière et exprime un nouvel endettement.
- Les communes du type 5'001 > 10'000 habitants enregistrent la plus faible valeur avec une appréciation « insuffisant » soit juste en dessous de la barrière des 60% ; ces valeurs traduisent un important volume d'investissement lié à la construction de nouvelles infrastructures, respectivement à la mise à jour de celles existantes pour faire face à l'accroissement de la population.
- Les communes du type < 101 habitants enregistrent la meilleure valeur avec l'appréciation maximum « très bien » et ce très largement au-dessus du plancher de 100% ; elles prennent ici le contrepied de leurs consœurs précitées et traduisent éventuellement une diminution de la population et donc des besoins en infrastructure.

Kommentar zum analysierten Zeitraum

- Der Abwärtstrend der Kennzahlenkurve und damit die Verschlechterung bei der Bewertung sind in allen Gemeindekategorien festzustellen, mit Ausnahme der Kategorie unter 101 Einwohner.
- Waren im 2006 noch alle Kategorien mit „sehr gut“ bewertet und lagen diese demnach über 100%, was einer Entschuldung gleichkommt, befinden sich 6 von 7 Kategorien im 2012 unter dieser Grenze und haben eine Neuverschuldung zu verzeichnen.
- Die Gemeinden mit einer Einwohnerzahl zwischen 5'001 bis 10'000 verzeichnen mit der Bewertung „ungenügend“ den schwächsten Wert. Sie liegen unter der Grenze von 60%. Diese Werte sind auf ein beachtliches Investitionsvolumen in neue Infrastrukturanlagen oder in die Erneuerung bestehender Anlagen zurückzuführen, um das Bevölkerungswachstum bewältigen zu können.
- Die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern erreichen bei mehrheitlich deutlich über 100% die Maximalbewertung von „sehr gut“. Sie zeigen ein gegenteiliges Bild im Vergleich zu den anderen Kategorien. Dies könnte möglicherweise ein Zusammenhang haben mit einer rückläufigen Bevölkerungszahl und mit einem verminderten Infrastrukturbedarf.

4.12 Capacité d'autofinancement

Description

La capacité d'autofinancement renseigne sur la capacité financière de la commune. Plus elle est importante, et plus les possibilités de diminuer l'endettement ou de réaliser des investissements et d'en supporter les coûts induits augmentent.

Question examinée

Sur cent francs encaissés (revenus du compte fonctionnement), combien de francs restent à disposition pour financer les investissements voir rembourser les dettes?

Commentaire

75 communes présentent une excellente capacité d'autofinancement, à savoir supérieure à 20%.

Formule

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

4.12 Selbstfinanzierungskapazität

Ausgangslage

Die Selbstfinanzierungskapazität gibt Auskunft über die Finanzkraft einer Gemeinde. Je höher sie ist, desto besser sind die Möglichkeiten, die Verschuldung zu verringern oder Investitionen zu realisieren und die entstandenen Kosten zu bewältigen.

Fragestellung

Wie viel bleibt von 100 einkassierten Franken (Finanzertrag der Laufenden Rechnung) übrig, um die Investitionen zu finanzieren, respektive die Schulden zu tilgen?

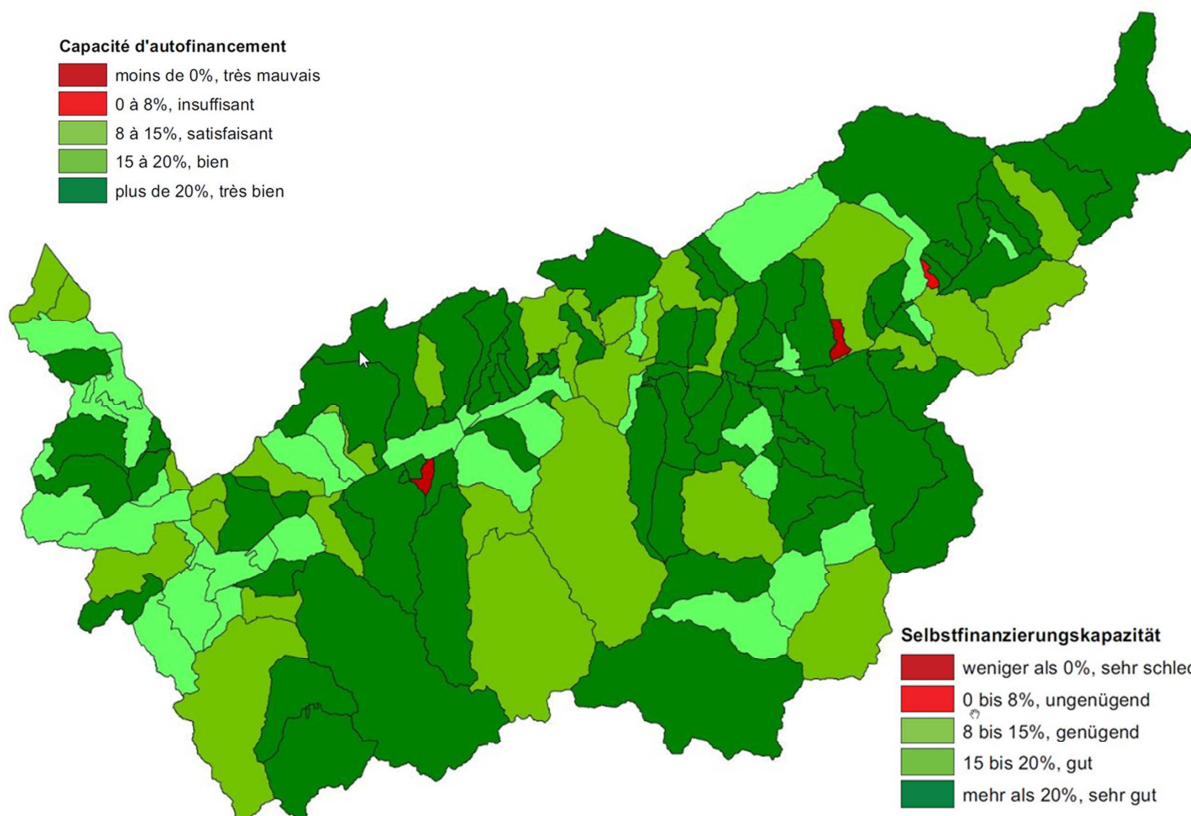
Kommentar

75 Gemeinden zeigen eine ausgezeichnete Selbstfinanzierungskapazität, d.h. über 20 %.

Formel

$$\text{Selbstfinanzierungskapazität} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

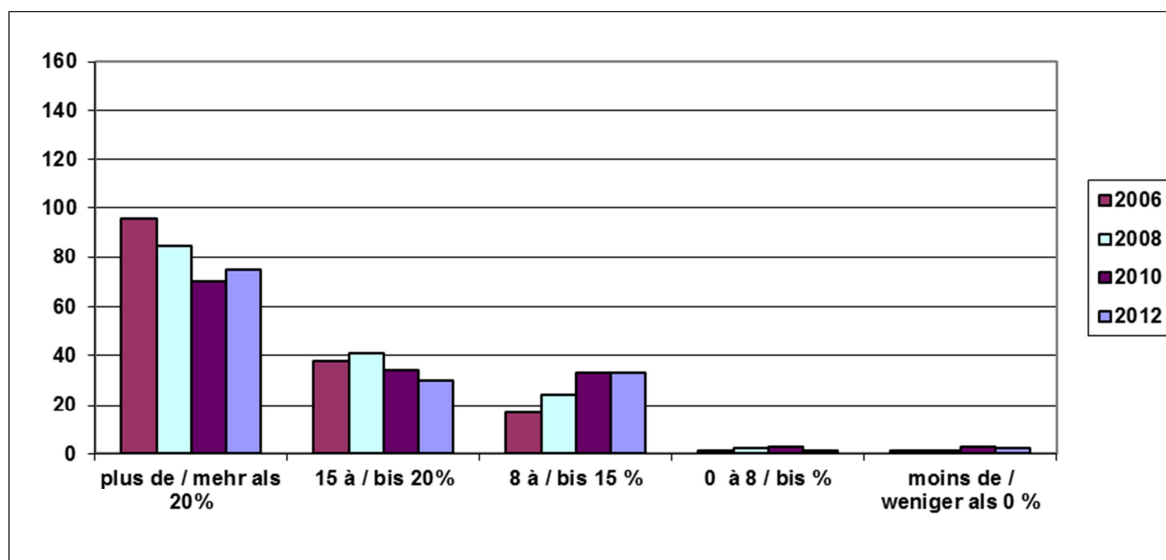
Carte : capacité d'autofinancement 2012



	2006	2008	2010	2012
Min / Min	-8.1%	-3.3%	-51.3%	-16.9%
Max / Max	59.8%	64.8%	60.0%	60.8%
Consolidé / Konsolidiert	22.2%	21.9%	19.8%	19.2%
Médiane / Mittel	22.4%	21.3%	19.8%	20.9%

Fréquence de répartition de l'évolution de la capacité d'autofinancement selon le nombre de communes pour les années 2006-2012

Entwicklung von 2006 bis 2012 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Selbstfinanzierungskapazität



Commentaire

- Le numérateur représenté par l'autofinancement enregistre avec à peine plus de Fr. 342 millions la plus faible marge sur la période analysée.
- Les revenus financiers que nous retrouvons au dénominateur dégringolent de près de Fr. 200 millions par rapport à l'année record de 2011 marquée il est vrai par les revenus extraordinaires (Fr. 86 millions) liés aux aménagements hydro-électriques du Nant de Drance.
- Sur la période analysée, la valeur consolidée de la capacité d'autofinancement continue de flirter avec l'appréciation très bien des 20% dans une tendance baissière.
- La valeur médiane de l'indicateur suit approximativement une évolution identique.

Kommentar

- Die Selbstfinanzierungsmarge im Zähler der Formel ist mit knapp über Fr. 342 Mio. die tiefste im analysierten Zeitraum.
- Der Finanzertrag (im Nenner der Berechnungsformel) ist gegenüber 2011 um nahezu Fr. 200 Mio. zurückgegangen. Dieser markante Rückgang steht im Zusammenhang mit dem ausserordentlichen Ertrag aus dem Kraftwerk Nant de Drance (Fr. 86 Mio.).
- Der konsolidierte Wert der Selbstfinanzierungskapazität bewegt sich im analysierten Zeitraum weiterhin im Bewertungsbereich sehr gut (20%), mit leicht sinkender Tendenz.
- Praktisch gleich entwickelt sich der Mittelwert dieser Kennzahl.

- Historiquement, la capacité d'autofinancement moyenne consolidée pour la période de 1987 à 1996 était de 14.77% avec toujours pour l'année 1992 une valeur plancher à 10.14%. Cette évolution s'est poursuivie jusqu'en 2003. Dès 2004, la capacité d'autofinancement a toujours dépassé la barre de 20% avec un pic en 2004 à 23.7%. La période décennale 1997 à 2006 enregistre une capacité d'autofinancement moyenne consolidée de 18.68%
- En 2012, 75 communes dégagent un résultat supérieur à 20% ; elles étaient 96 en 2006.
- 3 communes se trouvent dans les appréciations « insuffisant et très mauvais » en 2012 ; il y en avait une seule en 2006.
- Rückblickend auf den Zeitraum von 1987 bis 1996 lag die konsolidierte Selbstfinanzierungskapazität durchschnittlich bei 14.77% mit wiederum einem Tiefststand von 10.14% im Jahr 1992. Diese Entwicklung hielt an bis 2003. Ab 2004 hat die Selbstfinanzierungskapazität die Hürde von 20% immer übertrafen; mit einem Spitzenwert von über 23.7% im Jahr 2004. Die konsolidierte Selbstfinanzierungskapazität lag in den 10 Jahren von 1997 bis 2006 bei durchschnittlich 18.68%.
- Im 2012 erreichen 75 Gemeinden einen Wert von über 20%; im 2006 waren es 96.
- 3 Gemeinden erhalten im 2012 die Bewertung „ungenügend“ und „sehr schlecht“; im 2006 gab es nur eine Gemeinde.

Répartition de l'évolution de la capacité d'autofinancement selon la population pour les années 2011-2012

Capacité d'autofinancement 2011		
Population	% population	Appréciation
124'654	39.9%	très bien
71'853	23.0%	bien
108'694	34.8%	satisfaisant
7'219	2.3%	insuffisant
264	0.1%	très mauvais

Entwicklung 2011-2012 der Selbstfinanzierungskapazität bezogen auf die Bevölkerung

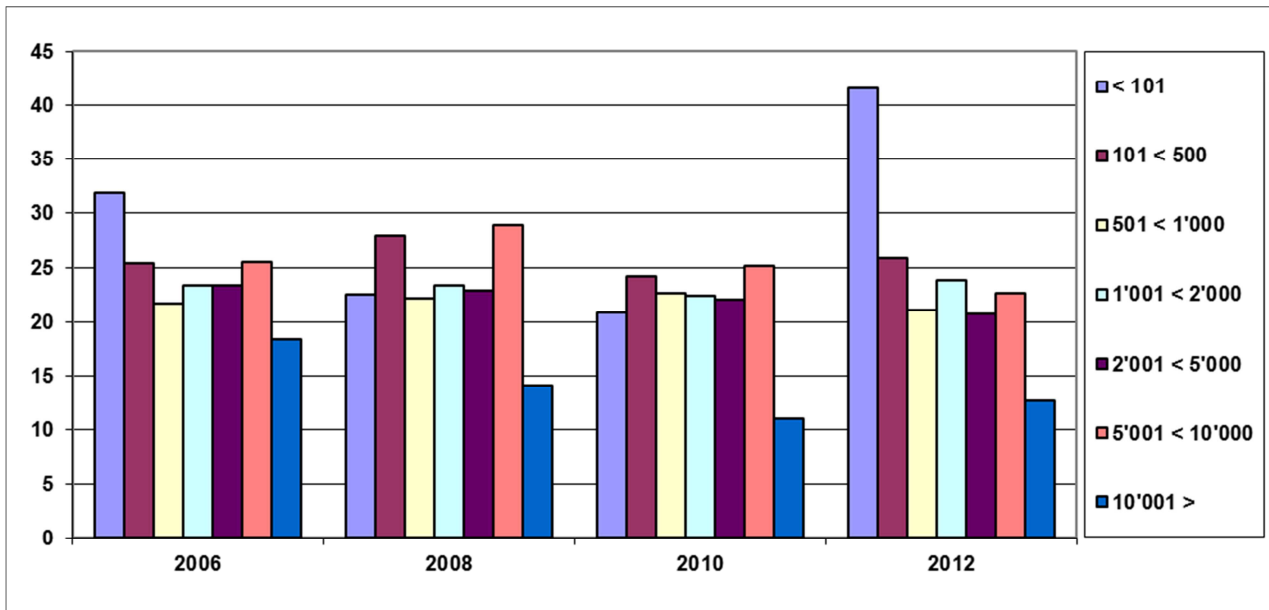
Selbstfinanzierungskapazität 2012		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
sehr gut	43.8%	138'782
gut	16.4%	52'057
genügend	39.6%	125'587
ungenügend	0.0%	19
sehr schlecht	0.2%	577

Commentaire

- En 2012 (2011), 99.8% (97.6%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « très bien et satisfaisant ».
- En 2012 (2011), 0.2% (2.4%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « insuffisant et très mauvais ».
- La situation est stable à un bon niveau d'appréciation.

Kommentar

- Im 2012 (2011) wohnten 99.8% (97.6%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „sehr gut“ und „genügend“.
- Im 2012 (2011) wohnten 0.2% (2.4%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „ungenügend“ und „sehr schlecht“.
- Die Situation verhält sich stabil auf einem guten Bewertungsniveau.



Commentaire sur les années analysées

- Nous constatons une certaine stabilité dans l'évolution de la valeur de l'indicateur.
- En 2006 tout comme en 2012, la catégorie > 10'001 habitants est la seule catégorie dont l'indicateur n'est pas apprécié « très bien » ; la valeur dégringole même dans l'appréciation « satisfaisant » en 2012.
- Les communes du type > 10'001 habitants enregistrent la plus faible valeur avec une appréciation « satisfaisant » mais reste néanmoins dans le vert.
- Les communes du type < 101 habitants enregistrent la meilleure valeur avec l'appréciation maximum « très bien » avec une marge de manœuvre considérable par rapport au plancher de 20% de dite appréciation.

Kommentar zum analysierten Zeitraum

- Bei der Entwicklung dieser Kennzahl stellen wir eine gewisse Stabilität fest.
- Im 2012 wie bereits seit 2006 ist es die Kategorie über 10'001 Einwohner, welche bei dieser Kennzahl nicht mit „sehr gut“ bewertet wird. Der Wert bewegt sich im 2012 sogar hin zum Bereich „genügend“.
- Die Gemeinden mit über 10'001 Einwohner verzeichnen den schwächsten Wert. Trotz Bewertung „genügend“ bleiben sie im grünen Bereich.
- Den besten Wert mit der Maximalbewertung „sehr gut“ erreichen die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern. Der Spielraum bis zur Untergrenze dieser Bewertung (20%) ist beachtlich.

4.13 Taux des amortissements ordinaires

Description

Les communes sont tenues d'amortir leur patrimoine administratif (PA) non rentable. Cette obligation vise en premier lieu à garantir un autofinancement suffisant afin d'éviter un endettement excessif. Une commune qui n'amortit pas assez, ou pas suffisamment, son PA ne remplit pas une tâche essentielle en matière de politique financière.

Question examinée

Quels furent les taux des amortissements ordinaires pratiqués dans les communes en 2012 ?

Commentaire

Depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales en 2004, aucune dérogation au taux minimum d'amortissement légal n'a été accordée par le département.

Formule

$$\text{Taux d'amortissement} = \frac{\text{Amortissements} \times 100}{\text{Patrimoine administratif}}$$

4.13 Ordentliche Abschreibungssatz

Ausgangslage

Die Gemeinden sind angehalten, ihr nicht rentables Verwaltungsvermögen (VV) zu amortisieren. Diese Pflicht zielt in erster Linie darauf ab, eine genügende Selbstfinanzierung zu garantieren und damit eine übermässige Verschuldung zu verhindern. Eine Gemeinde, welche ihr VV ungenügend abschreibt, erfüllt ihre Hauptaufgaben in Sachen Finanzpolitik nicht.

Fragestellung

Welche ordentlichen Abschreibungssätze haben die Gemeinden im Jahre 2012 angewandt?

Kommentar

Seit dem Inkrafttreten der neuen gesetzlichen Bestimmungen im 2004 hat das Parlament keine Abweichungen zu den gesetzlichen Mindest-abschreibungen eingewilligt.

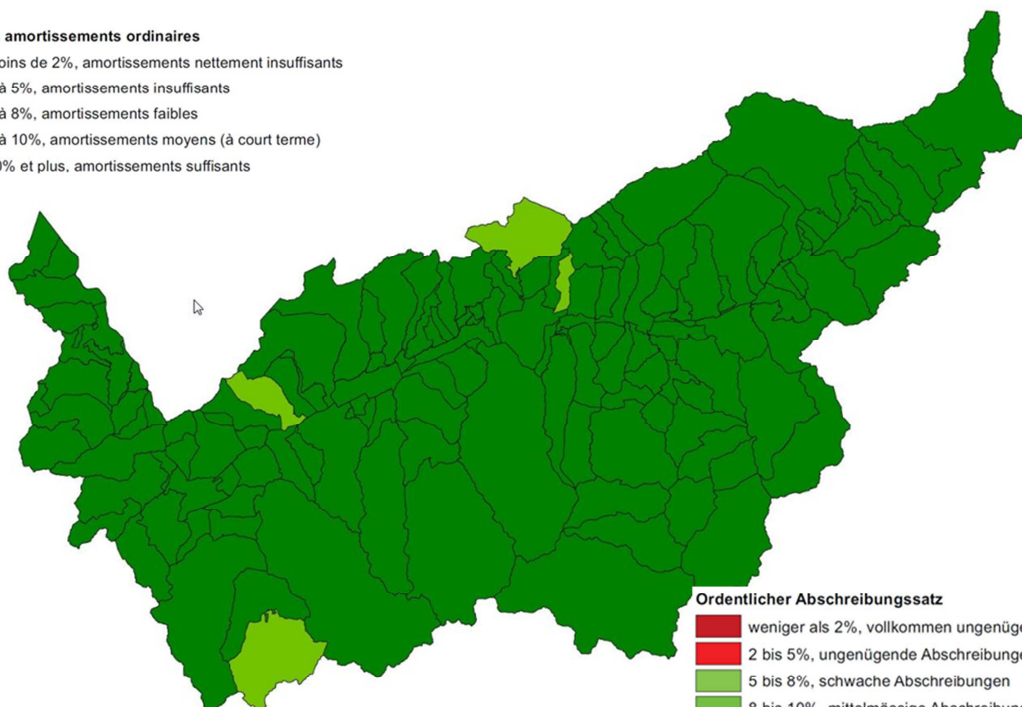
Formel

$$\text{Abschreibungssatz} = \frac{\text{Abschreibungen} \times 100}{\text{Verwaltungsvermögen}}$$

Carte : Taux des amortissements 2012.

Taux des amortissements ordinaires

- moins de 2%, amortissements nettement insuffisants
- 2 à 5%, amortissements insuffisants
- 5 à 8%, amortissements faibles
- 8 à 10%, amortissements moyens (à court terme)
- 10% et plus, amortissements suffisants



Karte: Ordentliche Abschreibungssätze 2012

Ordentlicher Abschreibungssatz

- weniger als 2%, vollkommen ungenügende Abschreibungen
- 2 bis 5%, ungenügende Abschreibungen
- 5 bis 8%, schwache Abschreibungen
- 8 bis 10%, mittelmässige Abschreibungen (kurzfristig)
- 10% und mehr, genügende Abschreibungen

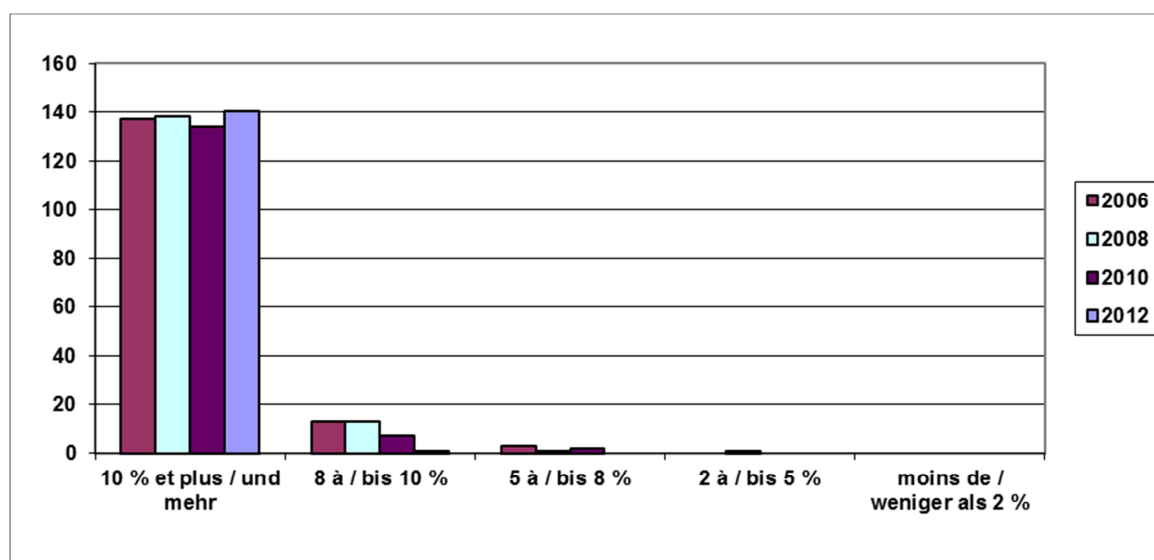
Evolution du taux des amortissements

Entwicklung ordentliche Abschreibungssätze

	2006	2008	2010	2012
Min / Min	6.7%	3.2%	7.0%	8.4%
Max / Max	86.4%	34.2%	52.0%	40.9%
Consolidé / Konsolidiert	11.9%	11.7%	11.7%	11.4%
Médiane / Mittel	10.8%	10.5%	10.8%	10.8%

Fréquence de répartition de l'évolution du taux des amortissements selon le nombre de communes pour les années 2006-2012

Entwicklung von 2006 bis 2012 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden beim ordentlichen Abschreibungssatz



Commentaire

- Sur la période analysée, le taux consolidé des amortissements ordinaires est toujours supérieur au taux minimum obligatoire fixé à 10%.
- La valeur médiane de l'indicateur suit la même courbe.
- Historiquement, les données des amortissements n'étaient pas saisies. Ces derniers n'étaient pas obligatoires sous les anciennes dispositions légales. Un taux différencié par type d'actif était suggéré.
- En 2012, 140 communes respectent la règle des 10% du taux d'amortissement ordinaire, nature 331, taux arrondi à 10% dès 9.95%.
- Nous ne tenons pas compte des amortissements complémentaires, nature 332, effectués à hauteur de Fr. 35.7 millions sur le PA, prêts et participations exclus. Cela représente 15.3% du montant des amortissements ordinaires comptabilisés.
- Ainsi, de manière cumulée, le taux global des amortissements atteint 13.1%.

Kommentar

- Der konsolidierte ordentliche Abschreibungssatz liegt im analysierten Zeitraum immer über dem obligatorischen Mindestsatz von 10%.
- Der Mittelwert der Kennzahl zeigt denselben Verlauf.
- In der Vergangenheit wurden die Daten zu den Abschreibungen nicht erfasst. In den früheren gesetzlichen Bestimmungen waren diese nicht obligatorisch. Pro Aktiven-Typ wurde ein differenzierter Satz vorgeschlagen.
- Im Jahr 2012 respektierten 140 Gemeinden die 10%-Regel bei den ordentlichen Abschreibungen (Kontoart 331); ab 9.95% ist auf 10% gerundet.
- Die zusätzlichen Abschreibungen (Kontoart 332) auf das VV (ohne Darlehen und Beteiligungen) in der Höhe von Fr. 35.7 Mio. sind nicht berücksichtigt. Diese machen 15.3% der verbuchten ordentlichen Abschreibungen aus.
- Kumuliert betrachtet liegt der gesamte Abschreibungssatz bei 13.1%.

Répartition de l'évolution du taux ordinaire d'amortissement selon la population pour les années 2011-2012

Entwicklung 2011-2012 des ordentlichen Abschreibungssatzes bezogen auf die Bevölkerung

Taux des amortissements ordinaires 2011			Ordentlicher Abschreibungssatz 2012		
Population	% population	Appréciation	Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
		PA = 0	VV = 0		
306'860	98.1%	suffisants	≥ 10%	genügend	99.5%
5'824	1.9%	moyens	8% = < 10%	mittelmässig	0.5%
		faibles	5% = < 8%	schwach	
		insuffisants	2% = < 5%	ungenügend	
		nettement insuffisants	< 2%	vollkommen ungenügend	
					315'426
					1'596

Commentaire

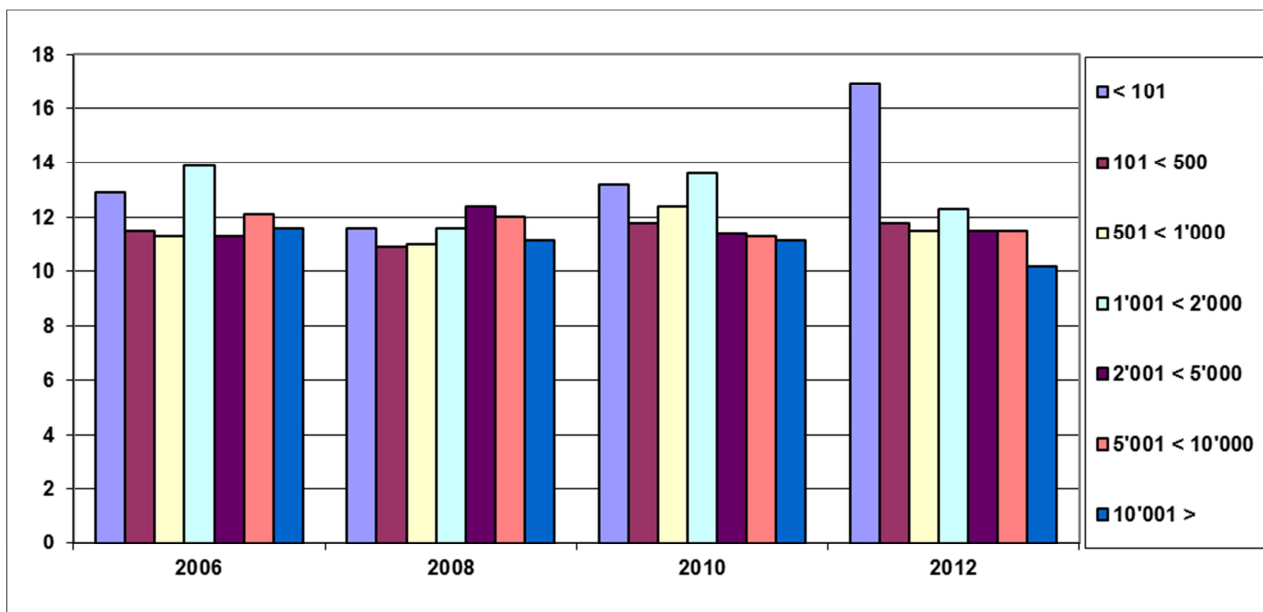
- En 2012 (2011), 99.5% (98.1%) de la population résidait dans des communes appréciées suffisants, soit le taux ordinaire imposé par les dispositions légales est respecté.
- En 2012 (2011), 0.5% (1.9%) de la population résidait dans des communes qui ne respectaient pas strictement le 10% fixé par les art. 51 et ss de l'Ofinco.
- La SFC est intervenue, via les checks-list de contrôle, auprès de ces communes afin qu'elles appliquent le taux de 10%.
- Nous rappelons que le Conseil d'Etat a proposé de rejeter la motion déposée par le Groupe PLR, par le député René Constantin, qui demandait un allègement du taux d'amortissement de 10% applicables aux réalisations communales. Par 68 voix contre 48 et 4 abstentions, les membres de la Haute Assemblée, lors de la séance de mai 2011, refusent, au stade du développement, la motion 1.120 du député René Constantin.

Kommentar

- Im 2012 (2011) wohnten 99.5% (98.1%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung „genügend“, d.h. der gesetzlich verlangte Abschreibungssatz wurde eingehalten.
- Im 2012 (2011) wohnten 0.5% (1.9%) der Bevölkerung in Gemeinden, welche die laut Art. 51 ff. VFFG vorgeschriebenen 10% nicht einhielten.
- Mittels Kontrolle durch Checklisten hat die SGF bei diesen Gemeinden interveniert, damit diese den Abschreibungssatz von 10% anwenden.
- Hier sei erwähnt, dass der Staatsrat empfohlen hat, die von der PLR-Fraktion durch den Abgeordneten René Constantin eingereichte Motion für eine Senkung des Abschreibungssatzes von 10% auf kommunale Einrichtungen zurückzuweisen. Mit 68 gegen 48 Stimmen bei 4 Enthaltungen hat der Grosse Rat in seiner Session vom Juni 2011 die Motion 1.120 des Abgeordneten René Constantin abgelehnt.

Evolution du taux des amortissements selon la taille des communes

Entwicklung des Abschreibungssatzes bezogen auf die Gemeindegrösse



Commentaire sur les années analysées

- Toutes les catégories de communes respectent bien évidemment la règle des 10% du taux des amortissements ordinaires.
- Les communes du type > 10'001 habitants enregistrent l'amortissement le plus faible avec 10.2%, juste au-dessus de la limite légale minimale.
- Les communes du type < 101 habitants opèrent l'amortissement le plus élevé à 16.9%.

Kommentar zum analysierten Zeitraum

- Allen Kategorien halten sich an die Abschreibungsregel von 10% bei den ordentlichen Abschreibungen.
- Der Abschreibungssatz von 10.2% bei den Gemeinden über 10'001 Einwohnern ist der tiefste, gerade noch über der gesetzlichen Minimalgrenze.
- Die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern nehmen höhere Abschreibungen bis zu 16.9% vor.

4.14 Endettement net par habitant

Description

L'endettement net par habitant est une donnée utilisée pour apprécier l'endettement d'une commune. La qualité de cet indicateur dépend essentiellement de l'évaluation correcte du patrimoine financier réalisable et de la structure organisationnelle de la commune. C'est pourquoi il est recommandé d'interpréter cet indicateur avec la plus grande prudence.

Commentaire

La comparaison de l'endettement net par habitant entre les communes de différents types n'est pas probante, et il est plutôt recommandé d'apprécier son évolution dans le temps.

Formule

$$\text{Endettement net par habitant} = \frac{\text{Dette brute - Patrimoine financier réalisable}}{\text{Nombre d'habitants (Espop N - 1)}}$$

4.14 Nettoschuld pro Kopf

Ausgangslage

Die Nettoschuld pro Kopf ist eine Kennzahl, welche benutzt wird, um die Verschuldung einer Gemeinde einzuschätzen. Die Qualität dieser Kennzahl hängt im Wesentlichen von der korrekten Bewertung des kurzfristigen Finanzvermögens und der Organisationsstruktur der Gemeinde ab. Darum wird empfohlen, diese Kennzahl mit grösster Vorsicht zu interpretieren.

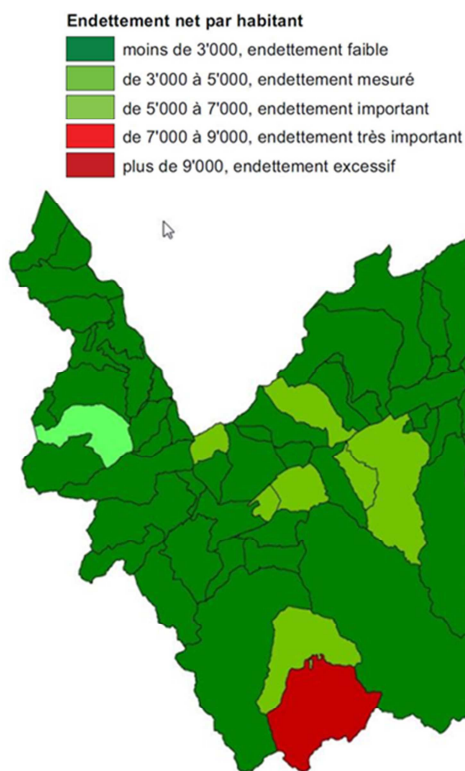
Kommentar

Der Vergleich der Nettoschuld pro Kopf zwischen den verschiedenen Gemeindetypen ist nicht überzeugend und es ist empfehlenswert, die Entwicklung über mehrere Jahre zu beurteilen.

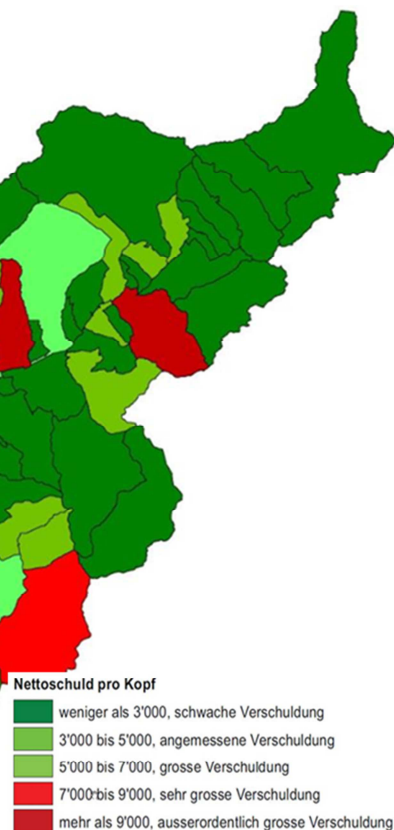
Formel

$$\text{Nettoschuld Kopf pro} = \frac{\text{Bruttoschuld - kurzfristiges Finanzvermögen}}{\text{Anzahl Einwohner (Bevölkerung ESPOP N - 1)}}$$

Carte : endettement net par habitant 2012



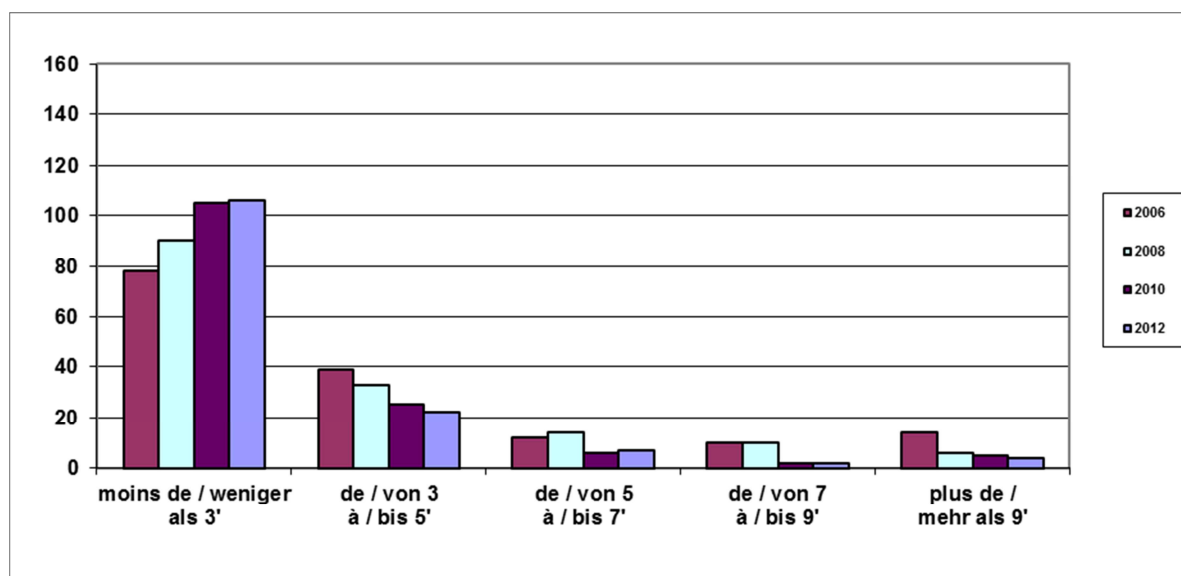
Karte: Nettoschuld pro Kopf 2012



	2006	2008	2010	2012
Min / Min	124'167	124'863	120'029	116'743
Max / Max	-84'042	-82'221	-86'860	-87'183
Consolidé / Konsolidiert	2'346	1'808	1'311	1'160
Médiane / Mittel	2'933	2'253	1'516	1'195

Fréquence de répartition de l'évolution de l'endettement net par habitant selon le nombre de communes pour les années 2006-2012, en milliers

Entwicklung von 2006 bis 2012 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Nettoschuld pro Kopf, zu Tausenden



Commentaire

- La valeur minimale, soit la dette nette la plus importante est à inscrire au bilan de la commune municipale de Loèche-les-Bains.
- Les résultats relatés sous l'indicateur du degré d'autofinancement se répercutent naturellement sur la dette nette.
- La dette nette consolidée évolue dans le bon sens et passe de Fr. 2'346.-- à Fr. 1'160.-- et s'inscrit résolument dans l'appréciation d'endettement faible, pour la première fois dans une tendance négative. Fr. 983.-- en 2011.
- La valeur médiane de l'indicateur évolue en parallèle.
- Le résultat de l'indicateur dépend des finances et de la population. Nous notons pour la période sous revue, population N-1 soit de 2005 à 2011, une augmentation de la population de 8.7%.

Kommentar

- Der Tiefstwert, d.h. die höchste Nettoschuld, ist der Bilanz der Munizipalgemeinde Leukerbad zuzuschreiben.
- Die unter der Kennzahl Selbstfinanzierungsgrad erwähnten Ergebnisse schlagen sich als Folge auf die Nettoschuld nieder.
- Die konsolidierte Nettoschuld entwickelt sich positiv von Fr. 2'346.-- nach Fr. 1'160.-- und die Beurteilung bewegt sich eindeutig in Richtung "schwache Verschuldung"; erstmals mit einer negativen Tendenz. Fr. 983.-- im 2011.
- Der Mittelwert der Kennzahl verläuft parallel.
- Das Ergebnis hängt von den Finanzen und der Einwohnerzahl ab. Im Betrachtungszeitraum N-1, d.h. von 2005 bis 2011, verzeichnet die Bevölkerung einen Zuwachs von 8.7%.

- Historiquement, la période 1987 à 1996 a vu la dette nette par habitant passer de Fr. 4'495.-- à 6'839.-- traduisant ainsi les insuffisances de financement. Le sommet a été atteint en 2000 avec Fr. 6'738.--. Depuis 2001, la dette nette baisse suivant ainsi le cycle des années avec des excédents de financement. Nous notons au passage que dès 2004, la calculation du ratio diffère de celle de l'ACF suite à l'introduction du modèle comptable harmonisé et de la détermination des formules des indicateurs financiers. La population a augmenté de 22.4% durant ces vingt ans.
- 78 communes attestent d'un endettement net entre « faible et mesuré » soit inférieur à Fr. 5'000.-- par habitant. Elles étaient 87 en 2006.
- 50 communes font valoir une fortune par habitant ; elles étaient 30 en 2006.
- A contrario, 4 communes présentaient un endettement net par habitant excessif à savoir supérieur à Fr. 9'000.-- par habitant. Elles étaient 9 en 2006.
- Im Zeitraum von 1987 bis 1996 stieg die Nettoschuld pro Kopf von Fr. 4'495.-- auf 6'839.--, was im Finanzierungsfehlbetrag zum Ausdruck kommt. Die Spitze wurde im Jahr 2000 mit Fr. 6'738.-- erreicht. Seit 2001 sinkt die Nettoschuld und folgt so dem Zyklus der Jahre mit einem Finanzierungsüberschuss. Es ist festzuhalten, dass ab 2004, aufgrund der Einführung des harmonisierten Rechnungsmodells und der Bestimmung der Finanzkennzahlen, sich die Berechnung der Kennzahl von derjenigen der KfV unterscheidet. Die Bevölkerung nahm während den letzten 20 Jahren um 22.4% zu.
- Bei 78 Gemeinden ist die Nettoschuld « klein und angemessen », d.h. unter Fr. 5'000.-- pro Einwohner. Im 2006 waren dies 87 Gemeinden.
- 50 Gemeinden weisen ein Pro-Kopf-Vermögen aus; im 2006 waren es 30.
- Dagegen verzeichneten 4 Gemeinden mit einer Pro-Kopf-Verschuldung von über Fr. 9'000.-- eine ausserordentlich grosse Verschuldung. Im 2006 waren es deren 9.

Répartition de l'évolution de l'endettement net par habitant selon la population pour les années 2011-2012

Endettement net par habitant 2011		
Population	% population	Appréciation
93'489	29.9%	fortune
174'259	55.7%	faible
34'464	11.0%	mesuré
5'881	1.9%	important
1'400	0.4%	très important
3'191	1.0%	excessif

> 0
< 3'000
3'000 =< 5'000
5'000 =< 7'000
7'000 =< 9'000
>= 9'000

Entwicklung 2011-2012 der Nettoschuld pro Kopf bezogen auf die Bevölkerung

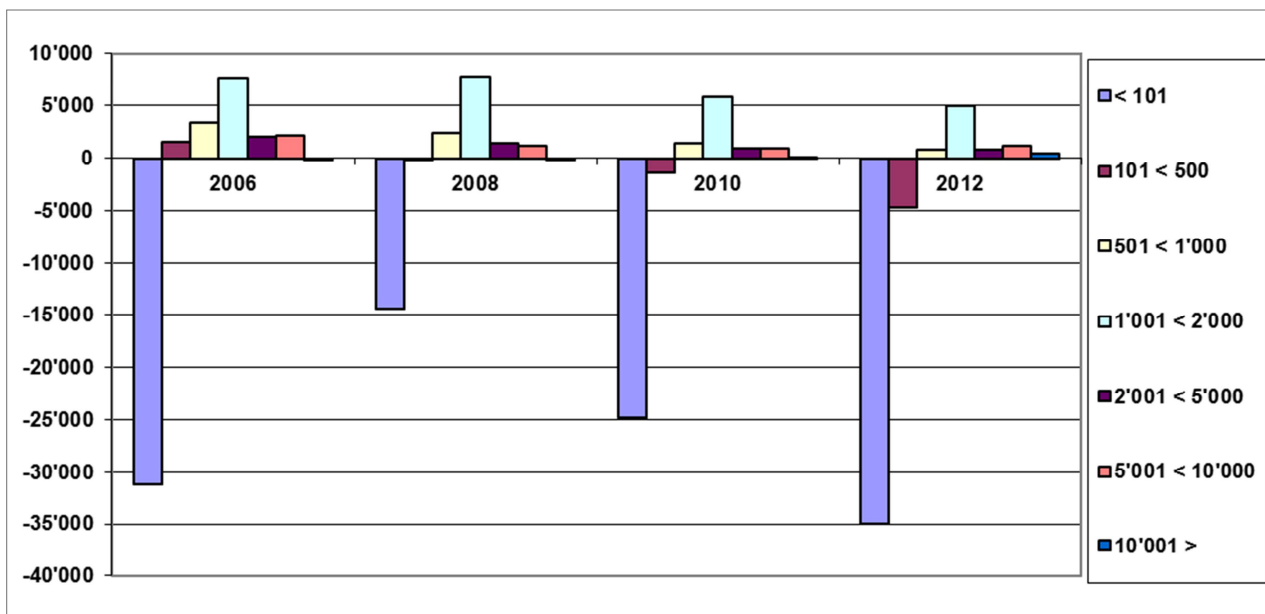
Nettoschuld pro Kopf 2012		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
Vermögen	29.0%	91'975
klein	54.8%	173'665
angemessen	10.0%	31'822
gross	4.7%	14'987
sehr gross	0.6%	1'767
ausserordentlich gross	0.9%	2'806

Commentaire

- En 2012 (2011), 93.8% (96.7%) de la population résidait dans des communes dont l'endettement est apprécié entre mesuré et une situation de fortune.
- En 2012 (2011), 29.0% (29.9%) de la population vivait dans une commune qui dispose d'une fortune.
- En 2012 (2011), 6.2% (3.3%) de la population vivait dans une collectivité avec un important, très important, respectivement avec un endettement excessif.

Kommentar

- Im 2012 (2011) wohnten 93.8% (96.7%) der Bevölkerung in Gemeinden mit den Bewertungen zwischen „angemessene Verschuldung“ und „Vermögen“.
- Im 2012 (2011) wohnten 29.0% (29.9%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einem Vermögen.
- Im 2012 (2011) wohnten 6.2% (3.3%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer grossen, sehr gross bzw. ausserordentlich grossen Verschuldung.



Commentaire sur les années analysées

- Une valeur négative signifie une fortune par habitant.
- A l'exception du type de communes > 10'001 habitants, toutes les catégories ont vu leur situation s'améliorer soit une augmentation de la fortune nette par habitant respectivement une diminution du montant de la dette ; la catégorie ville passe d'une fortune à une dette par habitant mais dont le montant est très largement apprécié « endettement faible ».
- Depuis 2006 la catégorie 1'001 > 2'000 habitants a progressé de deux niveaux en terme d'appréciation passant ainsi de « endettement très important » à Fr. 5'000.-- soit la première valeur d'un endettement mesuré.
- Les communes du type < 101 habitants disposent de la plus grosse fortune avec plus de Fr. 35'000.-- par citoyen.
- La plus forte dette nette par habitant se retrouve dans la catégorie 1'001 > 2'000 habitants.

Kommentar zum analysierten Zeitraum

- Ein negativer Wert bedeutet ein Vermögen pro Einwohner.
- Mit Ausnahme der Gemeinden über 10'001 Einwohnern können sich bei dieser Kennzahl alle Kategorien verbessern, d.h. eine Zunahme des Pro-Kopf-Vermögens oder eine Abnahme der Pro-Kopf-Verschuldung. Die Kategorie „Städte“ geht von einem Pro-Kopf-Vermögen in eine Pro-Kopf-Verschuldung über, jedoch gilt der Wert eindeutig als „kleine Verschuldung“.
- Die Kategorie der Gemeinden mit 1'001 bis 2'000 Einwohnern haben sich seit 2006 um zwei Bewertungsklassen gesteigert. So verbesserten sie sich von einer „sehr grossen“ zu einer „angemessenen Verschuldung“ (unter Fr. 5'000.--).
- Die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern verfügen über das grösste Vermögen pro Einwohner (über Fr. 35'000.--).
- Die stärkste Pro-Kopf-Verschuldung hat die Kategorie 1'001 bis 2'000 Einwohner auszuweisen.

4.15 Taux du volume de la dette brute

Description

Le taux du volume de la dette brute est un indicateur très important. Il exprime le volume de la dette brute par rapport aux revenus courants (nature 4 sous déduction des natures 47, 48 et 49) de la commune. Plus ce volume est élevé, plus la situation de la commune est critique. Il vient en outre compléter l'information fournie par l'indicateur de l'endettement net par habitant. En effet, un endettement net par habitant identique dans deux communes distinctes doit être interprété très différemment selon que la commune dispose d'un volume élevé de recettes ou non.

Commentaire 2012 (2006)

- 130 (136) communes attestent d'un taux du volume de la dette brute entre très bien et satisfaisant soit inférieur à 250%.
- A contrario, 11 (5) communes présentent un taux du volume de la dette brute insuffisant à mauvais, à savoir supérieur à 250%.

Formule

$$\text{Taux du volume de la dette brute} = \frac{\text{Dette brute} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

4.15 Brutto-Schuldenvolumenquote

Ausgangslage

Die Brutto-Schuldenvolumenquote ist eine sehr wichtige Kennzahl. Sie drückt das Volumen der Bruttoverschuldung im Verhältnis zum Finanzertrag der Laufenden Rechnung einer Gemeinde aus. Je höher diese Quote ist, desto kritischer ist die Situation der Gemeinde. Diese Kennzahl ist zudem als Ergänzung zur Kennzahl „Nettoschuld pro Kopf“ zu betrachten. Diese ist bei gleicher Nettoschuld pro Kopf zweier Gemeinden sehr unterschiedlich zu interpretieren, da es von Bedeutung ist, ob eine Gemeinde über ein hohes Ertragsvolumen verfügt oder nicht.

Kommentar 2012 (2006)

- Bei 130 (136) Gemeinden konnte die Brutto-Schuldenvolumenquote als zufriedenstellend beurteilt werden, weil sie unter 250% liegt.
- Demgegenüber weisen 11 (5) Gemeinden eine kritische Brutto-Schuldenvolumenquote von mehr als 250% aus.

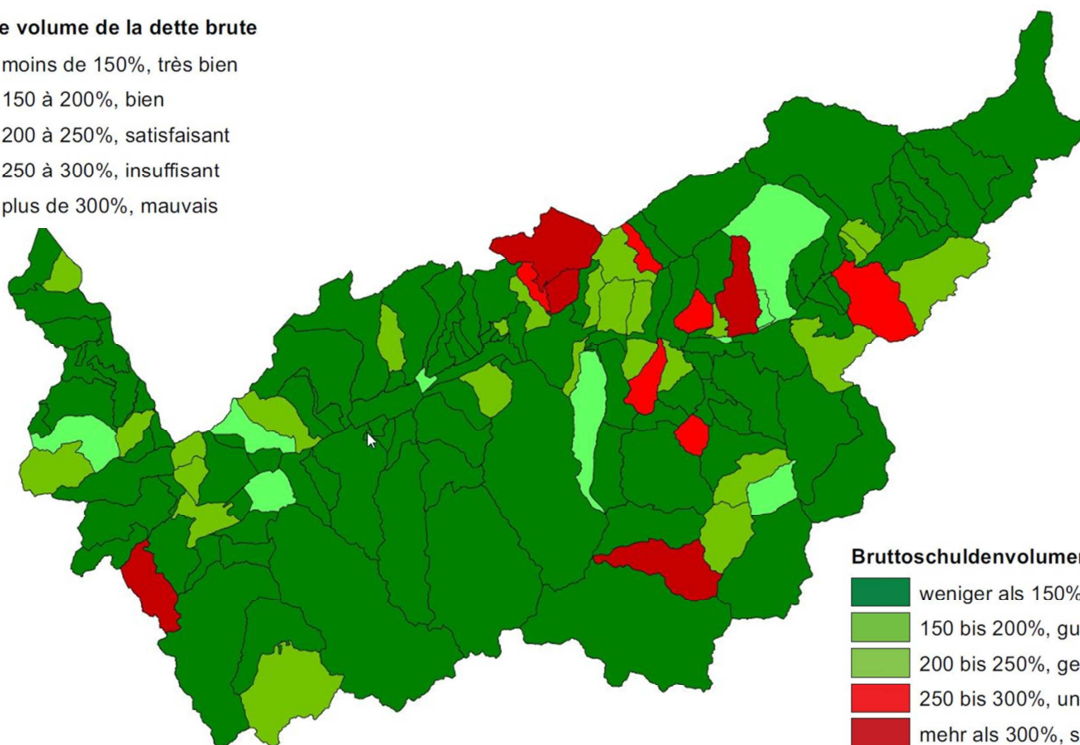
Formel

$$\text{Brutto-Schuldenvolumenquote} = \frac{\text{Bruttoschuld} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Carte : taux du volume de la dette brute 2012

Taux de volume de la dette brute

- moins de 150%, très bien
- 150 à 200%, bien
- 200 à 250%, satisfaisant
- 250 à 300%, insuffisant
- plus de 300%, mauvais



Karte: Brutto-Schuldenvolumenquote 2012

Bruttoschuldenvolumenquote

- weniger als 150%, sehr gut
- 150 bis 200%, gut
- 200 bis 250%, genügend
- 250 bis 300%, ungenügend
- mehr als 300%, schlecht

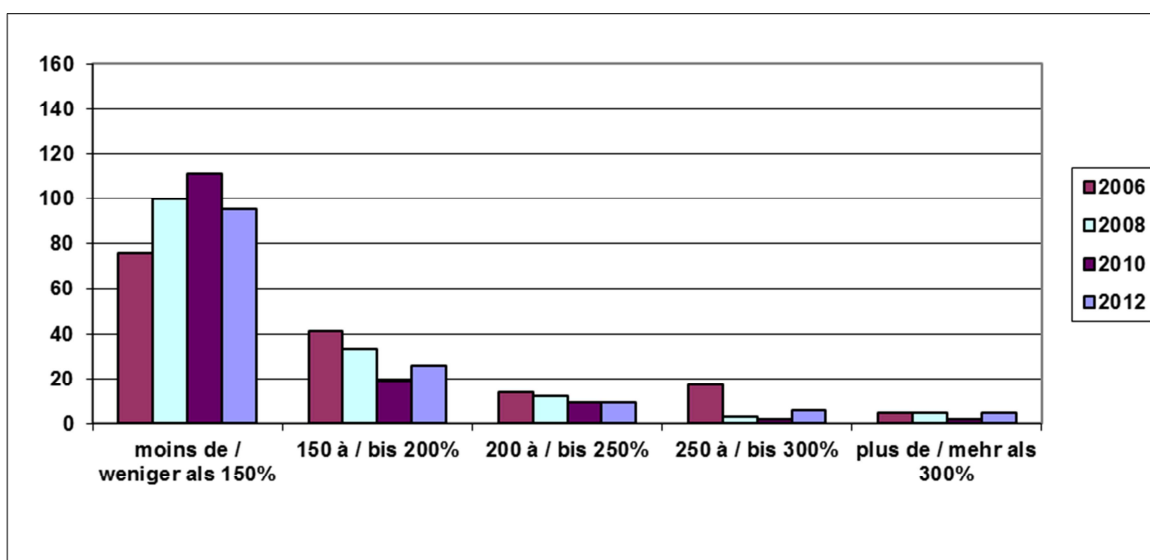
Evolution taux du volume de la dette brute

Entwicklung Brutto-Schuldenvolumenquote

	2006	2008	2010	2012
Min / Min	1330.3%	1308.2%	1757.0%	1665.7%
Max / Max	8.4%	25.0%	11.0%	22.2%
Consolidé / Konsolidiert	137.2%	119.5%	109.4%	124.6%
Médiane / Mittel	150.3%	129.8%	109.2%	121.2%

Fréquence de répartition de l'évolution du taux du volume de la dette brute selon le nombre de communes pour les années 2006-2012

Entwicklung von 2006 bis 2012 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Brutto-Schuldenvolumenquote



Commentaire

- La valeur maximale du taux reflète la situation de la commune municipale de Loèche-les-Bains (LIB).
- La détérioration de la situation entre 2011 et 2012 est due à la diminution (la première depuis 2004) des revenus financiers de 3.5% ; la dette brute augmente de 6%.
- En excluant LIB, la valeur maximale passe de 610.9% à 368.3% entre 2006 et 2012.
- Le taux consolidé évolue négativement pour la première fois depuis la saisie des données et remonte à 124.6% ; il reste néanmoins bien ancré dans l'appréciation « très bien ».
- La valeur médiane évolue en parallèle.

Kommentar

- Der Höchstwert widerspiegelt die Situation der Municipalgemeinde Leukerbad (LB).
- Die Verschlechterung zwischen 2011 und 2012 ist auf die Abnahme des Finanzertrags um 3.5% zurückzuführen (erstmal seit 2004); die Bruttoschuld nimmt um 6% zu.
- Ohne LB hat sich der Höchstwert zwischen 2006 und 2012 von 610.9% nach 368.3% bewegt.
- Der konsolidierte Wert steigt auf 124.6% und entwickelt sich somit erstmals seit der Datenerhebung in negative Richtung, was aber nichtsdestotrotz weiterhin ein « sehr guter » Wert ist.
- Der Mittelwert der Kennzahl verläuft parallel.

- Historiquement, la période 1987 à 1996 a vu les revenus du compte de fonctionnement exploser de 47%. Cette explosion s'est poursuivie entre 1997 et 2006, période qui a vu bondir ces revenus de 45%. Ramenée au niveau de l'habitant, ils ont progressé pendant ces dernières 20 années de 49.9%. La moyenne annuelle de l'indice suisse des prix à la consommation base 1982 n'est certainement pas étrangère à cette évolution et a certainement contribué à cette explosion avec une hausse de 46%.
- Les revenus financiers au dénominateur ont régressés de Fr. 199.5 millions ou 11.2%.
- 130 communes attestent d'un taux du volume de la dette brute entre très bien et satisfaisant soit inférieur à 250%. Elles étaient 131 en 2006.
- A contrario, 11 communes présentent un taux du volume de la dette brute insuffisant à mauvais, à savoir supérieur à 250%. Elles étaient encore 22 en 2006.
- Im Zeitraum von 1987 bis 1996 stiegen die Erträge der Laufenden Rechnung explosionsartig um 47% an. Diese starke Zunahme setzte sich von 1997 bis 2006 fort. In dieser Zeit stiegen die Erträge um 45%. Nimmt man die Einwohnerzahlen als Basis, nahmen die Erträge in den letzten 20 Jahren um 49.9% zu. Der Jahresdurchschnitt des Schweizer Indexes der Konsumentenpreise (Basis 1982) zeigte einen ähnlichen Verlauf und hatte mit einer Zunahme von 46% gewiss zu dieser Entwicklung beigetragen.
- Der Finanzertrag (im Nenner der Formel) ist um Fr. 199.5 Mio. oder 11.2% zurückgegangen.
- 130 Gemeinden verzeichnen eine Brutto-Schuldenvolumenquote zwischen „sehr gut“ und „genügend“, d.h. weniger als 250%. Im Jahr 2006 waren es 131.
- Dagegen haben 11 Gemeinden eine ungenügende bis schlechte Brutto-Schuldenvolumenquote, d.h. über 250%. Im Jahr 2006 waren es noch 22.

Répartition de l'évolution du taux du volume de la dette brute selon la population pour les années 2011-2012

Taux du volume de la dette brute 2011		
Population	% population	Appréciation
246'661	78.9%	très bien
56'211	18.0%	bien
5'796	1.9%	satisfaisant
2'105	0.7%	insuffisant
1'911	0.6%	mauvais

Entwicklung 2011-2012 der Brutto-Schuldenvolumenquote bezogen auf die Bevölkerung

Bruttoschuldenvolumenquote 2012		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
sehr gut	76.9%	243'833
gut	14.0%	44'375
genügend	6.9%	21'755
ungenügend	1.1%	3'362
schlecht	1.2%	3'697

Commentaire

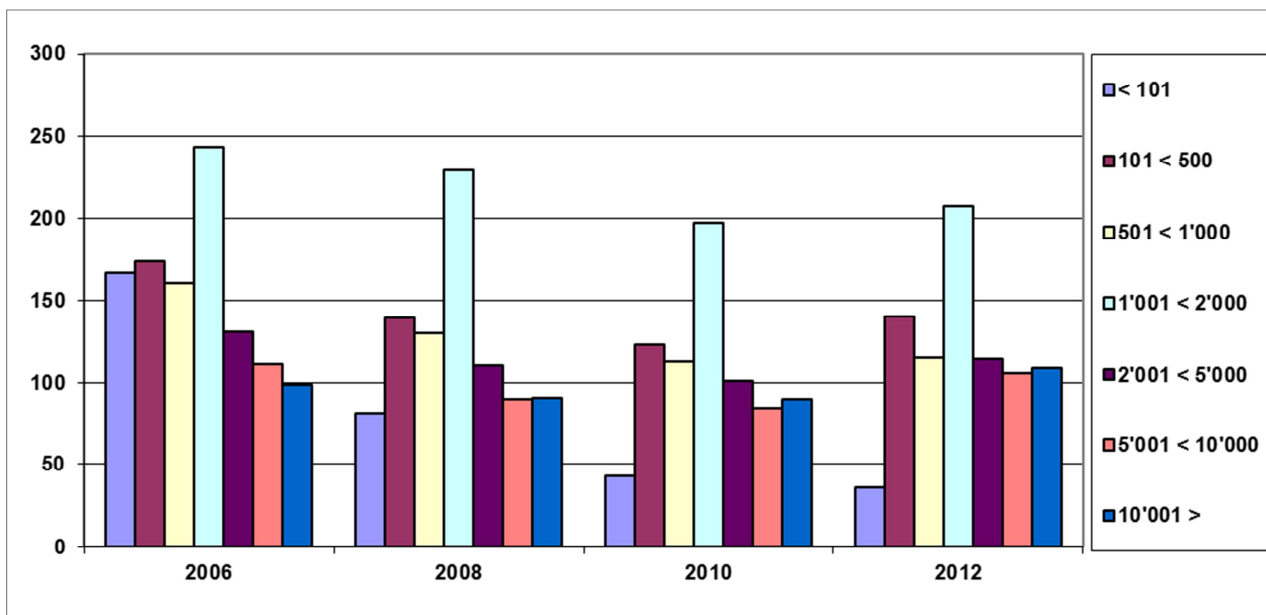
- En 2012 (2011), 97.7% (98.7%) de la population résidait dans des communes dont le taux du volume de la dette brute est apprécié entre satisfaisant et très bien.
- En 2012 (2011), 2.3% (1.3%) de la population vivait dans une collectivité avec un taux du volume de la dette brute « rouge ».

Kommentar

- Im 2012 (2011) wohnten 97.7% (98.7%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „genügend“ und „sehr gut“.
- Im 2012 (2011) wohnten 2.3% (1.3%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer „ungenügenden“ oder „schlechten“ Brutto-Schuldenvolumenquote.

Evolution du taux du volume de la dette brute selon la taille des communes

Entwicklung des Brutto-Schuldenvolumenquote bezogen auf die Gemeindegrösse



Commentaire sur les années analysées

- L'indicateur du taux du volume de la dette brute a évolué positivement pour toutes les catégories de communes.
- Alors qu'en 2006 les types de communes étaient répartis majoritairement à parts égales dans les appréciations « très bien » et « bien », 6 catégories sur 7 se retrouvent en 2012 avec la meilleure note.
- Les communes du type 1'001 > 2'000 habitants enregistrent le moins bon indicateur et sont les seules à être appréciées « satisfaisant ».
- Les communes du type < 101 habitants enregistrent la meilleure valeur avec l'appréciation maximum « très bien » très largement devant les autres catégories.

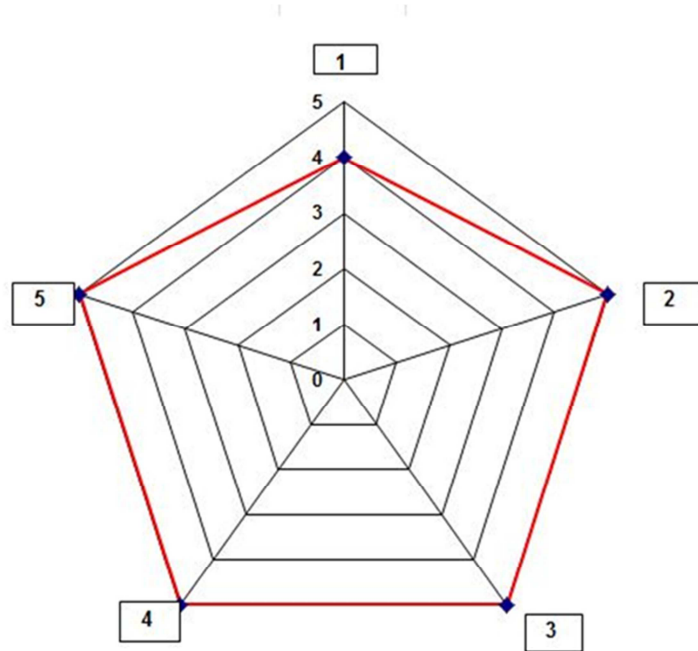
Kommentar zum analysierten Zeitraum

- Die Brutto-Schuldenvolumenquote entwickelt sich bei allen Gemeindekategorien positiv.
- Im 2006 verteilten sich die Gemeindekategorien mehrheitlich gleichmässig in den Bewertungen „sehr gut“ und „gut“. Im 2012 sind es 6 von 7 Kategorien, die sich in der besten Benotung befinden.
- Die Gemeinden mit 1'000 bis 2'000 Einwohnern weisen den geringsten Kennzahlenwert aus und werden als einzige mit nur „genügend“ bewertet.
- Die Maximalbewertung „sehr gut“ erreichen die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern. Sie liegen damit weit vor den anderen Kategorien.

4.16 Indicateurs financiers - récapitulatif

4.16 Finanzkennzahlen - Übersicht

Aperçu des indicateurs financiers				Überblick der Finanzkennzahlen			
1. Degré d'autofinancement (I1)		2011	Ø	2012	1. Selbstfinanzierungsgrad (I1)		
(Autofinancement en % de l'investissement net)		121.8%	96.4%	76.3%	(Selbstfinanzierungsmarge in % der Nettoinvestitionen)		
I1 >= 100%	très bien				I1 >= 100%	sehr gut	
80% <= I1 < 100%	bien				80% <= I1 < 100%	gut	
60% <= I1 < 80%	satisfaisant (à court terme)				60% <= I1 < 80%	genügend (kurzfristig)	
0% <= I1 < 60%	insuffisant				0% <= I1 < 60%	ungenügend	
I1 < 0%	très mauvais				I1 < 0%	sehr schlecht	
2. Capacité d'autofinancement (I2)		2011	Ø	2012	2. Selbstfinanzierungskapazität (I2)		
(Autofinancement en % des revenus financiers)		22.0%	20.7%	19.2%	(Selbstfinanzierung in % des Finanzertrages)		
I2 >= 20%	très bien				I2 >= 20%	sehr gut	
15% <= I2 < 20%	bien				15% <= I2 < 20%	gut	
8% <= I2 < 15%	satisfaisant				8% <= I2 < 15%	genügend	
0% <= I2 < 8%	insuffisant				0% <= I2 < 8%	ungenügend	
I2 < 0%	très mauvais				I2 < 0%	sehr schlecht	
3. Taux des amortissements ordinaires (I3)		2011	Ø	2012	3. Ordentlicher Abschreibungssatz (I3)		
(Amortissements ordinaires en % du PA à amortir)		11.5%	11.5%	11.4%	(Ordentl. Abschreibungen in % des abzuschreibenden VV)		
I3 >= 10%	Amortissements suffisants				I3 >= 10%	Genügende Abschreibungen	
8% <= I3 < 10%	Amortissements moyens (à court terme)				8% <= I3 < 10%	Mittelmässige Abschreibungen (kurzfristig)	
5% <= I3 < 8%	Amortissements faibles				5% <= I3 < 8%	Schwache Abschreibungen	
2% <= I3 < 5%	Amortissements insuffisants				2% <= I3 < 5%	Ungenügende Abschreibungen	
I3 < 2%	Amortissements nettement insuffisants				I3 < 2%	Vollkommen ungenügende Abschreibungen	
4. Endettement net par habitant (I4)		2011	Ø	2012	4. Nettoschuld pro Kopf (I4)		
(Dette brute moins PF réalisable par habitant)		983	1'072	1'160	(Bruttoschuld minus realisierbares FV pro Einwohner)		
I4 < 3'000	Endettement faible				I4 < 3'000	Kleine Verschuldung	
3'000 <= I4 < 5'000	Endettement mesuré				3'000 <= I4 < 5'000	Angemessene Verschuldung	
5'000 <= I4 < 7'000	Endettement important				5'000 <= I4 < 7'000	Grosse Verschuldung	
7'000 <= I4 < 9'000	Endettement très important				7'000 <= I4 < 9'000	Sehr grosse Verschuldung	
I4 >= 9'000	Endettement excessif				I4 >= 9'000	Ausserordentl. grosse Verschuldung	
5. Taux du volume de la dette brute (I5)		2011	Ø	2012	5. Bruttoschuldenvolumenquote (I5)		
(Dette brute en % des revenus financiers)		105.7%	114.7%	124.6%	(Bruttoschuld in % des Ertrages der Laufenden Rechnung)		
I5 < 150%	très bien				I5 < 150%	sehr gut	
150% <= I5 < 200%	bien				150% <= I5 < 200%	gut	
200% <= I5 < 250%	satisfaisant				200% <= I5 < 250%	genügend	
250% <= I5 < 300%	insuffisant				250% <= I5 < 300%	ungenügend	
I5 >= 300%	mauvais				I5 >= 300%	schlecht	



Degré d'autofinancement	1	Selbstfinanzierungsgrad
Capacité d'autofinancement	2	Selbstfinanzierungskapazität
Taux des amortissements ordinaires	3	Ordentlicher Abschreibungssatz
Endettement net par habitant	4	Nettoschuld pro Kopf
Taux du volume de la dette brute	5	Bruttoschuldenvolumenquote

4.17 Quelques chiffres significatifs selon la taille des communes

Le rapport sur les comptes 2009 des communes laissait une large place à l'analyse de l'évolution des indicateurs financiers selon la taille des communes. Celui relatif aux comptes 2010 apportait un éclairage sur les chiffres consolidés des communes au niveau des districts. Le rapport 2011 proposait un grand angle sur les 3 régions du Canton, soit le Haut-Valais, le Valais central et le Bas-Valais.

Aujourd'hui nous vous proposons une analyse comparative de quelques chiffres significatifs selon la taille des communes, population au 31.12.2012.

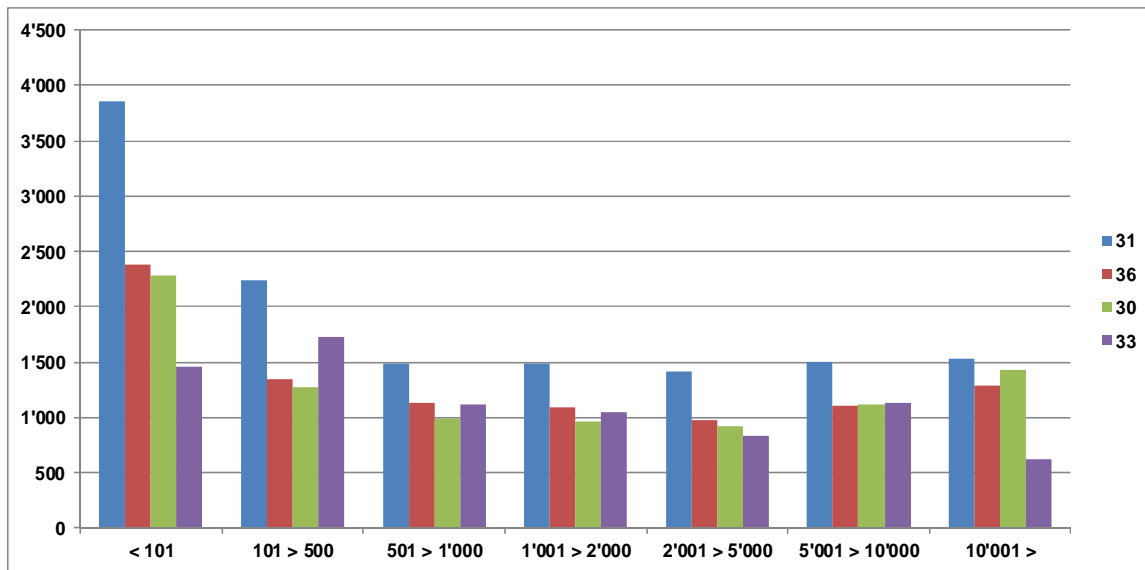
Pour ce faire, nous avons consolidé dans un premier temps les chiffres de l'ensemble des communes valaisannes. Nous avons par la suite mis en évidence au niveau du fonctionnement les 4 natures et 4 fonctions les plus importantes en pourcentage des charges, respectivement des revenus totaux. Finalement, nous avons ramené ces valeurs à l'habitant pour permettre la comparaison.

4.17 Einige bedeutungsvolle Angaben bezogen auf die Gemeindegrösse

Der Bericht über die Gemeindefinanzen 2009 widmete sich recht ausführlich der Entwicklung der Finanzkennzahlen in Bezug auf die Gemeindegrössen. Jener von 2010 verschaffte ein Bild über die Gemeinden als Gesamtheit in den Bezirken. Im Bericht 2011 wurde der Fokus auf die 3 Regionen des Kantons gesetzt, d.h. Ober-, Mittel- und Unterwallis.

In diesem Bericht bedienen wir Sie mit Auswertungen, welche Vergleiche von bedeutungsvollen Angaben hinsichtlich Gemeindegrössen zulassen; Bevölkerungsstand am 31.12.2012.

Dazu haben wir in einem ersten Schritt die Angaben aller Walliser Gemeinden zusammengefasst. Danach haben die wichtigsten 4 Kontoarten und 4 Funktionen der Laufenden Rechnung dem Gesamtaufwand bzw. Gesamtertrag ins Verhältnis gesetzt. Letztendlich haben wir dann diese Werte noch pro Einwohner ermittelt. Nur so lassen sich auch Vergleiche anstellen.

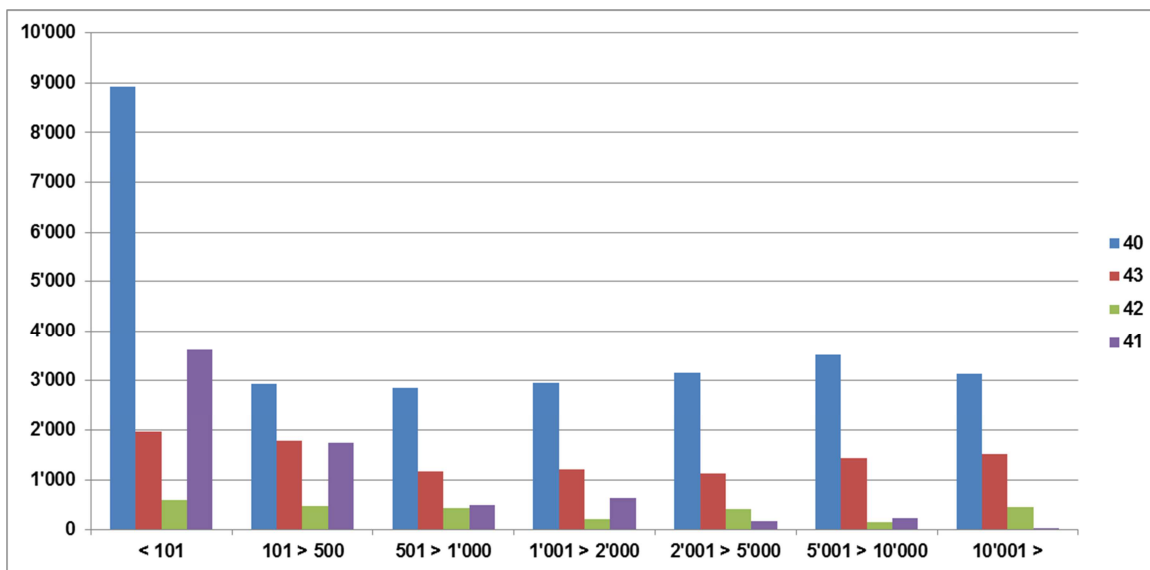


Commentaire

- La nature 31 biens, services et marchandises englobe : fournitures de bureau, imprimés et matériel d'enseignement, mobilier, machines, véhicules, eau, énergie, combustibles, autres marchandises, prestations de tiers pour l'entretien des immeubles, prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers, loyers, fermages et redevances d'utilisation, dédommagements, honoraires et prestations de service, frais divers.
- Le coût par habitant diminue sensiblement jusqu'aux communes de la taille 2'001 < 5000 avant d'augmenter un peu dès cette taille ; la courbe à faible tendance U traduit certainement dans un premier temps une économie d'échelle avant des besoins accrus pour les collectivités de plus de 10'001 habitants.
- La nature 36 subventions accordées comprend celles accordées à la confédération, au canton, aux communes, à ses propres établissements, à des sociétés d'économie mixte, à des institutions privées, à des personnes physique et à l'étranger.
- Nous retrouvons ici également une courbe en U qui pourrait traduire une plus faible autonomie des petites entités qui se retournent vers des intercommunalités pour réaliser certaines tâches.
- La nature 30 charges de personnel épouse dans le mouvement celle de l'évolution de la nature 36 ; un minimum de ressources humaines est nécessaire même dans les plus petites communes et automatiquement ce coût est plus élevé que dans celles d'une taille moyenne ; une collectivité ville, vu sa taille et la complexité de gestion, exigera une organisation et des qualités de ressources en personnel à nouveau supérieur à la catégorie 2'001 < 5'000.
- La nature 33 des amortissements cache la face importante des investissements qui sont proportionnellement plus important pour une petite structure que pour une collectivité moyenne à grande.

Kommentar

- Kontoart 31 Sachaufwand: Büromaterial, Drucksachen und Schulmaterial, Mobiliem, Maschinen, Fahrzeuge, Wasser, Energie, Heizmaterial, Verbrauchsmaterial, Dienstleistungen Dritter für den baulichen Unterhalt, Mieten, Pachten und Benützungskosten, Spesenentschädigungen, Dienstleistungen und Honorare, übriger Sachaufwand.
- Der Pro-Kopf-Aufwand vermindert sich merklich bei den Gemeinden bis 5'000 Einwohner, während dieser bei grösseren Gemeinden leicht zunimmt. Aus der flachen u-förmigen Kurve lässt sich ablesen, dass im ersten Bereich ein gewisser Spareffekt möglich ist, während bei grösseren Gemeinden (über 10'000 Einwohner) die Bedürfnisse zunehmen.
- Kontoart 36 eigene Beiträge an: Bund, Kantone, Gemeinden, eigene Anstalten, gemischtwirtschaftliche Unternehmungen, private Institutionen, private Haushalte und Beiträge ans Ausland.
- Auch bei dieser Kontoart finden wir eine u-förmige Kurve vor. Daraus könnte eine etwas abgeschwächte Autonomie kleinerer Gemeinden abgeleitet werden. Gewisse Aufgaben lassen sich nur interkommunal bewältigen.
- Kontoart 30 Personalaufwand: der Verlauf erklärt sich wie bei der Entwicklung der Kontoart 36. Ein minimaler Personalbestand ist auch bei kleinsten Gemeinden erforderlich und diese Kosten sind logischerweise höher als bei mittelgrossen Gemeinden. Im Vergleich zu Gemeinden zwischen 2'001 und 5'000 Einwohnern ist bei einer Stadtgemeinde aufgrund ihrer Grösse und Komplexität in der Verwaltung das Anforderungsprofil hinsichtlich Organisation und Personal höher.
- Kontoart 33 Abschreibungen: sie sind ein wichtiges Spiegelbild bezüglich den Investitionen. Anteilmässig fallen diese bei kleineren Gemeinden stärker ins Gewicht als bei mittleren und grösseren Gemeinden.

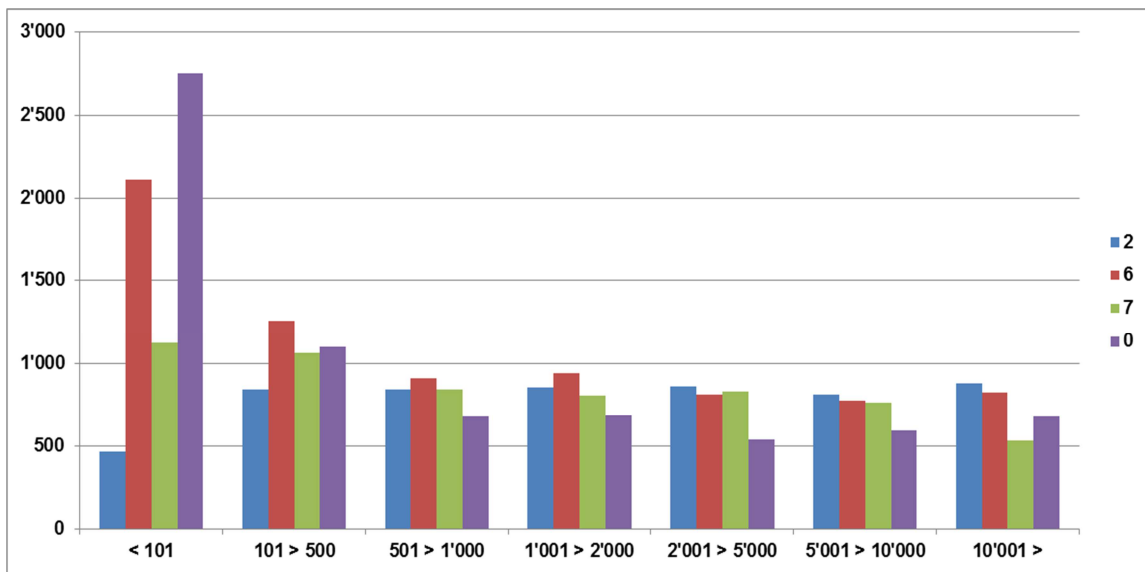


Commentaire

- La nature 40 englobe l'intégralité de la perception des impôts sur les personnes physiques et morales. Elle représente 54%.
- A l'exception de la catégorie < 101 habitants où quelques cas isolés non représentatifs font grimper le revenu moyen très largement au-dessus des autres types de commune, les revenus sont relativement harmonisés ; plus la collectivité est grande en terme de population plus son territoire est grand ; de ce fait, les chances de pouvoir percevoir des impôts de nature apériodique telle que l'impôt sur les successions et les donations, les gains de loterie, les prestations en capitale ou encore de voir s'établir des personnes morales augmentent.

Kommentar

- Kontoart 40 Steuern: die gesamte Steuererhebung über die natürlichen und juristischen Personen. Sie machen 54% aus.
- Mit Ausnahme der Gemeinden unter 101 Einwohner, wo einige nicht repräsentative Fälle weit über dem Durchschnitt der anderen Gemeindekategorien liegen, zeigt sich das Bild bei den Einnahmen recht ausgeglichen. Tatsache ist, dass je grösser eine Körperschaft hinsichtlich Einwohnerzahl und/oder Territorium ist, umso grösser ist ihre Chance, zu unregelmässigen Erträgen beispielsweise aus Erbschaften und Schenkungen, aus Lotteriegewinnen oder Kapitalleistungen zu kommen. Auch ist die Chance grösser, dass sich juristische Personen niederlassen.



Commentaire

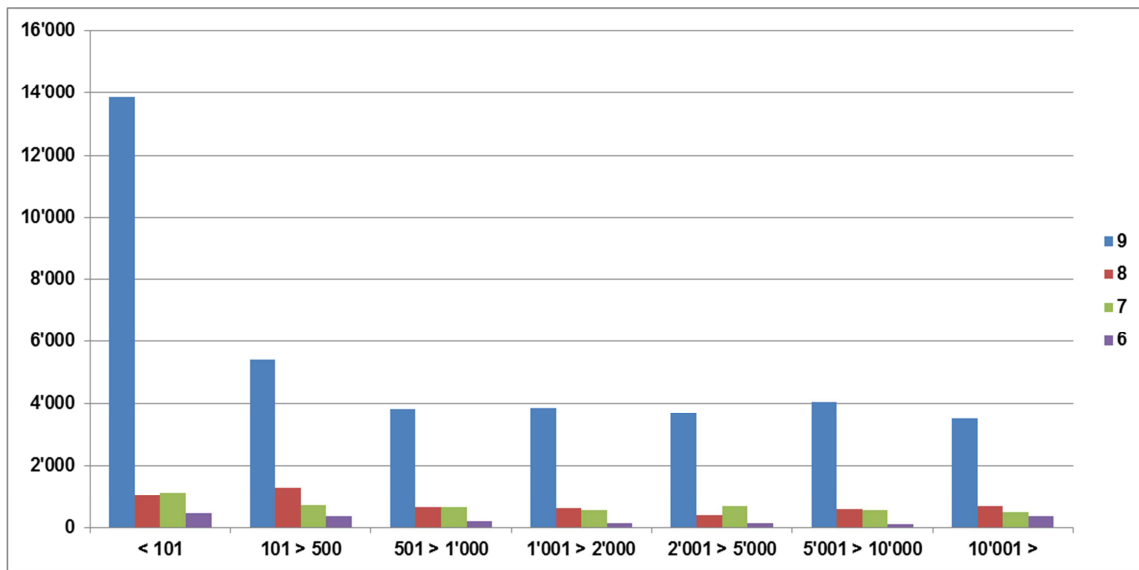
- La fonction 2 enseignement et formation enregistre principalement les charges de la scolarité obligatoire (enfantine et primaire), celles du secondaire 1^{er} (CO) et 2^{ème} degré (écoles de commerce) ainsi que celles de la formation professionnelle.
- Le potentiel de clients bénéficiaires des prestations de formation évolue en fonction de l'importance de la population ; les toutes petites entités ne comptent parfois aucun bénéficiaire de dite prestation ; de plus et le cas échéant, le client va bénéficier d'une infrastructure et d'une organisation intercommunale certainement moins onéreuse en regard des effets ici aussi d'une économie d'échelle.
- La fonction 6 trafic englobe principalement les routes et parkings ainsi que les transports publics. Même un minimum d'infrastructure ou de services mais réparti sur une faible population génère des coûts par habitant bien plus élevé dans la catégorie < 101 habitants.
- La fonction 7 protection et aménagement de l'environnement touche notamment les domaines de l'approvisionnement en eau potable, aux traitements des eaux usées et des déchets, au cimetière, aux charges de protection contre les avalanches, de la nature, de l'environnement et à l'aménagement du territoire ; le constat émis en regard du dicastère 6 est également valable ici.
- La fonction 0 administration générale enregistre entre autre les charges du législatif, de l'exécutif, de l'administration; le constat est sans appel, les entités < 101 habitants supportent proportionnellement la charge administrative la plus importante.

Kommentar

- Funktion 2 Unterrichtswesen und Bildung: darin enthalten ist grundsätzlich der Aufwand der obligatorischen Schule (Primarschule und Kindergarten), der Sekundarstufe 1 (OS) und 2 (Handelsmittelschule und Kollegium) sowie der Berufsbildung.
- Das Potenzial an Empfänger von Ausbildungsleistungen steht in Verbindung mit der Bevölkerungszahl. In den ganz kleinen Gemeinden hat es manchmal keine Leistungsbezüger. Zudem wird man bei Bedarf sicherlich eine interkommunale Infrastruktur und Organisation nutzen können. Eine Möglichkeit, die hinsichtlich Kosten/Nutzen gewiss günstiger sein wird.
- Funktion 6 Verkehr: diese umfasst hauptsächlich die Strassen und Parkhäuser sowie das öffentliche Verkehrswesen. Pro Einwohner betrachtet verursacht selbst ein Minimum an Infrastruktur oder Dienstleistungen recht hohe Kosten in Gemeinden unter 101 Einwohnern.
- Funktion 7 Umwelt und Raumordnung: hier sind insbesondere die Bereiche Wasserversorgung, Abwasserentsorgung, Abfallbeseitigung, Friedhof, Gewässer-, Lawinen- und Naturschutz sowie Raumordnung abgebildet. Die Aussage, wie sie im Zusammenhang mit der Funktion 6 gemacht wurde, trifft auch für diese Funktion bzw. Bereiche zu.
- Funktion 0 Allgemeine Verwaltung: hier werden unter anderem die Kosten der Legislativen, der Exekutiven und der allgemeinen Verwaltung verbucht. Selbstredend fällt der Verwaltungsaufwand bei Gemeinden unter 101 Einwohner verhältnismässig am höchsten an.

Revenus du compte de fonctionnement par fonction et par habitant

Ertrag der Laufenden Rechnung nach Funktion und pro Einwohner

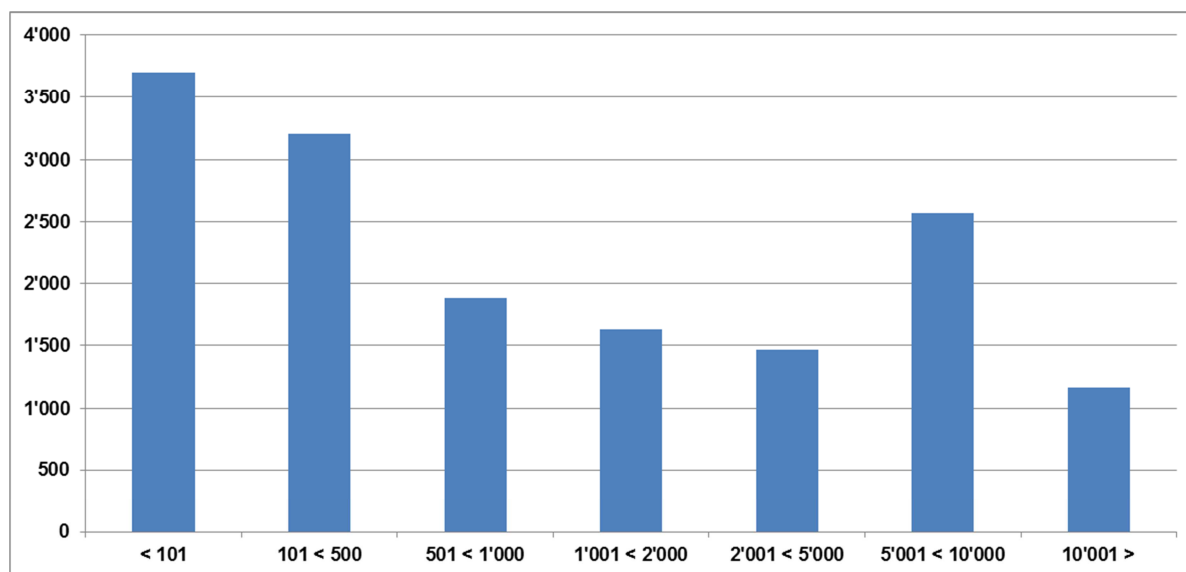


Commentaire

- La fonction 9 finances et impôts enregistre non seulement toutes les recettes fiscales mais également celles qui proviennent de la péréquation, les redevances hydro-électriques, les retours de concession, les revenus des immeubles du patrimoine financier ; une des 5 communes du groupe < 101 encaisse plus de Fr. 1'045'000.— de redevances hydrauliques et fait exploser les revenus par habitant de ce type de communes.
- La fonction 8 englobe l'agriculture, la sylviculture, le tourisme et l'énergie ; les volumes des revenus sont peu significatifs par rapport à la fiscalité ; cela démontre que le levier par excellence des revenus se trouve dans l'impôt.
- Fonctions 6 trafic et 7 protection et aménagement de l'environnement : voir définitions ci-devant.

Kommentar

- Funktion 9 Finanzen und Steuern: hier werden nicht einzig die Steuereinnahmen verbucht, sondern auch die Einnahmen im Zusammenhang mit dem Finanzausgleich, den Wasserzinsen, dem Heimfall und mit Immobilien des Finanzvermögens. Der extreme Ausschlag pro Einwohner bei den Gemeinden unter 101 Einwohnern ist auf eine von 5 Gemeinden zurückzuführen, die mehr als Fr. 1'045'000.-- an Wasserzinsen einkassiert.
- Funktion 8 Volkswirtschaft: diese umfasst die Bereiche Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Tourismus und Energie. Im Vergleich zu den Steuern sind diese Erträge unbedeutend. Hebelwirkung auf der Einnahmenseite haben beispielsweise nur die Steuern.
- Funktionen 6 Verkehr und 7 Umwelt und Raumordnung: siehe Definitionen weiter oben.

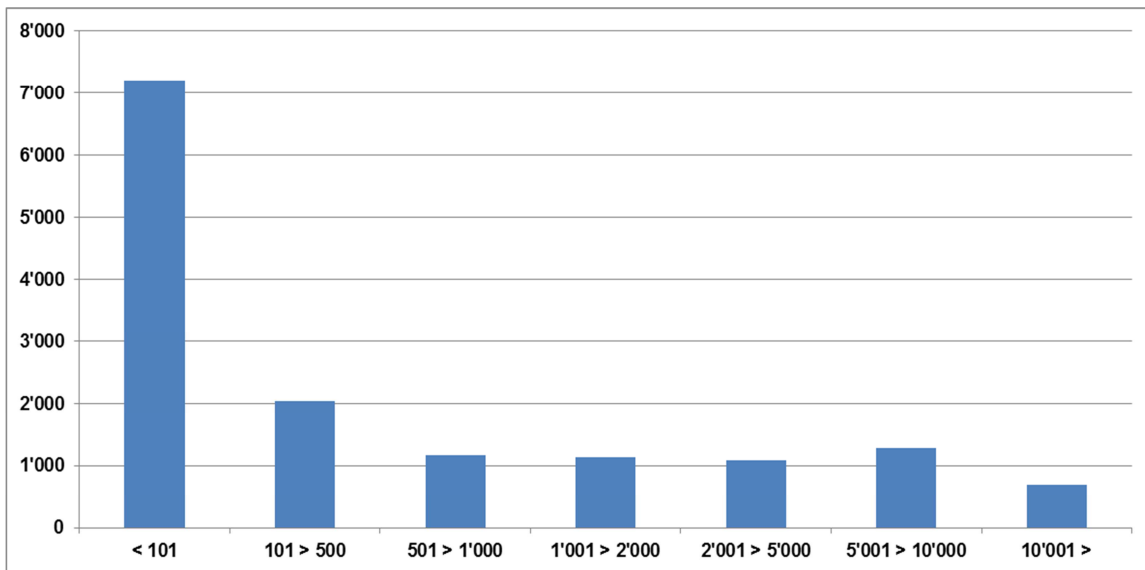


Commentaire

- Une analyse par nature ou par fonction sur une seule année nous paraît peu pertinente ; nous présentons uniquement le montant global des dépenses brutes d'investissements.
- Le prix à payer pour l'infrastructure décroît d'une manière générale plus l'entité est importante ; il est dans une certaine mesure représentatif de la théorie d'économie d'échelle qui correspond dans le cas de figure à la baisse du coût unitaire d'un produit par l'accroissement du nombre des utilisateurs ; le cas du type 5'001 > 10'000 pourrait signifier que la taille idéale de l'infrastructure pour ce type de commune est plus difficile à atteindre.

Kommentar

- Die Analyse nach Kontoart oder Funktion von einem einzigen Jahr scheint uns wenig aussagekräftig. Die Darstellung bezieht sich nur auf die Gesamtausgaben der Bruttoinvestitionen.
- Der Preis für die Infrastruktur nimmt im Allgemeinen ab, je grösser eine Gemeinde ist. Gewissermassen verhält sich dieser nach dem Wirtschaftlichkeitsprinzip, wonach die Einzelkosten sinken, je mehr ein Produkt genutzt wird. Für Gemeinden zwischen 5'001 bis 10'000 Einwohner könnte dies bedeuten, dass es schwieriger ist, ihre Infrastruktur auf einen idealen Ausbaustand zu bringen.



Commentaire

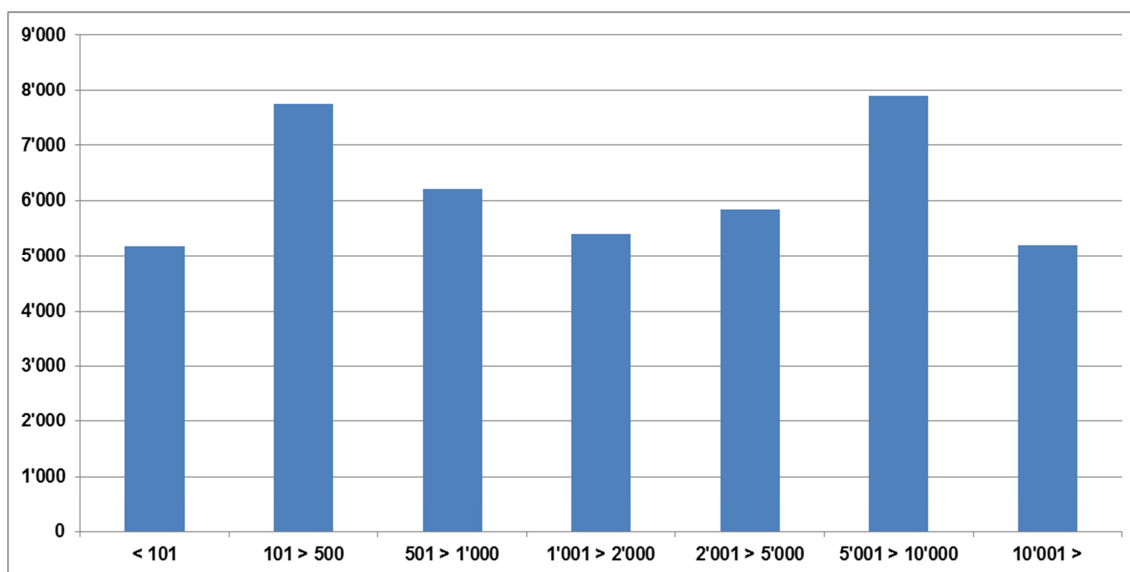
- Les remarques émises lors de l'analyse précédente sur les revenus par habitant se vérifient bien entendu également au niveau du résultat ; les redevances hydrauliques encaissées par une commune de la catégorie < 101 dopent la marge d'autofinancement qui se situerait néanmoins à plus de Fr. 3'300.—sans ce revenu extraordinaire.
- Les types de communes au-delà de 501 habitants serpentent autour de Fr. 1'000.-- ; le résultat de la catégorie > 10'001 décroche par contre et se fait le miroir des difficultés que rencontrent les villes de faire face à des charges supplémentaires, y.c les charges d'infrastructure via les amortissements pour faire face à l'accroissement de la population et aux besoins de cette dernière en terme quantitatif et qualitatif.

Kommentar

- Die Bemerkungen, wie sie in der vorangegangenen Analyse betreffend die Pro-Kopf-Einnahmen angebracht wurden, gelten wohlgermerkt auch für das Ergebnis. Die Wasserzinsen einer Gemeinde der Kategorie unter 101 Einwohner putschen die Selbstfinanzierungsmarge auf, wobei sie ohne diese ausserordentlichen Erträge dennoch über Fr. 3'300.-- wäre.
- Die Gemeinden ab 501 Einwohner bewegen sich auf einem Niveau von rund Fr. 1'000.--. Bei der Kategorie über 10'001 Einwohnern nimmt das Ergebnis ab und widerspiegelt die Schwierigkeiten von Stadtgemeinden. Das Bevölkerungswachstum und die Bedürfnisse bezüglich Quantität wie auch Qualität verursachen zusätzliche Kosten (inkl. Abschreibungen von Infrastrukturanlagen).

Patrimoine administratif par habitant

Verwaltungsvermögen pro Einwohner



Commentaire

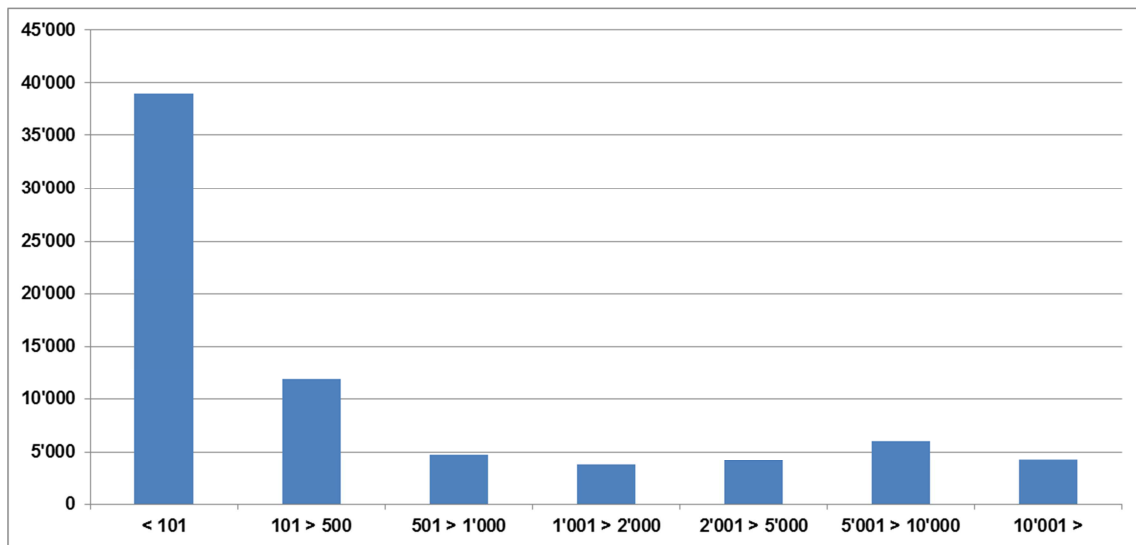
- Le patrimoine administratif par habitant le plus faible se retrouve tout naturellement dans la catégorie < 101 où les besoins peuvent être couverts avec un minimum de volume ; vu le faible nombre de clients, certaines infrastructures sont réalisées au niveau intercommunal, l'investissement étant comptabilisé par la commune site alors que les communes partenaires participent à l'exploitation via le compte de fonctionnement.
- A l'autre extrême, les villes qui comptent un grand nombre de clients bénéficient de l'économie d'échelle déjà évoquée.
- Les piliers des 5 autres types de communes dessinent à nouveau une ligne en U et caractérisent ainsi le lien direct entre le volume de l'infrastructure et le nombre d'habitant.

Kommentar

- Das tiefste Verwaltungsvermögen pro Einwohner weisen recht logisch die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern aus, welche mit einem Minimum die Bedürfnisse abdecken können. Angesichts der wenigen Nutzer werden gewisse Infrastrukturen interkommunal angeboten. Bilanziert werden diese Investitionen in der Standortgemeinde. Die Partnergemeinden verbuchen die diesbezügliche Beteiligung an die Betriebskosten via ihre Laufende Rechnung.
- Das andere Extrem sind die Stadtgemeinden. Wie bereits erwähnt profitieren sie aufgrund der grösseren Benutzerzahl vom Kosten-Nutzen-Effekt.
- Die Säulen bei den übrigen 5 Kategorien zeigen wiederum eine u-förmige Kurve und lassen so einen direkten Zusammenhang erkennen zwischen dem Infrastrukturbestand und der Einwohnerzahl.

Fortune par habitant

Eigenkapital pro Einwohner



Commentaire

- La catégorie < 101 (5 communes) compte dans ses rangs 4 municipalités que nous retrouvons dans le top 8 des plus importantes fortunes par habitant ; une d'entre elle encaisse plus de Fr. 1 million de redevances hydrauliques ; ce montant réparti sur un très petit nombre d'habitant influe le résultat de cette catégorie, résultat qui se traduit également dans le montant de la fortune.
- La fortune par habitant reflète dans sa courbe 1/1 les résultats de la marge d'autofinancement.
- Le type de communes 1'001 < 2'000 habitants dispose du moins de réserve.

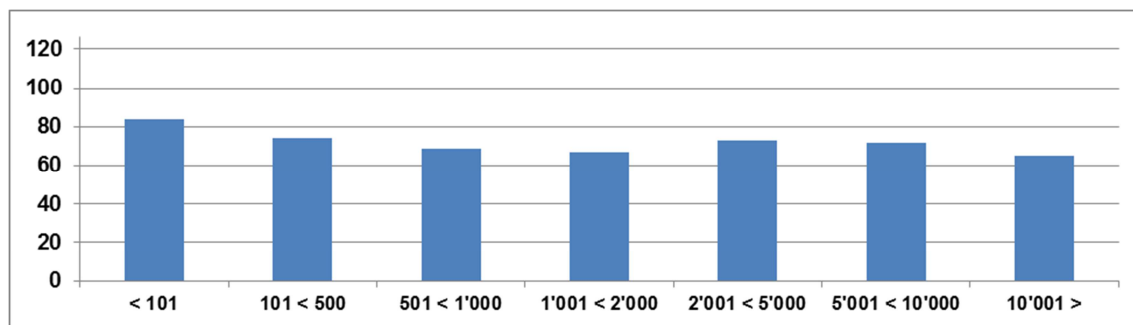
Kommentar

- Unter den 5 Gemeinden unter 101 Einwohnern befinden sich 4 unter den Top 8 Gemeinden mit dem höchsten Eigenkapital pro Einwohner. Eine davon erhält über Fr. 1.0 Mio. Wasserzinsen. Dieser Betrag verteilt sich auf sehr wenige Einwohner und beeinflusst somit wesentlich das Ergebnis dieser Kategorie, was sich letztendlich selbstverständlich auch auf das Eigenkapital auswirkt.
- Das Eigenkapital pro Einwohner widerspiegelt 1/1 das Ergebnis der Selbstfinanzierungsmarge.
- Die tiefste Reserve weist die Kategorie der Gemeinden zwischen 1'001 und 2'000 Einwohnern aus.

4.18 Constats sur les chiffres significatifs selon la taille des communes

Commentaire

- Nous avons établi un classement en attribuant 7 points à la meilleure appréciation et 1 point à la moins bonne, sans aucune pondération et ce pour les natures et les fonctions individuelles des charges et revenus du compte de fonctionnement, la marge d'autofinancement et la fortune, soit un max de $18 \times 7 \text{ pts} = 126$.
- Les communes de type $2'001 < 5'000$ ont la plus grande maîtrise des charges de fonctionnement par habitant des natures cumulées 31 (biens, services et marchandises), 36 (subventions accordées), 30 (charges de personnel) et 33 (amortissements) analysées ; les communes dont le nombre d'habitant est < 101 habitants supportent la plus grande charge ; cette dernière est 2,4 fois plus importante que la best practice.
- Les communes de type $5'001 < 10'000$ gèrent le mieux les charges de fonctionnement par habitant des fonctions/dicastères consolidés 2 (enseignement et formation), 6 (trafic), 7 (protection et aménagement de l'environnement) et 0 (administration générale) ; les deux catégories de communes < 101 et entre $101 < 500$ ferment la marche ; ces dernières paient 2,2 fois plus que leurs consoeurs de la première marche du podium.
- Les communes de type < 101 disposent du plus important potentiel de revenus de fonctionnement par habitant pour les natures consolidées 40 (impôts), 43 (contributions), 42 (revenus des biens) et 41 (patentes et concessions) ; elles encaissent 3,1 fois plus que celles de la catégorie la plus faible du type de $2'001 < 5'000$; cette remarque est néanmoins à pondérer en regard du cas exceptionnel de l'une des communes de dite catégorie.
- Les constats émis ci-devant se basent sur des hypothèses de travail ; il n'y a pas de vérifications scientifiques faute de rentrer dans un degré de détail supplémentaire que nous ne disposons pas ; la vision donnée est également tributaire des choix politiques en terme d'amortissement et d'activation des investissements tout autant qu'à la qualité du travail de la personne en charge de la comptabilité ; l'objectif est de susciter la réflexion sur la taille des communes et de montrer bien plus que de démontrer qu'il existe des différences importantes selon le type de communes en regard des chiffres présentés ; il s'agit d'un benchmark sur une seule année et pourrait ne pas être représentative d'une analyse pluriannuelle.



4.18 Feststellungen zu bedeutungsvollen Angaben bezogen auf die Gemeindegrösse

Kommentar

- Anhand einer Benotungsskala von 1 bis 7 (bester Wert) haben wir für den Aufwand und Ertrag im Einzelnen und nach Funktion sowie für die Selbstfinanzierungsmarge und das Eigenkapital ein Klassement erstellt, jedoch ohne die Werte zu gewichten. Maximal konnten 126 Punkte (18×7) erreicht werden.
- Pro Einwohner betrachtet schliessen die Gemeinden zwischen 2'001 und 5'000 Einwohnern beim Laufenden Aufwand, zählt man die Kontoarten 31 (Sachaufwand), 36 (eigene Beiträge), 30 (Personalaufwand) und 33 (Abschreibungen) zusammen, am besten ab. Die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern verzeichnen den höchsten Aufwand. Er liegt 2.4-mal höher als der Bestwert.
- Betrachtet man den gesamten Laufenden Aufwand der Funktionen 2 (Unterrichtswesen und Bildung), 6 (Verkehr), 7 (Umwelt und Raumordnung) und 0 (Allgemeine Verwaltung) liegen die Gemeinden zwischen 5'001 und 10'000 Einwohnern an der Spitze. Das Schlusslicht bilden die beiden Gemeindekategorien unter 101 und 101 bis 500 Einwohnern. Diese müssen 2.2-mal mehr ausgeben als der Spitzenreiter.
- Beim Ertrag pro Einwohner, d.h. beim Total aus den Kontoarten 40 (Steuern), 43 (Entgelte), 42 (Vermögenserträge) und 41 (Regalien und Konzessionen) nimmt die Gemeindekategorie bis 101 Einwohnern den Spitzenplatz ein. Diese Kategorie nimmt 3.1-mal mehr ein als die schwächste Kategorie (2'001 bis 5'000 Einwohner). Bei dieser Bemerkung ist jedoch auf den Sonderfall dieser Kategorie hinzuweisen.
- Die oben gemachten Feststellungen basieren auf Interpretationen aus ausgearbeiteten Daten; es ist nicht als eine wissenschaftliche Abhandlung zu verstehen, da die dazu erforderlichen zusätzlichen Details fehlen; die Betrachtung hängt auch von der Abschreibungs- und Aktivierungspolitik sowie der Arbeitsqualität bei der Buchführung ab; das Ziel liegt darin, Gedanken über Gemeindegrossen anzuregen und anhand der obigen Angaben zu zeigen, wie stark die Unterschiede zwischen den einzelnen Gemeindetypen sind; der Vergleich bezieht sich auf die Werte eines einzigen Jahres und darf nicht als repräsentativ für eine Mehrjahresanalyse bewertet werden.

4.19 Conclusions

Les chiffres pertinents de l'exercice 2012 : Fr. 342 millions de marge d'autofinancement, plus de Fr. 65.8 millions d'excédent de revenu, des investissements bruts records à hauteur de Fr. 558.9 millions, respectivement nets pour Fr. 448.5 millions, la première insuffisance de financement depuis 2004 à Fr. 106.4 millions.

Une des appréciations des 5 indicateurs financiers, celle relative au degré d'autofinancement, quitte pour la première fois depuis 2005 la note maximale de 5 pour passer dans le « bien ». Cela traduit bien évidemment et bien plus le record du volume des investissements que le résultat à la baisse de l'autofinancement.

Par rapport à l'exercice 2011 les charges financières régressent de 6.1%, les revenus financiers de 9.3% et la marge d'autofinancement de 21.4% ; les dépenses d'investissement augmentent de 15.7% alors que les recettes d'investissement diminuent de 12.4%.

Les plans financiers assortis de mesures d'assainissement des communes qui enregistrent un découvert au bilan sont largement respectés. Ils ont permis aux deux dernières communes d'amortir le solde du découvert au bilan et d'enregistrer une fortune.

Les données financières présentées consolident très largement et confirment sous les différents angles des chiffres consolidés, de la médiane, de la moyenne, du nombre de communes dans le « vert », du nombre d'habitants dans le « rouge » la très bonne situation financière des communes valaisannes.

4.19 Schlussfolgerungen

Die Merkmale der Rechnung 2012: Fr. 342 Mio. Selbstfinanzierungsmarge, über Fr. 65.8 Mio. Ertragsüberschuss, Investitionen auf Rekordhöhe von Fr. 558.9 Mio. brutto bzw. Fr. 448.5 Mio. netto, seit 2004 erstmals ein Finanzierungsfehlbetrag von Fr. 106.4 Mio.

Eine der 5 Kennzahlen, nämlich der Selbstfinanzierungsgrad, fällt erstmals seit 2005 unter die Maximalnote 5 und rutscht ab auf die Bewertung „gut“. Dies widerspiegelt wohl verstanden viel mehr die rekordhohen Investitionen als die Schwäche bei der Selbstfinanzierung.

Im Vergleich zur Rechnung 2011 nimmt der Finanzaufwand um 6.1%, der Finanzertrag um 9.3% und die Selbstfinanzierungsmarge um 21.4% ab; die Ausgaben bei den Investitionen sind um 15.7% angewachsen, während deren Einnahmen um 12.4% abnahmen.

Die Finanzpläne mit Sanierungsmassnahmen der Gemeinden, welche einen Bilanzfehlbetrag verzeichnen, werden weitgehend eingehalten. Den beiden letzten Gemeinden wurde es möglich, den Bilanzfehlbetrag abzuschreiben und ein Eigenkapital auszuweisen.

Die Finanzdaten bekräftigen und bestätigen sehr eindrücklich aus verschiedenen Blickwinkeln die sehr gute Finanzlage der Walliser Gemeinden. Dies zeigt sich beim Mittelwert, beim Durchschnitt, bei der Anzahl Gemeinden im «grünen Bereich» oder bei der Anzahl Einwohner, die im «roten Bereich» leben.

5.1 Péréquation

Bases légales : Loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI – RSVS 613.1) et ordonnance sur la péréquation financière intercommunale (OPFI).

La nouvelle péréquation intercommunale en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 s'articule autour de trois outils bien distincts : la péréquation des ressources, la compensation des charges et le fonds de cas de rigueur.

Le schéma ci-dessous synthétise pour l'année 2012 les volumes et le financement de la péréquation.

Source : Office cantonal de statistique et de péréquation.

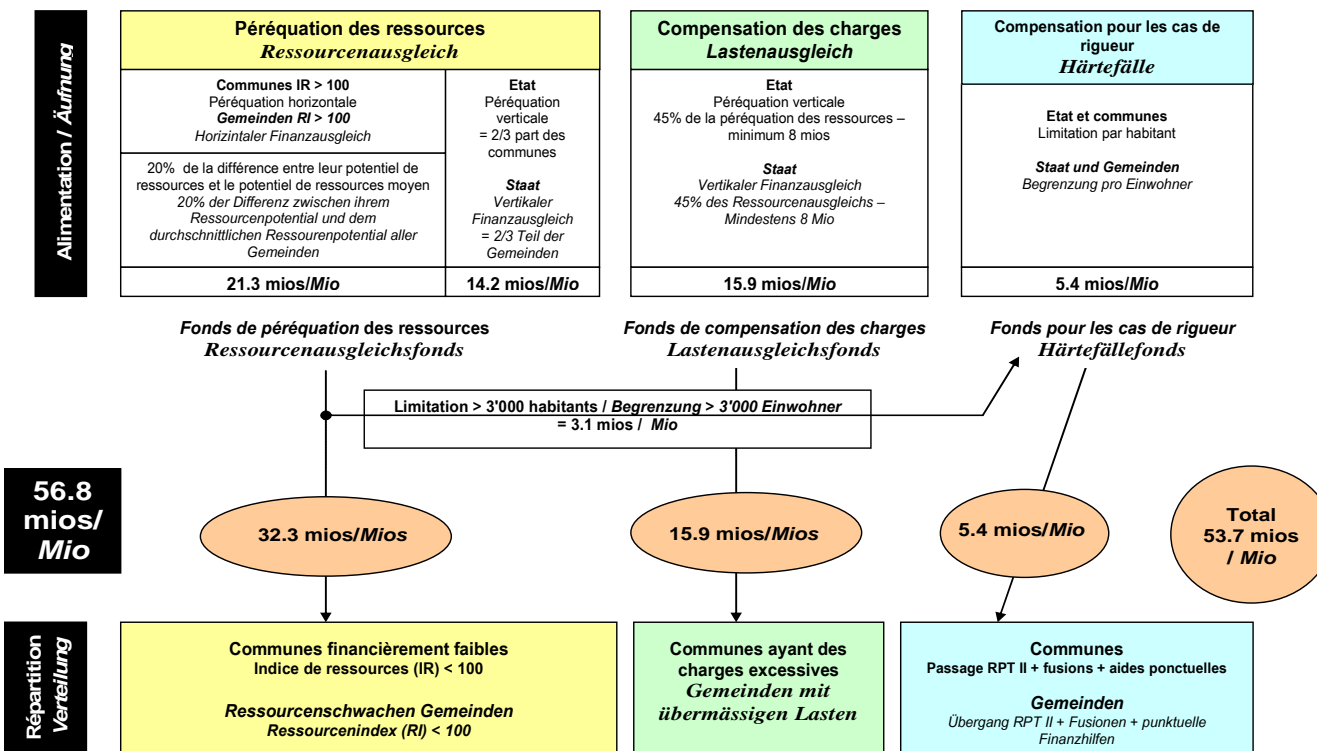
5.1 Finanzausgleich

Gesetzesgrundlage: Gesetz über den interkommunalen Finanzausgleich (GIFA - SGS/VS 613.1) und Verordnung über den interkommunalen Finanzausgleich (VIFA).

Der neue interkommunale Finanzausgleich, der seit dem 1. Januar 2012 in Kraft ist, basiert auf 3 Elementen: Ressourcenausgleich, Lastenausgleich und Härteausgleichsfonds.

Das nachfolgende Schema zeigt die Beträge und die Finanzierung des Finanzausgleichs für das Jahr 2012 auf.

Quelle : Kantonales Amt für Statistik und Finanzausgleich.



Les montants sont arrondis. Des différences après addition de montants peuvent donc être constatées.

Trois instruments sont utilisés dans le cadre du nouveau système de péréquation financière intercommunale (PFI) entré en vigueur le 1er janvier 2012 :

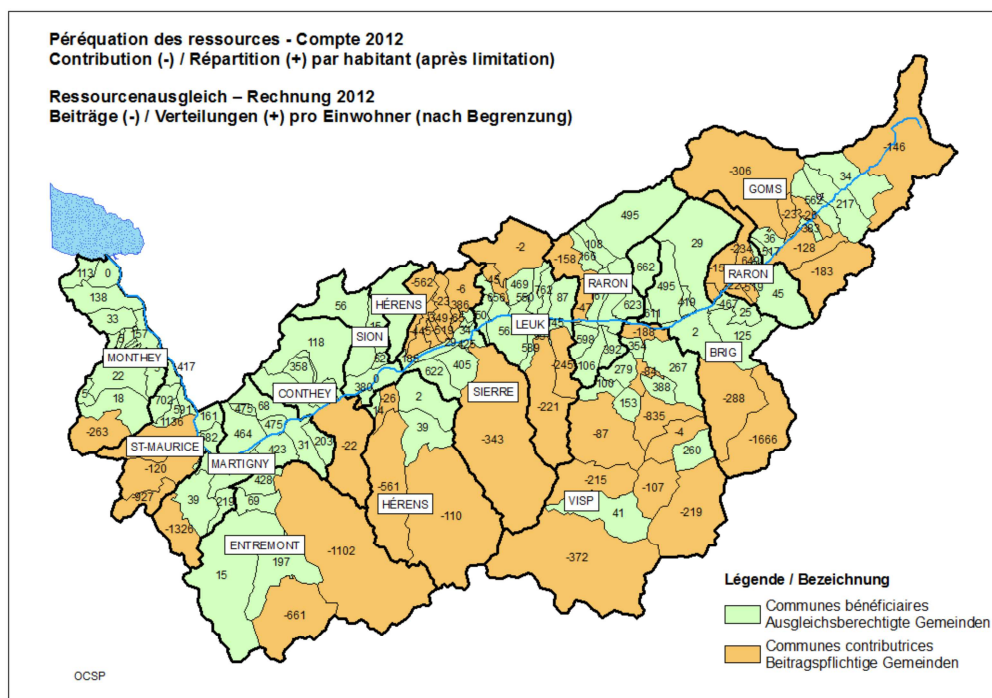
La PFI représente, ainsi, un volume global de 56.8 millions de francs (montant arrondi) pour l'année 2012, dont :

- 32.3 millions de francs répartis aux communes au titre de la péréquation des ressources ;
- 15.9 millions de francs pour la compensation des charges ;
- 5.4 millions de francs redistribués en compensation pour les cas de rigueur et
- 3.1 millions de francs versés au fonds de compensation pour les cas de rigueur.

Drei Instrumente werden im Rahmen des neuen interkommunale Finanzausgleichssystems, jenes am 01.Januar.2012 in Kraft trat, benutzt:

Der IFA repräsentiert, ein Gesamtvolumen von 56,8 Millionen Franken (Beträge gerundet) für das Jahr 2012, davon:

- 32.3 Millionen Franken verteilt auf die Gemeinden im Rahmen des Ressourcenausgleichs;
- 15.9 Millionen Franken für den Lastenausgleich;
- 5.4 Millionen Franken verteilt als Härteausgleichsfonds und
- 3.1 Millionen Franken überwiesen an den Härteausgleichsfonds.

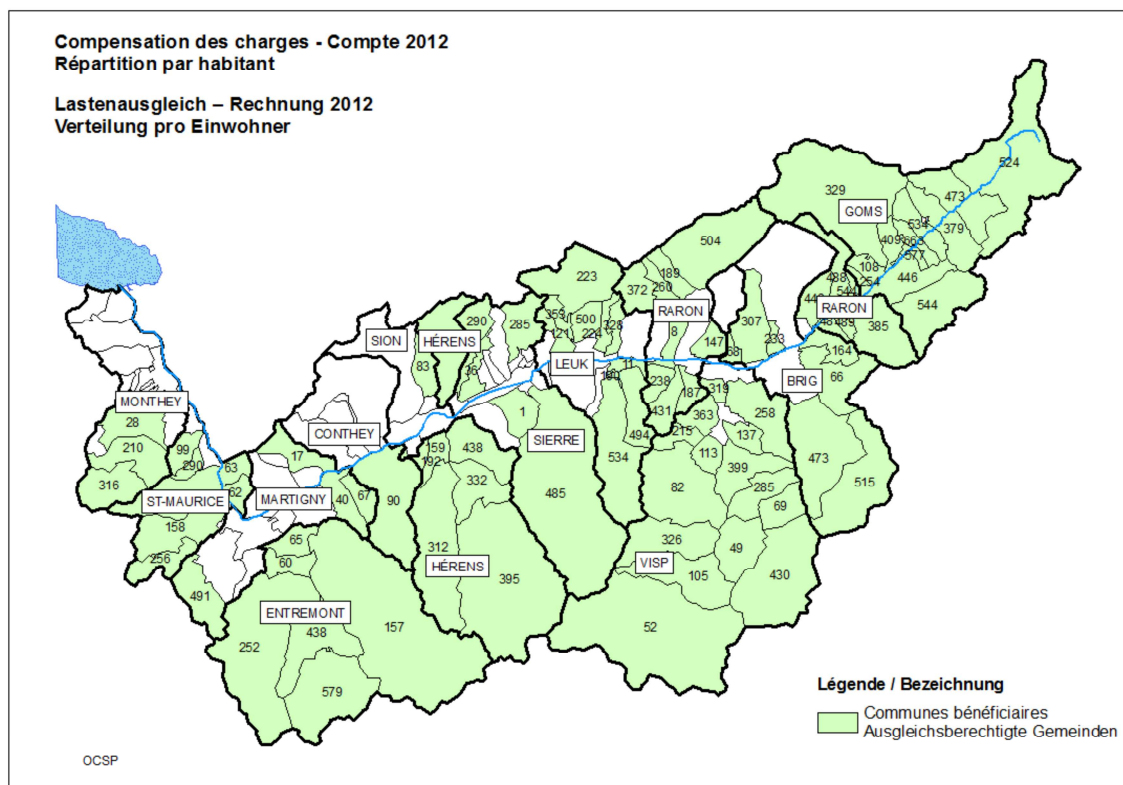


Le fonds de péréquation des ressources est financé pour 60% par les communes à fort potentiel de ressources (dont l'indice de potentiel de ressources (IR) est supérieur à 100%) (péréquation horizontale) et pour 40% par le canton (péréquation verticale), et réparti entre les communes à faible potentiel de ressources (dont l'IR est inférieur à 100%) afin que leur IR atteigne un objectif fixé entre 80% et 90%.

Concernant la péréquation des ressources, en 2012, 49 communes y ont contribué pour un total de 21.3 millions de francs, alors que 92 en ont bénéficié pour un montant global de 32.3 millions de francs après limitation selon l'article 12 de la loi sur la péréquation financière intercommunale du 15 septembre 2011. Les contributions des communes varient ainsi de 2 à 1'666 francs par habitant, tandis que les recettes des communes à faible potentiel de ressources sont comprises entre 1 et 1'136 francs par habitant.

Der Ressourcenausgleichsfonds, der zu 60% von den ressourcenstarken Gemeinden finanziert wird (deren Ressourcenindex (RI) höher als 100% ist) (horizontaler Ressourcenausgleich) und zu 40% durch den Kanton (vertikaler Ressourcenausgleich), und wird auf die ressourcenschwachen Gemeinden verteilt (deren RI tiefer als 100% ist), damit ihr RI das festgelegte Ziel von 80% bis 90% erreicht.

Betreffend den Ressourcenausgleich, haben im 2012, 49 Gemeinden für ein Total von 21.3 Millionen Franken beigetragen, nach Begrenzung nach Artikel 12 des Gesetzes über den interkommunalen Finanzausgleich vom 15. September 2011. Die Beiträge der Gemeinden variieren von 2 bis 1'666 Franken pro Einwohner, während der Umsatz der ressourcenschwachen Gemeinden bei 1 bis 1'136 Franken beträgt.

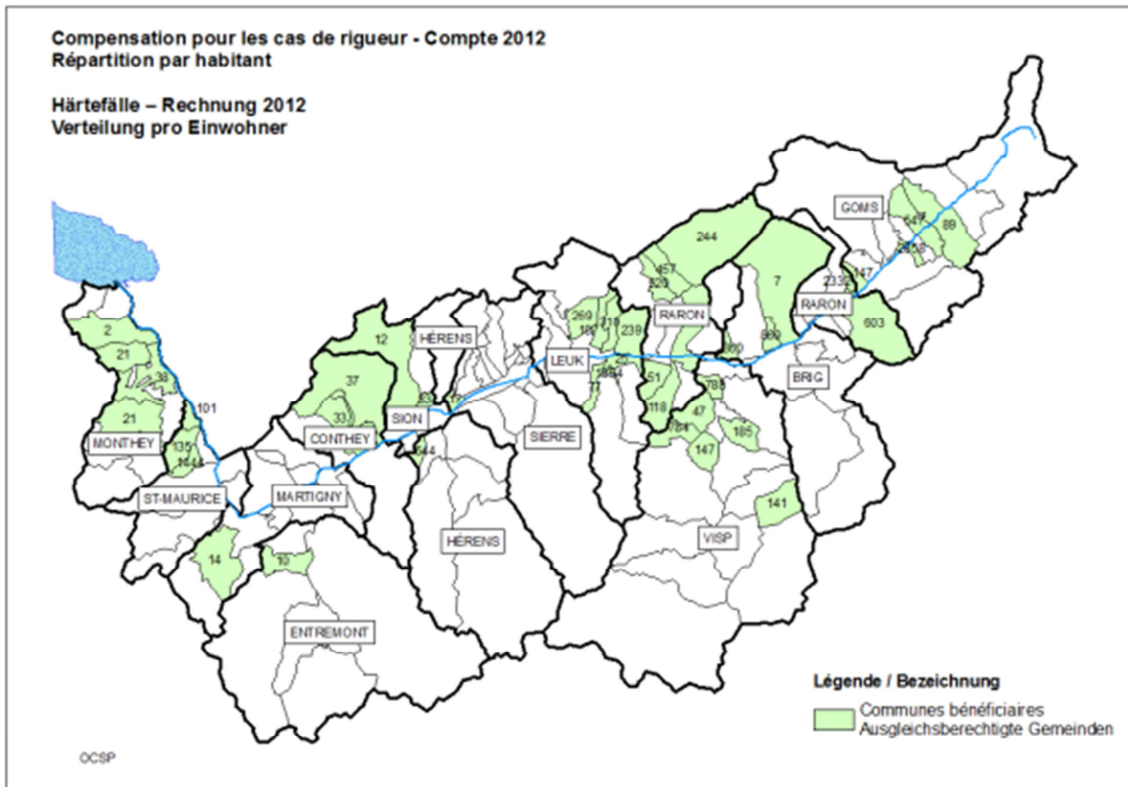


Le fonds de compensation des charges est entièrement financé par le canton, dont le volume correspond au 45% du fonds de péréquation des ressources, et destiné aux communes défavorisées en raison de leur environnement géo-topographique et socio-démographique.

Au sujet de la compensation des charges, 94 communes en ont bénéficié en 2012 pour un montant global de 15.9 millions de francs. Ces recettes varient de 1 à 663 francs par habitant et concernent essentiellement les communes défavorisées en termes de charges géo-topographiques et socio-démographiques

Der Lastenausgleichsfonds, der vollständig vom Kanton finanziert wird, dessen Volumen den 45% des Ressourcenausgleichsfonds entsprechen und ist für die Gemeinden gedacht, die durch ihr geotopografisches und soziodemografisches Umfeld benachteiligt sind.

Was den Lastenausgleich betrifft, haben im 2012, 94 Gemeinden, für einen Totalbetrag von 15.9 Millionen Franken, vom Lastenausgleich profitiert. Die Einnahmen divergieren von 1 bis 663 Franken pro Einwohner und betreffen vor allem die Gemeinden, die durch ihr geotopografisches und soziodemografisches Umfeld benachteiligt sind.



Le fonds de compensation pour les cas de rigueur est financé par le canton et les communes bénéficiaires de la péréquation des ressources dont la population excède 3'000 habitants, et redistribué aux communes défavorisées par le passage au nouveau système de répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II), aux communes qui fusionnent et celles dont la situation financière nécessite une aide ponctuelle.

Les 5.4 millions de francs du fonds de compensation pour les cas de rigueur ont été répartis en faveur de 44 communes en 2012. Ainsi, les montants distribués sont compris entre 2 et 2'858 francs par habitant.

Der Härteausgleichsfonds, der vom Kanton und den ausgleichsberechtigten Gemeinden, deren Bevölkerung 3'000 Einwohnern übersteigt, finanziert wird. Dieser wird auf die Gemeinden, die seit der Einführung des neuen Systems mit der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II) benachteiligt sind und auf die Gemeinden die fusionieren, wie ebenfalls auf diejenigen, deren finanzielle Situation gelegentliche Unterstützung erfordern.

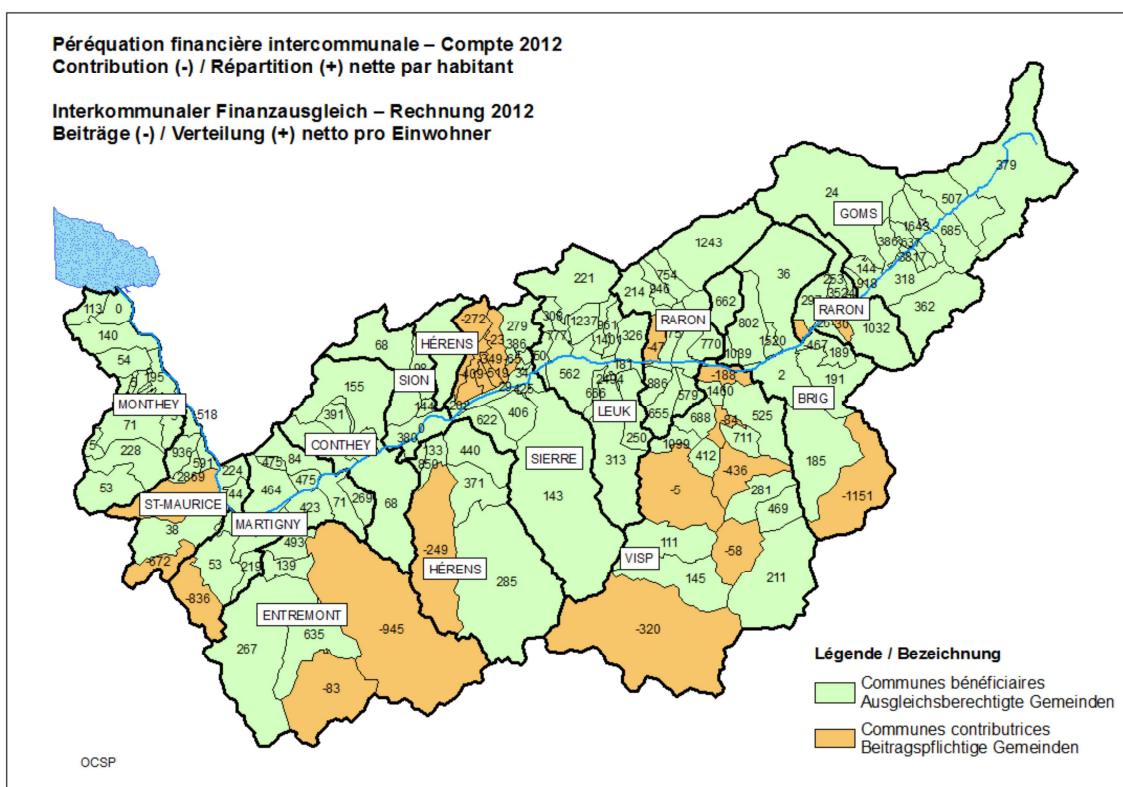
Die 5.4 Millionen Franken des Härteausgleichsfonds, wurden im 2012 auf 44 Gemeinden aufgeteilt. So liegen die verteilten Beträge bei 2 bis 2'858 Franken pro Einwohner.

La carte ci-dessous consolide les montants par habitant des 3 outils de la péréquation.

Finalement, en considérant les montants nets de la PFI 2012, c'est-à-dire la somme des montants de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation pour les cas de rigueur, 23 communes sont contributrices et 118 bénéficiaires. Les montants facturés varient de 5 à 1'151 francs par habitant et ceux versés aux communes de 1 à 3'817 francs par habitant.

Die nachfolgende Karte zeigt das Ergebnis pro Einwohner, das sich aus den 3 Elementen des Finanzausgleichs errechnet.

Schliesslich, bei Berücksichtigung der Nettobeträge der IFA 2012, das heisst die Summe des Ressourcenausgleichs, des Lastenausgleichs und die des Härteausgleichs, sind 23 Gemeinden beitragspflichtig und 118 ausgleichsberechtigt. Die verrechneten Beträge reichen von 5 bis 1'151 Franken pro Einwohner und die an den Gemeinden überwiesen wurden von 1 bis 3'817 Franken pro Einwohner (siehe im Anhang Tabelle der Ergebnisse nach Gemeinde).



REMARQUE : Les données relatives à la situation financière des Municipalités valaisannes, indicateurs-clés et éléments financiers ont été extraites des fichiers transmis par les communes. Ces données, à l'exception des coefficients d'impôts, de la population et des chiffres concernant la situation de fortune/découvert, n'ont fait l'objet d'aucun contrôle ou validation de la part des services de l'Etat.

Auteur et éditeur

Département des finances et des institutions
Service des affaires intérieures et communales

Rédaction

Section des finances communales

Distribution

Ce rapport peut être téléchargé sur Internet à l'adresse :

www.vs.ch < Accès rapide < Finances communales < Statistiques et rapports

BEMERKUNG: Die Daten zur Ermittlung der Finanzlage der Walliser Munizipalgemeinden, die Finanzkennzahlen und die weiteren Angaben zu den Finanzen wurden den Dateien entnommen, die von den Gemeinden übermittelt wurden. Diese Daten, mit Ausnahme der Steuerkoeffizienten, der Bevölkerungszahlen und des Eigenkapitals/Bilanzfehlbetrages, wurden durch die kantonalen Behörden weder kontrolliert, noch auf ihre Richtigkeit hin überprüft.

Autor und Herausgeber

Departement für Finanzen und Institutionen
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten

Redaktion

Sektion Gemeindefinanzen

Verteilung

Dieser Bericht kann im Internet heruntergeladen werden unter der Adresse :

www.vs.ch < Direkter Zugang < Gemeindefinanzen < Statistiken und Berichte

